

BULLETIN DU COMITÉ

DE

L'ASIE FRANÇAISE

PUBLIÉ MENSUELLEMENT

Sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

Avec la collaboration de MM. Jean-Louis Deloncle; Henri de Peyerimhoff de Fontenelle; Charles Mourey; Edouard Payen; Paul Labbé; Jean Imbart de la Tour; J.-H. Franklin, etc.

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction au Bulletin du Comité de l'Asie Française.
Paris — 49, rue Bonaparte, 49 — Paris.

SOMMAIRE

37 ^e Liste des souscripteurs.....	265
Le Comité : Réception du lieutenant Grillières; Un discours de M. Etienne.....	266
L'Angleterre, la France et le Siam, par ROBERT DE CAIX.....	273
La Guerre.....	275
Les Affaires d'Arménie à la Chambre, par J. I. T.....	284
Lettres de Corée.....	287
Les Anglais au Thibet, par C. M.....	288
La Constitution politique du Thibet, par X.....	289
La Navigation du Mékong, par G. M.....	293
Variétés : Prosper Odend'hal, administrateur des services civils de l'Indo-Chine (1867-1904).....	294
Asie Française : La défense de l'Indo-Chine. — L'outillage de l'Indo-Chine. — Droit de sortie sur les bois en Indo-Chine. — Administrateurs et indigènes. — Le mouvement industriel. — Con- struction d'un bassin de radoub à Saïgon. — Les principales exportations de l'Annam central en 1903. — Les travaux publics d'utilité agricole. — La ligne de Viétri-Yen-bay. — Un ancien pirate fermier de l'opium. — Les irrigations au Tonkin. — L'élevage au Tonkin. — Les territoires mili- taires du Tonkin.....	298
Siam : Le budget.....	302
Chine : La neutralité de la Chine. — Le commerce de Niou-tchouang. — La révolte du Kouang-si... ..	302
Corée : La Corée et la Russie. — Les constructions de chemins de fer coréens.....	304
Japon : La circulation monétaire à Formose.....	304
Asie Russe : La valeur pécuniaire de la flotte russe du Pacifique. — Les trains sanitaires auto- mobiles. — Le fleuve Amour et la navigation. — La Compagnie de l'Est-Chinois et le transport du thé. — Le transport des marchandises destinées à la Sibérie. — L'Exposition d'Irkoutsk. — La récolte sibérienne en 1903. — La région de Tche- remkhovo. — La toundra.....	304
Turquie : Une escadre française dans le Levant... ..	308
Asie Anglaise : L'industrie du coton dans l'Inde.....	309
Nominations officielles.....	310
Bibliographie.....	312

CARTES

Carte de la mission topographique Grillières (de Yunnan-sen au Thibet).....	269
Carte de la presqu'île de Liao-toung (théâtre des opé- rations de la guerre russo-japonaise).....	277

37^e LISTE DES SOUSCRIPTEURS ⁽¹⁾

MM.

D ^r H. Brouillard, médec. des colon.	12	»
* P. Lizé, caporal d'infant. colon. (1 ^{er} semestre).....	6	»
Capit. B. Cédié, de l'artillerie colon.	12	»
Grillières, lieut. de zouaves.....	12	»
* Cercle militaire d'Alençon.....	12	»
* Laporte, à Paris.....	12	»
Fernand Blanchet, à Soctrang... ..	12	»
* Biblioth. des offic. du 2 ^e annamites.	12	»
ⁿ Sous-lieut. Dromard, de l'infant. coloniale.....	12	»
* Leroy et de Lafaulotte, à Tourane.	25	»
Pierre Lefèvre-Pontalis, secrétaire d'ambassade.....	25	»
Lieut. Lame, de l'infant. coloniale.	12	»
Bosc, administ. des services civils.	12	»
Lieut. P. Lacoste, de l'infant. colon.	25	»
Collenot, avocat à Paris.....	40	»
R. Debeaux, industriel à Hanoi... ..	200	»
Lieut. Beigbeder, de l'infant. colon.	12	»
* A. de Bonviller, publiciste.....	12	»
* Lieut. Jourdy, de l'infant. colon.	12	»
Doé de Maindreville, lieut. de vaiss.	12	»
* Emile Deleuze, aspir. de marine.	25	»
<i>A reporter.</i>	514	»

(1) Les noms marqués d'un * sont ceux des nouveaux souscripteurs. — Pour faciliter le contrôle, le Bulletin ne publiera plus désormais les souscriptions qu'après encaissement de leur montant.

Nous prions MM. les membres bienfaiteurs, donateurs, adhérents et souscripteurs qui ne verraient pas figurer leurs noms dans la deuxième liste publiée après l'encaissement de leur souscription de vouloir bien nous signaler l'omission.

Les souscriptions inférieures à 12 francs sont totalisées à la fin de la liste.

<i>Report.</i>	514	»
Lieut. Sougnac, de l'infant. colon.	24	»
Gouvern. général de l'Indo-Chine.	5.000	»
Cercle militaire de Nice.	12	»
— de Sidi-bel-Abbès	12	»
Le Provost de Launay, lieut. de cavalerie	12	»
* Paul Louchet, négociant	25	»
* Gaston Bordat, à Paris.	25	»
Benoît-Oriol, député	25	»
Paul Kinsbourg, négociant.	20	»
Cercle des officiers de Fom-Tatahouine	12	»
Cercle des offic. de Kébilli.	12	»
Pierre Deffarge, à Montévideo.	50	»
Roger-Dupont, à Tusson.	12	»
Lieut. Vignon, de l'infant. colon.	12	»
Lieut. Schnœdecker, de l'inf. colon.	25	»
Souscriptions diverses	72	»
TOTAL.	5.864	»

LE COMITÉ

Le directeur du *Bulletin du Comité de l'Asie française*, M. Robert de Caix, est parti pour accomplir une mission d'études dans l'Amérique du Nord. Au cours de ce voyage, il se propose en particulier d'étudier la question chinoise aux Etats-Unis et les relations des Etats-Unis avec l'Extrême-Orient.

* *

RÉCEPTION DU LIEUTENANT GRILLIÈRES

Le Comité de l'Asie française s'est réuni le 25 mai, sous la présidence de son vice-président M. Senart, avec un certain nombre de ses adhérents de Paris, pour recevoir le lieutenant Grillières qui vient d'accomplir, comme l'on sait, un long voyage d'études dans le Yunnan et le Thibet.

Le lieutenant Grillières a fait la communication suivante :

Monsieur le président, Messieurs,

Avant d'entrer dans le récit que je vais faire de mon voyage, je tiens à exprimer mes plus chaleureux remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à sa réussite. Parmi ces personnes, je citerai mes chefs, qui m'ont autorisé à m'absenter pendant toute une année, la Société de géographie, la Société de géographie commerciale, le Comité de l'Asie Française, qui m'ont appuyé de leurs précieux encouragements et de leur grande autorité.

Je suis parti en décembre 1902 et je suis rentré en décembre 1903, ayant voyagé par conséquent pendant un an. Les buts qui m'ont poussé à entreprendre ce voyage sont les suivants : la Chine est en ce moment en train de s'ouvrir; de tous côtés les Européens y pénètrent, et il arrivera un moment où nous pourrons faire du commerce avec les Chinois comme nous en faisons avec les autres

peuples; aussi, en prévision de cette éventualité, nous devons chercher à installer notre commerce et à lui ménager une place prépondérante dans l'avenir. A ce point de vue, le Yunnan est entièrement dans notre sphère d'influence commerciale, et l'un de nos gouverneurs de l'Indo-Chine, homme de la plus haute valeur, l'a si bien compris, qu'il a fait un projet de chemin de fer se dirigeant vers Yunnan-sen. Ce projet a été accepté; les fonds ont été votés; actuellement, il est en construction, et dans trois ou quatre ans il sera terminé. Il part du golfe du Tonkin et se dirige vers Yunnan-sen. Actuellement, il est ouvert jusqu'à Viétri, sur le fleuve Rouge et la plate-forme est faite jusqu'à Lao-kay. Mais ce n'est pas tout d'atteindre Yunnan-sen. Le Yunnan présente des régions très riches, mais il faudra, un jour ou l'autre, atteindre le fleuve Bleu, aller jusqu'à Soui-fou, au débouché du Seu-tchouan, pour y apporter notre commerce et y aspirer les productions de cette riche région. Le Seu-tchouan compte de 70 à 80 millions d'habitants. Le sol y est beaucoup plus riche qu'au Yunnan, aussi les habitants de cette région seront des consommateurs et des producteurs sérieux. En conséquence, le premier but de mon voyage a été d'étudier la région comprise entre Yunnan-sen et le fleuve Bleu, de façon à y chercher une route pour notre chemin de fer; puis, cela fait, je me suis proposé de me diriger vers le Thibet, de manière, à étudier cette région, à me rendre compte de son importance commerciale et du tribut qu'elle pourrait apporter à notre chemin de fer. Voilà donc les deux buts que je me suis proposés.

J'ai débarqué à Haïphong. Je ne suis resté au Tonkin que quelques jours, mais j'ai pu constater le développement réellement prodigieux que prend cette colonie. Je me suis embarqué à Hanoï sur une chaloupe à vapeur qui m'a permis d'atteindre Yen-bay. A Yen-bay j'ai dû abandonner la chaloupe à vapeur, et je suis remonté jusqu'à Lao-kay à cheval. A partir de Yen-bay, je m'engage dans cette merveilleuse forêt qui couvre tout le Haut Tonkin; de temps en temps seulement je rencontre des éclaircies creusées dans l'épaisseur de la forêt pour le passage du chemin de fer. Je suis arrivé à Lao-kay en quatre jours et j'y ai séjourné huit jours pour organiser une caravane. On est obligé d'attendre la formation d'un convoi de quatre jonques de manière que les équipes puissent se prêter un mutuel appui pour franchir les rapides. Grâce à un vent favorable, j'ai mis six jours pour atteindre Manhao. C'est le point terminus de la navigation sur le fleuve Rouge au nord-ouest de Lao-kay.

Ce petit port est assez important. En ce moment il exporte presque tous les produits du Yunnan; mais bientôt, lorsque le chemin de fer sera fait, ce ne sera plus Manhao qui sera le port de transit des marchandises, ce sera notre station de Lao-kay. Je débarque donc à Manhao et je me dirige sur Mong-tseu et Yunnan-sen. Je m'élevai aussitôt de 2.200 mètres par une route extrêmement pittoresque, et que les quelques personnes ici présentes qui ont séjourné au Yunnan connaissent bien; c'est la route des dix mille escaliers, ainsi nommée parce qu'elle présente un gigantesque escalier de dix mille marches. On s'élève ainsi jusqu'à Si-n'gan-so et on arrive à Mong-tseu. De Mong-tseu à Yunnan-sen, il y a deux routes : la grande route par Lin'gan et la petite par Ami-tchéou et Ylang-hien.

Je ne pris ni l'une ni l'autre et je suivis le tracé du chemin de fer. La région que j'ai parcourue donne une idée bien exacte de ce qu'est le Yunnan tout entier. C'est un énorme plateau qui présente des arêtes rocheuses, couvertes de pins dans les régions calcaires, de magnifiques forêts dans les régions schisteuses, et complètement désolées dans les régions marneuses qui bordent les riches cuvettes dont je vais vous parler. Ce plateau présente un aspect bien caractéristique; c'est une série de casiers séparés par des montagnes énormes, présentant

de grandes difficultés; le fond de ces casiers forme des cuvettes qui sont d'anciens bassins lacustres comblés par des alluvions récentes d'une fertilité inouïe. Le blé, les céréales, l'opium, la principale richesse du Yunnan, la canne à sucre y poussent d'une façon merveilleuse. Quant aux vallées, et c'est là encore un des traits caractéristiques du Yunnan, au lieu d'ouvrir des voies commodes et faciles, elles présentent des cañons épouvantables; presque toutes les routes du Yunnan leur sont perpendiculaires ou les suivent de très loin sur les hauteurs qui forment la ligne de partage des eaux.

A Yunnan-sen, une agréable surprise m'attendait. Notre consul général, M. François, m'accueille de la façon la plus charmante; il ne veut pas que j'aie loger dans une auberge et m'offre l'hospitalité. Grâce à lui, j'ai très rapidement les porteurs et le personnel nécessaires pour me livrer à l'étude que je vais faire de Yunnan-sen au fleuve Bleu.

Après huit jours de séjour à Yunnan-sen, je me dirige vers le Pou-tou-ho. Si on jette un coup d'œil sur la carte, on voit que, de Yunnan-sen au fleuve Bleu, la ligne la plus courte est offerte par le cours d'eau qui sert de déversoir au lac de Yunnan-sen. De cette ville au fleuve Bleu, il n'y a que 120 kilomètres. Il était donc logique d'atteindre d'abord ce déversoir, de l'étudier, et s'il ne présentait pas les facilités nécessaires pour le passage d'une voie ferrée, de chercher ce passage par une autre voie. Je me suis donc dirigé vers le Pou-tou-ho à pied, car dans les régions que je vais visiter il n'y a pas de piste. Je demande s'il y a une route, on me répond que non, que la route passe très loin; mais je veux voir le thalweg de la rivière, et je m'engage le long du cours d'eau. Pendant les premiers jours, le chemin est assez commode, la vallée n'est pas trop escarpée et ses berges sont praticables; mais plus je m'enfonce, plus le Pou-tou-ho s'encaisse. Il disparaît dans un cañon qui atteint souvent de 60 à 80 mètres de profondeur, et quelquefois 5 à 600 mètres. Quant à la piste, elle n'existe pas. Pour suivre la rivière, je suis obligé d'escalader des escarpements épouvantables, de passer sur des sortes de cascades de pierre qui, du sommet de la montagne, vont jusqu'au fond de la rivière, et lorsque ma caravane passe, elle fait ébouler un torrent d'énormes rochers. Pour franchir ces 120 kilomètres seulement, je suis obligé de marcher pendant seize jours. Enfin, au bout de ces seize jours de route, j'atteins le fleuve Bleu. Cette région est si difficile, si impraticable, qu'il ne faut pas songer un seul instant à y faire passer un sentier.

Quant à la richesse et à la population du pays, elles sont, pour ainsi dire, nulles. La population est composée presque entièrement de Lolos. Les Chinois, en effet, ont pris tout ce qu'il y a de bon au Yunnan, et tout ce qu'il y a d'inhabitable et de désolé est abandonné aux Lolos, peuplade absolument ignorante, inintelligente, complètement abruti. Ce sont de véritables sauvages; leurs vêtements sont en général fait d'orties tressées ou bien de peaux de chèvre; leurs yeux sont pleurards et abimés par la fumée qui ne peut pas s'échapper de leurs habitations; leur nez est couvert d'écailles et tuméfié par leur façon de se moucher; leur tête est couverte d'un bonnet de feutre qu'une couche de crasse rend absolument éternel: dans certaines régions, ils semblent à peine doués de la parole; les crétins sont très nombreux; leur nourriture se compose essentiellement et presque uniquement de maïs.

Après avoir quitté ces populations peu intéressantes, j'arrive à la vallée du fleuve Bleu qui coule dans cette région dans une gorge extrêmement encaissée. Il est très rapide et atteint 20 à 25 mètres de profondeur. Sa largeur est de 100 à 150 mètres. Je le suis jusqu'aux salines de Yetsing, où je peux louer une petite jonque. J'en suis enchanté, mes porteurs vont pouvoir se reposer et je vais

pouvoir descendre rapidement vers Kiao-kia-tin. Cette région est encombrée de rapides. Ces rapides sont de deux sortes: les petits et les grands. Pour les petits rapides, voici comment on les franchit: les rameurs de la jonque rament avec la plus grande énergie de manière à donner au bateau une vitesse plus grande que celle du courant, et le fragile esquif se lance avec une audace inouïe dans les remous et les tourbillons que produit le rapide. A chaque instant on rase un rocher énorme sur lequel la jonque risque de se briser; heureusement que le pilote est très habile, il connaît la place de chaque rocher, et on en est quitte pour l'émotion, une grosse émotion assez justifiée d'ailleurs, car, d'après les renseignements les plus précis, la proportion des naufrages serait de 80 0/0, et le grand nombre de jonques éventrées que l'on rencontre au bas des rapides prouve que cette proportion n'a rien d'exagéré. Quant aux grands rapides, on renonce à se jeter dans le tourbillon: on décharge la jonque, on dépose sur le rivage tout ce qu'elle contient, puis on la fait passer entre les rochers qui bordent le rapide.

Au bout de deux jours, j'arrive à Kiao-kia-tin d'où je me propose d'étudier le Nieou-lan-kiang. N'ayant pas eu de chance dans le Pou-tou-ho, je me demande si je vais en avoir davantage dans ma nouvelle étude. De Kiao-kia-tin, situé à 550 mètres d'altitude, je franchis une arête montagneuse de 3.200 mètres d'altitude, d'où je redescends sur l'affluent que je veux étudier. Ma déception en arrivant est des plus cruelles: le pays est plus escarpé et plus pauvre que le bassin du Pou-tou-ho. Quant aux habitants, ce sont encore des Lolos, mais moins élevés si c'est possible, dans l'échelle humaine que les Lolos que j'ai rencontrés dans le déversoir du lac de Yunnan-sen. Ces gens vivent absolument nus; ils logent dans des cavernes comme à l'âge de pierre; tous leurs instruments sont en bois ou en pierre. Très rarement on trouve une pelle ou une pioche importée par les Chinois. La nourriture des indigènes se compose de maïs et d'un peu de sarrasin. Ils me reçoivent assez mal. Heureusement que M. François m'a fait donner deux soldats très énergiques qui connaissent la manière de se servir de ces gens-là. Lorsque je ne peux pas obtenir de nourriture, les soldats attrapent le malheureux qui me refuse, lui administrent une bonne correction, et le Lolo se met à genoux, pleure, supplie et accorde tout ce qu'on lui demande. Alors, j'interviens, je suis d'une générosité sans bornes pour le pays, je lui donne 50 ou 60 sapèques, ce qui représente trois ou quatre sous de notre monnaie. A ce prix, il consentirait à se laisser rouer de coups toute la journée. C'est ainsi que je réussis à me procurer des guides et un peu de nourriture.

Je suis le Nieou-lan-kiang pendant quatre jours, au fond d'un abominable couloir de 6, 7 et 800 mètres de profondeur. Les berges sont presque à pic, et toute voie de communication est encore impossible dans ce pays. Au bout de quatre jours, j'aperçois sur la rive droite de la rivière une sorte de plan incliné; la vallée s'élargit et présente une pente douce qui permettrait à une voie ferrée, qui pourrait arriver jusqu'à ce point, de sortir de ce cañon et d'atteindre la rivière de La-oua-tan que l'on aperçoit sur la carte se jetant à l'est de Soui-fou. Cette rivière a été déjà étudiée et je sais qu'elle présente une route commode vers Soui-fou; elle peut être suivie par une voie ferrée.

Je continue à remonter le Nieou-lan-kiang. Plus j'avance, plus la vallée s'élargit. La population change et le pays n'offre plus le même aspect. Les berges de la rivière s'espacent, et au lieu des rochers incultes et sauvages, de vastes et superbes plaines, couvertes de cultures, de moissons, où vit une population extrêmement dense, s'offrent à mes regards. Je craignais que ce ne fût un simple bassin lacustre comme on en trouve fréquemment dans ces régions; mais il n'en est pas ainsi. Plus j'avance, plus la

vallée s'élargit, plus la plaine devient fertile et plus la population devient dense. A cette époque, la région était absolument couverte de pavots, de céréales merveilleuses, et la population extrêmement dense et riche avait l'air heureux. Naturellement, cette population est chinoise, ce qui donne une idée de la fertilité du pays. Ces Chinois sont, comme ceux du Seu-tchouan, des consommateurs et des producteurs. Leur pays est tellement fertile et tellement riche qu'ils peuvent exporter beaucoup : une voie ferrée qui passerait dans cette région serait assurée d'avoir du trafic sur son trajet, indépendamment des deux points qu'elle relierait, Yunnan-sen et Soui-fou. Je continue ainsi, et, sur un trajet de 300 kilomètres, c'est toujours la même chose, mêmes villages riants et fertiles, mêmes populations. J'atteins enfin le lac de Yang-ling.

Presque toutes les cartes portent le lac de Yang-ling, comme une cuvette fermée et d'après les renseignements que j'ai demandés au Tonkin j'ai pu constater que de nombreux doutes existaient à ce sujet; aussi, en arrivant à Yang-ling, ai-je la joie de constater que ce lac a un déversoir qui n'est autre que le Nieou-lan-kiang qui se dirige vers le fleuve Bleu et par lequel, il faut l'espérer, les locomotives françaises pourront porter jusqu'au cœur du Seu-tchouan les produits de notre pays.

En deux jours je me rends à Yunnan-sen. Les circonstances me forcent même à profiter de l'accueil aimable de notre consul plus longtemps que je ne le croyais. En effet, une révolte ayant éclaté dans le Sud et les rebelles s'étant dirigés sur Lin'gan, M. François me réquisitionne pour organiser éventuellement la défense des Européens. Tous les ingénieurs et tous les employés du chemin de fer rejoignent Yunnan-sen et se réfugient au consulat. Pendant quarante-cinq jours nous avons certaines inquiétudes; mais le chef des rebelles ayant été pris par les Chinois et exécuté, la révolte est réprimée, je peux reprendre ma route et essayer de remplir le deuxième but que je m'étais proposé.

Pour me diriger vers le Thibet, j'ai adopté une route assez peu connue. La route suivie habituellement se dirige de Yunnan-sen directement sur Tali, de Tali sur Likiang, et de Likiang sur Ateng-tzen. A partir de Yunnan-sen j'ai voyagé à cheval, car la piste, bien que très mauvaise et très dangereuse comme toutes les pistes chinoises, peut être suivie par ces animaux. De temps en temps, la campagne est émaillée de petites cages en bois : dans ces cages se trouvent en général des têtes fraîchement coupées, ce sont celles de malfaiteurs exécutés sur le lieu de leur crime. J'atteins ainsi Ta-tien-kai. Je traverse pour la première fois le fleuve Bleu près de Machang. Cette région, qu'on croit extrêmement fertile, est au contraire désolée, le pays traversé par le haut fleuve Bleu est abominablement sec et dénudé dans la vallée, la température est très élevée, et très pénible à supporter par les Européens. Ainsi, lors de mon premier voyage sur le fleuve Bleu, à Kiao-kia-tin, j'ai été obligé de quitter mes chaussures pour escalader des rochers et j'ai attrapé un coup de soleil terrible sur le pied. En arrivant à Yunnan-sen, j'ai été obligé de suivre un traitement qui a duré trente jours; ce coup de soleil avait provoqué une brûlure très profonde aussi forte que celle produite par l'eau bouillante. La végétation des bords du fleuve Bleu est nulle, il n'y a presque pas d'habitants et le pays offre l'aspect désolé que les Africains connaissent bien; les berges du fleuve ont le même aspect que les escarpements qui bordent le Sahara au nord.

De Young-pé, je me suis dirigé sur Likiang. Pour aller de Young-pé à Likiang, on est obligé de traverser le fleuve Bleu. La piste est assez bonne, elle arrive sur le bord du fleuve Bleu qui coule à 1.500 mètres de profondeur; on descend par une piste en lacets; on franchit le fleuve sur un pont suspendu, le seul de la contrée et on remonte

sur la rive opposée pour s'élever à 2.200 mètres au-dessus du fleuve; on perd ainsi une journée pour faire 4 ou 5 kilomètres. La piste redescend sur Likiang par une brèche très curieuse de 300 mètres de profondeur où les Chinois ont taillé un escalier très audacieux. Likiang est une ville fort intéressante; comme toutes les villes des confins de la Chine, on y rencontre des peuplades très variées : on y trouve des Thibétains bottés de cuir, vêtus de grandes houppelandes; des Mossos en jupons courts tissés avec des orties; des Chinois en robes de soie, etc. C'est l'une des trois grandes villes où se font les échanges entre la Chine et le Thibet. Je reste vingt-quatre heures seulement à Likiang où j'ai des nouvelles de mes compatriotes, qui m'ont précédé dans cette région, MM. Gervais Courtellemont et Bonin, qui ont admirablement étudié cette partie importante du Yunnan. De Likiang, je redescends sur le fleuve Bleu et je le suis pendant trois jours.

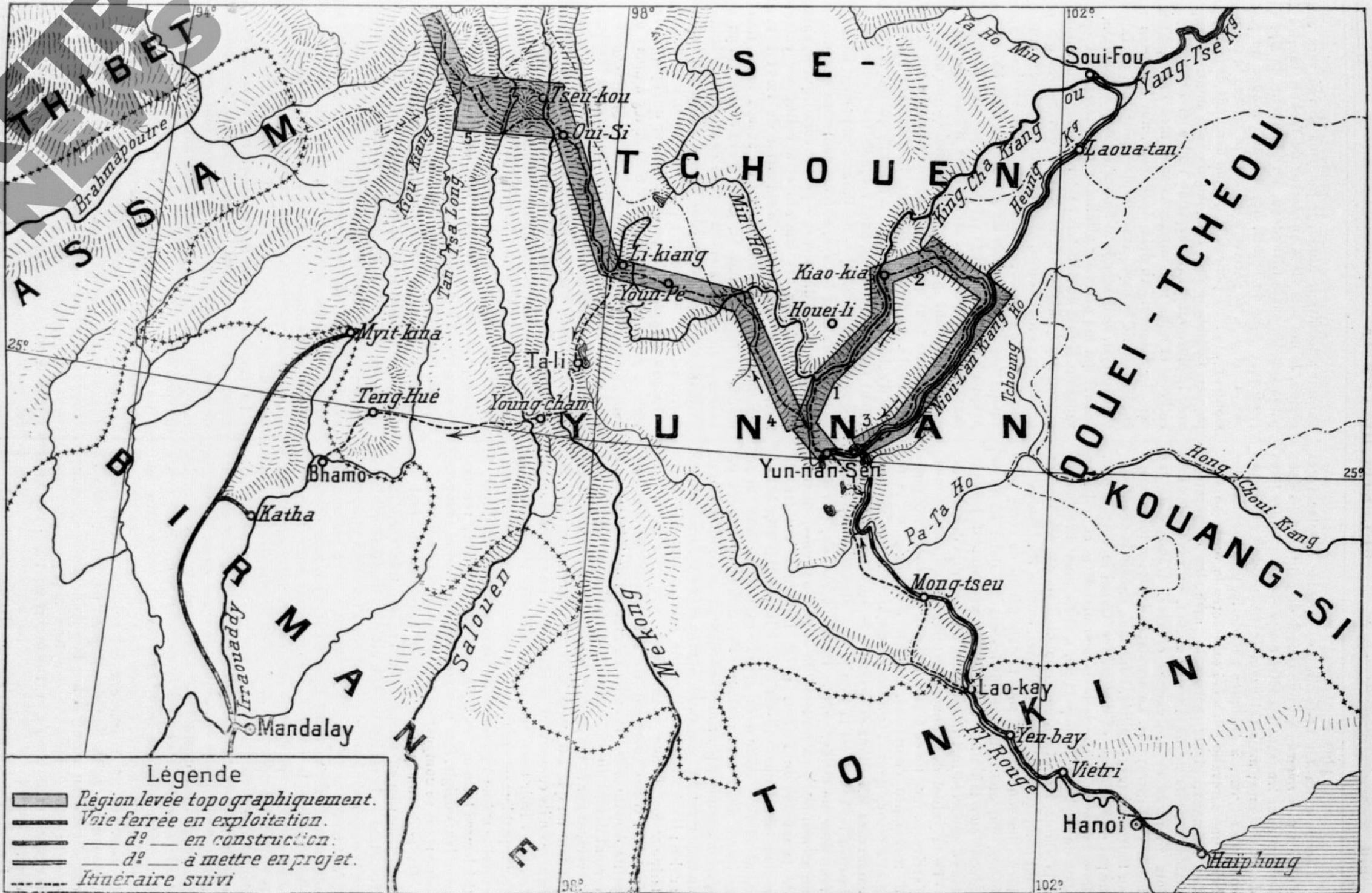
A partir de Likiang, le type change complètement; c'est le Thibétain qui domine, et lorsqu'on vient de voir le type chinois et de séjourner parmi ces populations, on n'est pas très difficile; aussi les jeunes filles thibétaines m'ont paru fort jolies; elles ont une très belle chevelure mordorée réunie en deux ou trois grosses nattes qui pendent jusqu'aux jarrets. Elles sont en général fortes et un peu épaisses, mais assez séduisantes.

La vallée du fleuve Bleu, à partir de Chi-kou, offre un caractère qu'elle ne présente guère que là. Elle est assez large et assez fertile, on y trouve de nombreux villages; ces villages sont tantôt thibétains, tantôt chinois. Les Thibétains de cette région sont extrêmement sales. Les Chinois, qui sont pourtant de fins connaisseurs en la matière, trouvent les Thibétains dégoûtants; ils les appellent Tchéou-Kou-Tsong, ce qui veut dire « Thibétains puants ». En effet, ces gens répandent autour d'eux une odeur insupportable.

Après trois jours de marche, je suis obligé de traverser l'énorme arête rocheuse qui sépare le fleuve Bleu du Mékong. Il fait un temps épouvantable, il pleut constamment. J'arrive ainsi au petit village de Lou-tien. La piste disparaît complètement sous l'eau bourbeuse et le premier mulet perd cette piste et s'enlise dans une épouvantable fondrière; il se débat et se débarrasse de la charge qu'il avait sur le dos. On arrive à retirer l'animal; mais malheureusement la charge qu'il portait est perdue dans la vase. Cette perte me fut extrêmement pénible; elle se composait en effet de vivres que je réservais pour mon séjour au Thibet; je les avais apportés de Marseille et ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés que j'avais réussi à les conserver jusque-là; cette perte m'a été préjudiciable; elle a même failli me coûter l'existence.

Au-dessus de Lou-tien se trouve la passe du Li-ti-pin. Le Li-ti-pin est une barre rocheuse qu'il faut franchir pour descendre sur le Mékong. Cette passe est absolument en la possession des brigands; on évalue à peu près à trois cents le nombre des brigands qui vivent uniquement de l'exploitation de la route et du pillage des caravanes. Aussi, le petit mandarin de Lou-tien ne voulut pas me laisser partir sans me donner une escorte de soixante Thibétains, et le lendemain matin je partis entouré par ces sauvages. Ils firent autour de moi un véritable service de surveillance, grimant comme des singes sur les flancs les plus escarpés, me protégeant ainsi à distance des flèches meurtrières qui auraient pu m'être envoyées. Le bout des flèches est empoisonné. On trouve dans les forêts des plantes qui donnent par distillation un poison très violent qui tue en quelques instants; lorsque les caravaniers sont atteints, ils n'ont qu'une ressource, c'est de prendre le grand couteau qui pend à leur ceinture, et de trancher largement le morceau de chair atteint par la flèche.

RETRO
THIBET



J'arrive enfin au Li-ti-pin. Le premier spectacle qui s'offre à mes regards est une rangée de petites cages dans lesquelles se trouvent des têtes coupées : ce sont des têtes de malfaiteurs ; mais cet exemple ne produit pas beaucoup d'effet, car, à quelques pas de là, je trouve les débris d'une caravane qui a été massacrée la veille au soir. Les animaux, gisant pêle-mêle avec les caravaniers, étaient atteints de flèches ; au milieu, on voyait des ballots éventrés et des caisses crevées. L'audace de ces bandits est incroyable. Le mandarin de Oui-si lui-même a eu tous ses bagages pillés. Pour moi, j'ai eu la chance de ne pas être attaqué et d'atteindre Oui-si le soir même. Dans ce bourg, je trouve le dernier mandarin chinois. Au delà du Mékong, la population n'obéit plus directement à la Chine. Les nombreuses populations de ces régions sont complètement indépendantes, comme les Lissous, ou bien elles sont placées sous la domination de chefs indigènes, qui obéissent suivant les cas au Dalai Lama de Lhassa ou à la Chine. Ces chefs appartiennent presque tous à une tribu fort intelligente qui est celle des Mossos.

Le 14 juillet de l'année dernière en quittant Oui-si, j'arrive en face de ce grand Mékong qui coule aux pieds de montagnes colossales. Je passe à l'endroit où le regretté prince Henri d'Orléans a franchi le fleuve avec ses camarades MM. Roux et Briffault. Je suis leur itinéraire jusqu'à Tsekou. C'est là que je vais organiser ma caravane pour me diriger vers le Thibet. A Tsekou, je reçois un accueil des plus cordiaux de la part des missionnaires de la mission du Thibet. Le P. Dubernard est dans la région depuis quarante-six ans, il la connaît admirablement, et c'est grâce à sa grande expérience que j'ai pu arriver à avoir mes porteurs. J'ai trouvé également de quoi m'organiser pour me ravitailler jusqu'au Kiou-kiang, en emportant du tsampa. Le tsampa est de la farine d'orge grillée : les Thibétains vivent de cette nourriture. Cette farine a fort bonne odeur ; mais son goût est moins agréable. Voici comment ils l'absorbent. Ils ont une petite écuelle dans laquelle ils mettent le tsampa et ils versent dessus du thé beurré. Pour faire ce thé beurré, ils versent sur le thé de l'eau bouillante et le font infuser pendant un quart d'heure, puis ils ajoutent du sel et du beurre qu'ils conservent pendant trois ou quatre mois de façon à l'avoir aussi rance que possible. Il est en effet remarquablement rance et il répand une odeur insupportable même à quarante ou cinquante pas. Une fois ce thé beurré terminé, ils le versent sur la farine, remuent avec leurs doigts, font une grosse boulette et la mangent. Leur repas se compose de sept à huit de ces boulettes.

On a dit un peu de bien et beaucoup de mal des Thibétains ; en effet, leur caractère est très variable. Le Thibétain de la région Ouest n'est plus le même que celui de la région du Nord, du Sud ou de l'Est. Ceux que j'ai vus m'ont très bien reçu ; je n'ai pas eu à m'en plaindre, ils sont même extrêmement hospitaliers ; ils vous offrent le gîte et même le reste. Ils vous offrent leurs femmes... mais il est de bon goût de refuser. Un autre caractère de la population thibétaine — et qu'on ne retrouve guère que dans l'Asie centrale, et chez une population de l'Amérique du Sud — est la polyandrie : les femmes ont plusieurs maris, trois, quatre et jusqu'à cinq. J'ai demandé si cela n'amenait pas quelquefois des contestations pénibles dans le ménage, et voici ce qu'on m'a dit. Pour éviter toute discussion, les Thibétains portent, passé dans leur chevelure, un anneau d'ivoire. Lorsque l'un d'eux devient le mari effectif, il accroche cet anneau à la porte au moyen d'une petite lanière en peau de buffle. Dans ce cas, cet anneau a tout à fait la signification des disques sur nos voies ferrées. Presque tous mes porteurs appartenaient à cette tribu des Thibétains de l'Est ; j'en avais onze.

Lorsque j'ai été approvisionné et que j'ai été sûr de

pouvoir atteindre le Kham, je me suis dirigé vers cette région. Je me suis élevé au-dessus de Tsekou jusqu'à la passe appelée passe Giraudeau, en l'honneur de Mgr Giraudeau, évêque du Thibet, qui est allé fonder un poste sur la Salouen, et j'arrive à Péhalo ; je trouve là un missionnaire, le Père Genestier, qui me demande de m'accompagner. Comme je suis seul depuis sept mois, j'accepte avec le plus grand enthousiasme l'offre si obligeante de ce Père, et nous nous dirigeons avec mes onze porteurs vers la Salouen. Au delà de Péhalo, nul Européen n'a encore étudié le pays, aussi il offre pour moi un intérêt tout spécial. Je descends la Salouen jusqu'à Zidanton. Le sentier qui me permet d'atteindre ce hameau est épouvantable. Il faut quelquefois passer le long de la Salouen, le long des rochers en nous servant des arbres qui ont poussé dans les fissures, et nous sommes obligés ainsi de nous créer un passage dans cette forêt verticale, ayant au-dessous de nos pieds un gouffre de 2 ou 300 mètres. Jusqu'à Zidanton, le pays est habité par des Loutzès. Ce sont d'assez braves gens, et ils nous accueillent bien. A partir du Mékong, pour payer l'hospitalité que nous recevons, on ne peut plus faire usage de monnaie : le taël n'a plus cours. Au delà du Mékong, le Thibétain opère par voie d'échange. Les produits d'échange qui ont le plus de valeur sont les remèdes, dans lesquels les Thibétains ont une confiance absolue, — les Chinois importent beaucoup de médecine dans le pays, et nous pourrions nous-mêmes y importer des médicaments — puis le corail, qui sert beaucoup aux parures des femmes et à celles des enfants. J'avais eu la bonne idée d'emporter de vieux boutons d'uniformes. Ces boutons ont eu un succès inouï, tout le monde se les disputait, et, grâce à ces objets, j'ai pu me procurer un peu de bien-être. Pour deux ou trois boutons j'avais une poule ; les remèdes étaient également fort recherchés, pour une purge j'avais une mesure de maïs.

Jusqu'à Zidanton, j'ai pu me procurer quelques vivres ; mais, à partir de ce point, c'est fini ; il n'y a plus d'habitants, plus de vivres, plus d'abri. Le pays est épouvantable, extrêmement escarpé ; c'est une série de montagnes parallèles séparées par des sillons très profonds. L'altitude moyenne de ces thalwegs est d'environ 4.600 ou 4.700 mètres au-dessus du niveau de la mer. Dans les montagnes les cols les moins élevés dépassent 4.000 mètres, par conséquent c'est 2.300 mètres au minimum qu'il faut remonter chaque jour, puis redescendre de l'autre côté. Cette région peut être appelée les marches du Thibet : lorsqu'on a réussi à la franchir, on arrive sur le plateau thibétain. Pour vous donner une idée des difficultés que présentent les vallées de ces régions, il suffit de constater que toutes les pistes qui existent sont perpendiculaires à ces énormes fissures. De préférence aux grandes vallées des fleuves, on préfère monter et descendre cette série d'escarpements : il faut donc que ces vallées soient bien étroites, bien escarpées et bien difficiles pour que les seules communications soient perpendiculaires à ces alignements innombrables de rochers de 2 à 3.000 mètres de hauteur.

La température dans les vallées est très élevée, 28 ou 29° ; mais, en revanche, sur les sommets il fait très froid, il y neige et il y pleut : en hiver les passes sont complètement impraticables et sont bloquées pendant sept ou huit mois de l'année.

On m'a dit que dans la province thibétaine du Kham je trouverai des vivres et des approvisionnements pour continuer ma route sur Lhassa. Je me dirige donc vers le Kham. Tous les quatre ou cinq jours nous trouvons une malheureuse mesure avec trois ou quatre habitants, mais il n'y a rien à manger dans la maison. Les habitants de cette région vivent absolument au jour le jour. En été, lorsque les montagnes sont découvertes, le gibier monte sur les sommets ; on ne peut pas l'atteindre, alors les habitants

vivent d'un gros tubercule noir qu'on appelle tamkié ; il est mauvais, très dur et très désagréable ; mais je n'ai pu me procurer que cette nourriture ainsi que des fougères et des pousses de bambous. Je continue néanmoins, espérant toujours trouver à me ravitailler. Tantôt je rencontre des marais dans lesquels nous risquons à chaque instant de nous enliser et où nos jambes sont tellement dévorées par les sangsues que nous laissons derrière nous des traînées de sang ; ou bien il faut passer des torrents. Lorsqu'ils ne sont pas guéables, on essaie de les franchir en jetant par-dessus des branches sur lesquelles on s'engage en faisant un véritable exercice d'équilibre au-dessus de ces énormes cascades. Si le pied vient à glisser, on est perdu. Lorsque les torrents sont guéables, on les passe à gué, en regardant la source de manière que l'eau vienne vous frapper sur les jambes et vous redresse par sa violence ; celui qui se laisserait prendre par le travers roulerait et serait perdu. En outre, avec trois bambous en forme un trépied qu'on place derrière le dos pour s'appuyer et on marche de côté comme les crabes pour aller d'une rive à l'autre.

Plus je m'enfoncé, plus le pays devient désert. Cette région ne produit absolument rien, je n'ai plus de vivres, et continuer dans cette direction c'est vouer à une mort certaine tous les braves gens qui m'accompagnent ; aussi, est-ce arrivé à dix-neuf jours seulement de Lhassa que, la mort dans l'âme, j'ai dû ordonner la retraite. Ce que fut cette retraite, je renonce à vous le décrire. Nous devons doubler les étapes, n'ayant aucune nourriture ; tout le *tsampa* que portaient mes porteurs est épuisé ; nous sommes obligés de vivre exclusivement de cette abominable tamkié et de pousses de bambous que nous faisons bouillir. Nous devons marcher ainsi malgré une pluie constante. Pendant quatorze jours la pluie ne cesse pas, et lorsqu'elle cesse sur les hauts sommets des montagnes, c'est pour céder la place à la neige. Pendant cette dure retraite, l'un de mes pauvres porteurs vient un matin me dire qu'il ne peut plus marcher. En effet, ses jambes sont enflées et il lui est impossible de continuer. J'ai bien essayé de faire organiser une sorte de petite chaise à porteurs, mais il n'y a pas moyen de s'en servir, le pays est si difficile qu'il est impossible de le faire passer. Malgré tous nos efforts, je suis obligé de l'abandonner ; je le laisse au pied d'un arbre, j'entasse autour de lui les vivres que je peux me procurer, je lui laisse une marmite, du bois sec, un briquet, de l'amadou, et je lui promets, dès mon arrivée sur la Salouen, de lui envoyer immédiatement du secours. Je lui prodigue les encouragements, je lui dis d'avoir confiance en nous et je pars. J'active ma marche le plus possible pour arriver sur la Salouen. Enfin au bout de cinq jours j'atteins Zidanton.

Mon premier soin est de tenir la parole que j'ai donnée au pauvre abandonné. Je m'adresse au *bécé* pour qu'il envoie immédiatement du secours ; je lui indique aussi bien que je le peux l'endroit où j'ai laissé le porteur, et immédiatement il envoie ses deux fils à sa recherche. J'ai appris par la suite que ce pauvre garçon avait essayé de marcher ; il n'était plus exactement à l'endroit où je l'avais laissé, et ce n'est qu'après dix-huit jours de recherches qu'on l'a trouvé ; il avait vécu pendant les onze derniers jours en mangeant la peau de mouton qui lui servait de vêtement. Il a fini par rejoindre Pehalo et a ainsi été sauvé.

Arrivé à Zidanton, nous étions dans un état de délabrement épouvantable. Le Père Genestier et moi nous avons l'estomac tellement abimé qu'il nous était impossible de prendre le moindre repas ; dès que nous avons absorbé un peu de nourriture, nous la rendions. J'avais projeté de rentrer le plus rapidement possible : il s'agissait de sauver notre existence, ainsi que les documents que je rapportais, mes levés, mes photographies, mes plantes,

mes minéraux, etc. ; je voulais rapporter tout cela. Il fallait donc prendre la route la plus sûre et la plus rapide et je me proposais de faire exactement en sens inverse le trajet que j'avais fait pour aller, mais la nuit, un orage épouvantable ayant emporté les ponts qui assuraient ma retraite sur Pehalo, au lieu de remonter la Salouen j'ai dû la descendre.

A partir de Zidanton, la population est absolument composée de Lissous. Ces Lissous jouissent, à juste titre, d'une réputation épouvantable. Ce sont des bandits, des pillards, des assassins. Ce sont eux qui ont massacré tous les officiers chinois et tous les commerçants qui ont essayé de pénétrer dans leur pays pour y introduire le commerce. Récemment encore, toute une colonie chinoise a été exterminée, et ce sont encore ces sauvages, ces bandits, qui ont massacré l'infortuné Margary. Dans l'état de délabrement et de faiblesse où j'étais, et surtout avec le peu de forces dont je disposais, il me paraissait imprudent de pénétrer chez ces populations, aussi je ne les avais pas mises sur mon programme. Mais ne pouvant me replier sur Pehalo, j'ai été dans l'obligation de descendre la Salouen et de traverser les pays Lissous.

Parmi mes porteurs, j'en avais quelques-uns qui parlaient admirablement le lissou. En arrivant, je me faisais conduire chez le chef ; je commençais par lui dire des paroles aimables, je lui offrais quelques boutons d'uniforme, qui étaient très bien accueillis surtout par sa femme ; pour lui, je lui offrais du sel et je lui demandais s'il n'y avait pas dans le village des malades. On me faisait alors venir tous les éclopés et je les soignais. Leur confiance est telle que dès que j'avais appliqué le remède, ils se déclaraient presque tous immédiatement guéris ; je me suis fait ainsi une réputation, que je ne justifiais guère, de grand savant et de grand médecin. Je me mettais par ce moyen très bien avec le chef ; puis j'avais soin de lui montrer mes armes. J'étais armé du pistolet Mauser : c'est certainement pour l'explorateur l'arme la meilleure qui puisse exister. Je demandais au chef de me montrer ses armes. Il me montrait alors son arbalète. A ce moment, je lui proposai un *match*. Je prenais un vase en terre ou une planche qu'il s'agissait d'atteindre : avec son arbalète il pouvait toucher le but jusqu'à 60 mètres, tandis qu'avec mon pistolet je l'atteignais jusqu'à 300 mètres. Le chef était alors plongé dans la stupéfaction, et la considération qu'il avait pour moi en était singulièrement accrue. Je dois la bienveillance de ces gens aux cadeaux que je leur ai faits mais aussi à mes armes.

Il y a encore un moyen de ne pas être attaqué par eux : il ne faut pas séjourner longtemps dans un village, il faut à peine s'arrêter. Pour vous surprendre, ils sont obligés de s'entendre ; si on ne leur en laisse pas le temps, ils n'attaquent jamais, car tout guet-apens est toujours précédé de longs conciliabules. D'ailleurs, je n'ai pas eu à me plaindre de ces Lissous et n'ai jamais rencontré chez eux la moindre difficulté. Cependant, sur la route que j'ai suivie, j'ai rencontré plusieurs cadavres de Lissous qui avaient essayé d'aller faire du commerce avec la Chine et qui, à leur retour, avec leurs économies, avaient trouvé la mort.

Il s'agit d'atteindre maintenant le Mékong. Je passe la Salouen au village de Latsa, je repasse dans la vallée du Mékong et je remonte à Tsekou. Depuis huit jours je n'ai rien pu absorber, je suis complètement épuisé ; aussi j'arrive à Tsekou dans un état épouvantable ; pour vous donner une idée de ma faiblesse, le soir de mon arrivée à la mission, j'ai dû m'y reprendre à trois fois pour remonter ma montre. Le Père Dubernard me procura du lait de *zamo*. C'est un lait extrêmement crémeux, très agréable au goût et très reconfortant ; grâce à ce lait, j'ai pu me remettre un peu et reprendre la route de France.

Je me suis dirigé sur Tali, de Tali sur Teng-yueh et Bhamo.

Je vais très rapidement vous dire un mot sur la contrée comprise entre Tali et Bhamo. Cette région présente des obstacles très considérables à la circulation. C'est un terrain où l'argile domine; les pluies tropicales gonflent les torrents qui minent les montagnes, lesquelles s'effondrent les unes sur les autres. A l'époque des pluies, la piste change tous les mois, toutes les semaines, et quelquefois dans la journée. Il faut être conduit par des gens très habiles qui, lorsque la piste est coupée, savent en trouver une nouvelle. Je crois qu'il est impossible de construire sur ce terrain aucune œuvre durable: aucune route, aucune voie ferrée, aucune construction solide, ne pourra être créée sur ce sol mouvant. Aussi, grâce à ces conditions particulières, nous sommes bien les maîtres incontestés du marché du Yunnan et aucune route, aucun chemin de fer ne pourra partir de Birmanie pour faire concurrence à notre voie du Yunnan. On dirait que la nature, en entassant les difficultés du côté anglais, a voulu favoriser nos efforts et encourager notre pénétration vers le cœur de la Chine.

A Bhamo, je trouve la vapeur; il n'y a plus de distances. Je descends jusqu'à Katha en bateau à vapeur. A Katha, je prends le train qui, en quarante-huit heures, me conduit à Rangoun. De Rangoun, je me rends à Calcutta, d'où en quarante-cinq heures d'express je franchis les 2.000 kilomètres qui me séparent de Bombay. A Bombay, je m'embarque sur la *Ville-de-la-Ciotat* et quatorze jours après je débarque à Marseille.

En quelques mots, M. Senart a vivement remercié et félicité M. Grillières, aux applaudissements répétés de l'assistance. Nous ferons remarquer, à propos de cette réunion, que l'espace limité dont nous disposons au siège du Comité et la nécessité de conserver aux réceptions du Comité un caractère d'intimité, ne nous permet pas d'adresser pour chaque réunion des convocations à tous nos adhérents, mais que nous avons pris des mesures pour qu'un roulement permette à nos adhérents d'assister successivement à ces intéressantes réunions.

..

UN DISCOURS DE M. ÉTIENNE

Le banquet organisé par le Comité du Maroc a eu lieu le 15 juin, au Grand Hôtel, sous la présidence du prince d'Arenberg, président du Comité de l'Afrique française et de M. Eug. Étienne, président du Comité de l'Asie française et du Comité du Maroc.

Dans l'important discours qu'il a prononcé dans cette occasion, le président du Comité de l'Asie française et du Comité du Maroc a montré dès le début qu'il était impossible, même lorsqu'on s'occupait spécialement des choses d'Afrique, de ne pas se préoccuper en même temps de nos intérêts indo-chinois. Dans deux régions du monde nous avons encore à couvrir les approches de notre empire colonial; ces régions sont le Maroc et le bassin siamois du Mékong. M. Étienne s'est formellement exprimé à cet égard, comme le prouve le début suivant de son discours, que nous croyons devoir publier, puisqu'il a été consacré aux affaires d'Asie, tandis que, dans le reste,

M. Étienne a résumé le programme de l'action française au Maroc :

Messieurs,

La question marocaine a un caractère qui lui appartient en propre, et c'est pour cela qu'elle réclame toute notre attention et qu'elle sollicite toutes nos sages et fermes résolutions. Nous avons, pour nous aider dans cette tâche, les belles expériences, les grands enseignements que la République nous a, à cet égard, déjà donnés. Et, en effet, Messieurs, si nous jetons un regard sur le passé et si nous mesurons le chemin parcouru, nous constaterons avec fierté que la France a accompli, dans une période bien courte, une œuvre véritablement gigantesque. Oui, ce pays-ci, alors qu'il semblait accablé, épuisé, alors qu'on prétendait à travers le monde que, de longtemps, on ne le verrait plus renaître ni se mêler aux grandes entreprises mondiales; oui, ce pays a pu, grâce à l'énergie de ses hommes d'Etat, à la vaillance, à l'intrépidité de ses officiers et de ses soldats, grâce à ses administrateurs et à ses explorateurs et aussi, il faut bien le dire, grâce à vous tous, Messieurs, qui avez su, avec un si beau dévouement, nous encourager et nous soutenir, ce pays, dis-je, a pu accomplir sans défaillance une œuvre vraiment grandiose.

Constatez avec nous ce qu'il a pu faire. Jetez un coup d'œil sur la carte du monde et voyez la place immense qu'y occupe notre pays.

Dans cette Asie, en particulier, où il semblait que nous ne pouvions plus tenir notre rôle après nos désastres du XVIII^e siècle, où il semblait que notre place fût vide désormais, où la France ne possédait plus que quelques épaves semées à travers l'océan Indien, isolées les unes des autres, dans cette Asie, grâce à un grand homme d'Etat que le parti colonial n'oubliera jamais, parce qu'avec lui nous avons refait l'œuvre de la France au dehors, grâce à Jules Ferry, nous avons constitué notre grand empire indo-chinois. (*Applaudissements répétés.*)

Et à travers quelles difficultés et au prix de quels sacrifices cet empire a-t-il été créé!

Mais il faut oublier ces jours lointains et ne considérer que la manifestation évidente de nos forces agissantes et reconstituées.

L'Indo-Chine française, en effet, n'est plus ce petit coin de terre en quelque sorte perdu à l'extrémité de la presqu'île indo-chinoise, où la guerre de 1859 nous a pour ainsi dire attirés par le plus grand des hasards. C'est un empire qui aujourd'hui déborde du Tonkin, qui se répand au Laos, et qui va, ainsi que ses intérêts le lui commandent, envahir le bassin du Mékong. (*Vifs applaudissements.*)

On nous disait: « Vous avez terminé votre œuvre coloniale; vous avez demandé à ce pays des sacrifices continuels et multiples; il semble que vous ayez épuisé ses efforts. » Mais quelques-uns, que l'on traitait généralement de coloniaux impatientes et trop ardents, que l'on taxait de témérité et d'audace, affirmaient, malgré tout, que l'œuvre n'était pas accomplie. S'emparant d'une belle formule que nous avons entendue tomber de la bouche autorisée de notre éminent ministre des Affaires étrangères, ceux-là répétaient après lui qu'il restait à « défendre les approches de notre empire colonial ». (*Applaudissements.*)

C'est ce que nous avons fait dans l'Indo-Chine française, lorsque nous avons sollicité de la façon la plus énergique, nous pouvons bien le dire, pour notre empire asiatique une protection efficace par l'adjonction de tout le bassin du Mékong. (*Nouveaux applaudissements.*)

De ce côté, notre tâche est achevée, et l'Indo-Chine française pourra, j'en ai la conviction profonde, s'organiser

d'une façon méthodique et précise, sous l'impulsion et la volonté énergiques d'un jeune ministre des colonies, qui se dévoue entièrement à son œuvre (*Applaudissements*), l'Indo-Chine, dis-je, pourra poursuivre son développement et accroître sa prospérité.

On peut déjà constater les résultats de cette œuvre; ils sont palpables et tangibles. Cette colonie, qui, en 1885, faisait à peine avec la France un misérable commerce de 25 millions de francs, voit aujourd'hui son commerce général atteindre le chiffre de 450 millions sur lesquels la France retient, à elle seule, plus de 220 millions. (*Vifs applaudissements.*)

Eh bien, Messieurs, ce que nous avons fait en Indo-Chine, nous l'avons également réalisé en Afrique, car nous avons, là aussi, des vues précises et réfléchies.

NOTRE CARTE

DU THÉÂTRE DE LA GUERRE

Le Comité de l'Asie française vient de faire dresser une carte du théâtre de la guerre. Cette carte, établie d'après les documents les plus récents et les plus détaillés, porte l'orographie, les routes, les chemins de fer des régions que se disputent actuellement les deux belligérants, et permet de suivre dans le détail les opérations militaires.

Cette carte est remise gratuitement à nos adhérents (1) et les souscripteurs d'une somme quelconque à notre œuvre peuvent se la procurer dans nos bureaux au prix de 0 fr. 50. On la trouvera dans le commerce au prix de 1 franc. On peut s'inscrire dans nos bureaux directement par lettre pour recevoir la carte au prix fixé, selon qu'on appartient ou non à notre œuvre.

AVIS

MM. les Ministres de l'Intérieur (en date du 20 février 1901), des Affaires étrangères (en date du 11 mars), de la Marine (en date du 13 mars), de l'Agriculture (en date du 6 février), du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes (en date du 12 février), des Travaux Publics (en date du 16 avril), et de la Guerre (en date du 30 mai), ont autorisé les fonctionnaires et officiers de leur département à adhérer à l'œuvre du Comité de l'Asie Française.

M. le Ministre des Colonies a donné, le 18 juillet, la même autorisation aux fonctionnaires de son département, à la condition qu'ils ne fassent pas partie du Comité de direction.

(1) Pour être membre adhérent au Comité de l'Asie française, il faut verser une cotisation annuelle d'au moins 25 francs.

L'Angleterre, la France et le Siam

Il n'a pas été parlé beaucoup du Siam dans le débat qui a eu lieu le 1^{er} juin, à la Chambre des communes, sur les accords franco-anglais du 8 avril; ce qui en a été dit a du reste été parfaitement satisfaisant pour nous. Il est clair que les Anglais acceptent de bonne foi et dans toutes leurs conséquences les stipulations des actes passés le 8 avril 1904 entre les deux gouvernements. En matière siamoise, pas plus qu'en aucune autre, il ne peut y avoir de malentendu, et la situation réciproque des deux pays est désormais parfaitement limpide. L'accord franco-anglais du 16 janvier 1896 a reçu de la part même des dirigeants britanniques l'interprétation qui lui avait toujours été donnée de ce côté-ci du détroit.

Dans tout ce débat, on a assez peu critiqué le dernier arrangement franco-anglais, et les orateurs des différents partis ont surtout cherché à montrer le caractère nouveau d'une entente qui, au lieu de vouloir résoudre « cahin-caha » certaines difficultés, s'efforçait de faire disparaître, dans un règlement d'ensemble, toutes les questions ouvertes ou latentes entre les deux pays. Quelques critiques de détail ont cependant été faites, et des orateurs d'opposition, ne voulant sans doute pas complètement désarmer, ont dit que le dernier accord franco-anglais abandonnait complètement le Siam, et aussi qu'il serait nuisible au développement du commerce britannique dans ce pays.

Le gouvernement a répondu que la situation du Siam n'était pas changée, et que dans ce pays toute action de la France, qui déclarait ne vouloir annexer aucun territoire siamois, serait nécessairement subordonnée à un accord avec le gouvernement de Bangkok. Mais il n'en est pas moins vrai qu'à l'heure actuelle on ne peut plus, à Bangkok, avoir le moindre espoir de voir l'Angleterre appuyer le Siam pour résister à notre pénétration dans le bassin du Mékong. Désormais ce dernier est reconnu, non plus implicitement, comme après 1896, mais de la manière la plus explicite, comme étant une sphère d'influence française. Voici en effet comment s'est exprimé le comte Percy, qui a entamé le débat au nom du gouvernement :

Au Siam, la France reconnaît comme sphère d'influence britannique les territoires situés à l'Ouest et au Sud-Ouest du bassin du fleuve Ménam, et nous reconnaissons comme sphère d'influence française les territoires à l'Est et au Sud-Est de la même région.

M. Balfour, en clôturant la discussion, a, lui aussi, interprété de la manière la plus claire et la plus conforme à nos idées la situation qui découle pour la France et l'Angleterre des accords

de 1896, confirmés et précisés par ceux de 1904. Voici comment s'est exprimé le Premier anglais :

En ce qui concerne le Siam, nous avons simplement répété les clauses du traité de 1896, ne lui apportant pas d'autres modifications que celle de le rendre clair pour l'avenir, et de lui faire délimiter ces parties du Siam où nous avons le droit d'intervenir entre la France et le Siam, et celles où nous n'avons pas ce droit. Selon cet accord, il est des parties du Siam où nous pouvons faire des arrangements avec le Siam sans que les Français aient rien à y voir, et d'autre part il est d'autres parties du pays où il est loisible à la France et au Siam de faire des arrangements sur lesquels nous n'aurons rien à dire. Enfin, on a réservé une troisième portion qui est considérée comme présentant un intérêt commun pour les deux pays, et dans laquelle nous nous engageons réciproquement à ne pas intervenir. Cela est parfaitement clair et précis et extrêmement raisonnable si l'on considère la situation exceptionnelle de ce pays. Je ne puis imaginer aucun autre moyen meilleur pour éviter toute espèce de heurts internationaux en ce qui concerne ce côté de la question d'Extrême-Orient.

Il s'agit donc bien cette fois, et non plus seulement dans ce qui est tacitement admis, mais dans ce qui est formellement déclaré par les gouvernants anglais, de sphères d'influence française et britannique à l'est et à l'ouest du Siam. Nos lecteurs savent bien, ne fût-ce que par ce qui a été dit à plusieurs reprises ici même de l'action des Anglais à Kélang et à Trengganou, que nos voisins ne sont pas restés inactifs dans la partie du Siam qui leur est exclusivement ouverte, mais il semble qu'après l'accord franco-anglais ils vont être encore moins réservés que par le passé. Aussi longtemps qu'il pouvait y avoir pour l'Angleterre deux politiques, celle de la sphère d'influence à l'ouest du Ménam, et celle d'une sorte de protectorat sur tout le Siam, d'aide donnée plus ou moins ouvertement aux Siamois pour résister à l'action française dans l'Est, il est évident que la pénétration britannique devait conserver une certaine discrétion. Il n'en est plus nécessairement de même maintenant que les choses sont devenues aussi claires et que les Anglais abandonnent si ouvertement les Siamois à nos entreprises dans le bassin du Mékong. Ils n'ont plus à les ménager au même point, et il est possible que leur activité s'en trouve fort accrue dans la région occidentale du royaume. Une phrase du comte Percy serait d'ailleurs de nature à nous faire croire que les choses vont se préciser de ce côté. Après avoir dit que la France et l'Angleterre déclaraient n'avoir aucune intention d'annexer des territoires siamois, que dans la vallée du Ménam la situation du Siam était confirmée et le régime de la porte ouverte assuré pour l'avenir, il a dit : « En fait, l'influence de la Grande-Bretagne et celle de la France s'exerçaient déjà sur les territoires situés en dehors de la partie garantie au Siam, et nous espérons pouvoir avant longtemps mettre la Chambre dans la confiance des arrangements que nous avons passés pour prendre les mesures qui nous semblent nécessaires pour assurer nos intérêts dans cette partie du pays qui tombe dans notre sphère d'influence. »

Il semble, d'après le langage du comte Percy, qu'il y aurait là un nouvel arrangement anglo-siamois conclu peut-être avant l'accord franco-anglais, et en vue de ce dernier, pour régler la manière dont la pénétration britannique se fera dans la sphère d'influence que l'Angleterre s'est réservée à l'ouest du Siam. Il est probable que cet arrangement donne aux Anglais toute latitude, là surtout où ils sont parfaitement décidés à en profiter. Il y a là une indication qui mérite d'être suivie par notre gouvernement et qui devrait le décider à mener résolument la politique nécessaire dans le bassin du Mékong, qu'elle se fasse en dehors du dernier traité dont le délai de ratification vient d'être prorogé de six mois ou en exécution de ses clauses qui peuvent, si elles sont résolument appliquées, donner à notre action dans notre sphère d'influence des points d'attaque précis. On sait que nous n'admirons en aucune façon ce traité, que nous ne l'avons pas trouvé nécessaire, mais qu'aussi la question pour nous est beaucoup moins de savoir s'il sera ratifié ou non, que d'être sûrs de l'énergie et de la suite de la politique française à l'ouest du Mékong. Tout est là pour nous. Sommes-nous oui ou non décidés à établir, en heurtant assurément le moins possible le gouvernement siamois, notre contrôle et notre direction dans tout le territoire qui sépare le Mékong des limites orientales du bassin du Ménam? A notre sens — et nous avons déjà exprimé cette opinion — la politique indispensable ne peut être menée que par le gouvernement général de l'Indo-Chine, seul assez au fait des réalités locales, assez concentré sur cette question, c'est-à-dire assez dépourvu des distractions que donne l'ensemble de la politique mondiale, pour accomplir dans le bassin du Mékong une œuvre qui est avant tout, pour ne pas nous laisser leurrer par des côtés absolument extérieurs et accessoires de l'affaire du Siam, une œuvre de sécurité et de consolidation indo-chinoise.

Tous les renseignements qui continuent à nous arriver s'accordent à nous signaler l'urgence. Récemment, une personne, qui vient de rentrer du Siam, nous disait que les Siamois continuaient à acheter des quantités anormales d'approvisionnements militaires; il y a été importé des équipements pour une cinquantaine de mille hommes, et mis dans ses magasins un supplément de quatorze à quinze mille fusils. Ces informations ne sont peut-être pas absolument exactes dans le détail, mais elles concordent trop bien avec ce que nous avons écrit ici même sur le travail d'organisation militaire qui se fait dans le bassin du Ménam, pour ne pas retenir toute notre attention.

Au Siam, nous devons donc dès à présent couvrir l'Indo-Chine en établissant notre influence, nous dirons notre surveillance, dans le glacis de 400 kilomètres qui sépare la rive droite du Mékong du bassin du Ménam. Nous devons veiller à ce qu'il ne se crée là aucun organisme militaire, et nous dirons même aucune cristallisation politique qui nuise, non seulement à l'attraction

économique, mais encore à la sécurité future de l'Indo-Chine. Et, comme nous l'avons dit, nous allons encore plus loin. Si nous limitons là nos revendications, c'est que ces limites mêmes leur sont imposées par les termes de nos accords avec l'Angleterre. Mais ces derniers ne sont peut-être pas immuables, comme on l'a dit des deux côtés de la Manche et en particulier au cours du débat parlementaire dont nous venons de donner quelques courts extraits. Les accords franco anglais du 8 avril sont moins importants comme transaction précise que comme l'indice d'un esprit nouveau animant la politique réciproque des deux pays. Pour la première fois depuis longtemps, ils ont désiré régler d'ensemble, non seulement les questions qui les divisaient actuellement, mais encore celles qui pouvaient les diviser à l'avenir. Ils ont cherché à réaliser entre eux, non seulement une détente, mais encore une entente, substituant les bons avis et la collaboration aux obstacles que, d'un côté et de l'autre, on mettait naguère sur le chemin du voisin.

Une pareille politique implique la compréhension des intérêts des deux nations contractantes, la conviction que sur bien des points ces intérêts ne sont point divergents, et même qu'ils peuvent être identiques. Cette nouvelle pensée, sans doute à cause de sa nouveauté même, nous semble bien n'être pas encore allée jusqu'au bout des découvertes qu'elle doit faire. Pour ce qui est en particulier du Siam, l'Angleterre et la France sont restées bien en deçà des accords qu'elles pourraient, et même qu'elles devraient conclure. Elles se sont bornées à s'assurer que leur action inévitable dans la partie excentrique de ce royaume ne risquerait pas, par suite d'une opposition inutile et peu profitable à la nation qui la ferait, de provoquer entre elles de nouveaux conflits. C'est là une entente purement négative, et nous estimons que la question du Siam en implique une autre. La France et l'Angleterre, voisines du Siam, ont un intérêt certain à ce que ce pays ne subisse aucune autre influence que la leur, à ce qu'aucune action rivale ne s'insinue par cette lacune qui existe encore entre leurs possessions asiatiques, c'est-à-dire que, selon nous, elles doivent chercher non pas seulement à garantir au Siam qu'il pourra se reformer à l'abri de l'accord de 1904, qui l'assure contre une action violente des deux contractants, mais encore à s'entendre pour diriger en commun, en dehors de leurs deux sphères d'influence et à l'exclusion de tierces puissances qui n'ont rien à faire de bon pour elles dans cette partie de l'Asie, la rénovation qui s'impose évidemment au royaume siamois.

ROBERT DE CAIX.

La Banque de l'Indo-Chine reçoit gratuitement, dans toutes ses agences, les souscriptions à l'Œuvre du Comité.

LA GUERRE

Notre dernier bulletin (1) s'arrêtait au moment où la I^{re} armée japonaise s'emparait de Feng-hoang-cheng, tandis que la II^e venait de prendre pied sur le rivage de Pi-tsé-ouo.

Depuis un mois, ce ne sont pas les nouvelles du théâtre de la guerre qui nous ont manqué. Jamais un pareil flot de dépêches, confuses, souvent contradictoires, parfois inintelligibles, n'avait encore inondé les journaux quotidiens. Il est cependant possible d'en dégager trois faits de grande importance qu'il convient de mettre tout de suite en lumière.

1^o Nous noterons en première ligne les pertes sérieuses subies par la flotte japonaise : la destruction du *Hatsusé*, cuirassé de 15.000 tonnes, par une torpille flottante, et le naufrage du croiseur protégé *Yoshino*, coulé par le *Kasuga*, autre croiseur, gravement avarié à son tour. Ce triple désastre, officiellement avoué par les Japonais, date du 18 mai. On doit ajouter à cette liste des disparus un torpilleur de haute mer et l'avisotransport *Miyako* qui s'est torpillé lui-même ; peut-être aussi un grand croiseur cuirassé (on a prononcé le nom de l'*Asama*), et un autre cuirassé, le *Shikishima* ou le *Yashima*. De pareilles pertes ne sont évidemment pas compensées par l'échouement du croiseur russe *Bogatyr* dans les parages de Vladivostok, et remettent en question la maîtrise de la mer, condition essentielle, il ne faut pas oublier, du succès des armes japonaises. Elles montrent en tout cas combien il est dangereux, eu égard à la puissance destructive des engins modernes et à l'usure rapide des bâtiments de combat, de s'engager dans une campagne maritime sans avoir dans ses arsenaux une forte réserve de matériel (2).

2^o Le second événement du mois est l'enlèvement des lignes de Kin-tchéou par l'armée du général Oku (26 mai). Ainsi se trouve nettement affirmée l'intention de l'état-major japonais d'en finir au plus vite avec Port-Arthur. Nous disions dernièrement que les débarquements de Pi-tsé-ouo ne pouvaient faire préjuger la question. De ce point en effet partent plusieurs routes qui se dirigent vers le Nord, et notamment vers Kaï-ping. Il était donc possible que le général Oku, ne laissant à Port-Adams qu'un corps d'observation en face des forces du général Stössel, eût pour mission d'opérer sa jonction avec la I^{re} armée japonaise. Le coup de force de Kin-tchéou nous tire d'incertitude : la II^e armée constitue bien l'armée de siège de Port-Arthur. Il est certain qu'une pareille décision de la part des Japonais se justifie pleinement par la nouvelle situa-

(1) « Les débuts de la guerre russo-japonaise ».

(2) L'accident du *Bogatyr* nous semble moins préoccupant, au point de vue russe, que les « accidents » signalés à plusieurs reprises dans l'arsenal de Cronstâdt, la mise hors de service de l'*Orel*, l'explosion des chaudières du *Smolensk*, à Sébastopol.

tion maritime qui leur est faite. Prendre Port-Arthur, ce n'est plus seulement porter un coup au prestige russe en Extrême-Orient, c'est mettre radicalement fin au rôle de la flotte russe en annihilant les bâtiments réfugiés sous le canon de la forteresse, et en rendant du même coup impossible l'intervention de l'escadre de la Baltique.

En ce qui concerne le combat de Kin-tchéou lui-même, il est difficile de comprendre l'émotion douloureuse qu'il a provoquée en Russie. Nous le considérons, pour notre part, comme un succès des armes russes. Autant la résistance acharnée était intempestive sur les bords du Yalou, autant elle se justifiait à Kin-tchéou par l'obligation impérieuse qu'a le gouverneur d'une forteresse de retarder son investissement par tous les moyens possibles. Au reste, la relation officielle japonaise accuse une perte de plus de 4.000 hommes et ne parle que 5 ou 600 Russes trouvés sur le champ de bataille. Ces chiffres sont éloquentes. Quant aux canons abandonnés, ils n'appartenaient évidemment pas à la fortification de Port-Arthur : l'armement d'une place ne se transporte pas à 80 kilomètres de distance (1). En somme, nous ne voyons dans toute cette affaire que la rare intrépidité montrée par l'infanterie japonaise qui puisse inspirer des réflexions mélancoliques aux amis de la Russie.

3° Enfin les dernières dépêches nous ont annoncé de nouveaux débarquements, d'une part à Takou-chan (à 100 kilomètres à l'ouest de l'embouchure du Yalou), de l'autre dans la baie de Kerr, au Nord-Est de Ta-lien-ouan. Une flotte de 70 transports aurait été signalée le 4 juin à Takou-chan, où déjà le 21 mai une division aurait été mise à terre. Le nombre des navires arrivés dans la baie de Kerr n'est pas indiqué : il est permis de supposer qu'il s'agit de débarquer en ce point non seulement de nouvelles troupes, mais encore l'équipage de siège destiné à l'attaque de Port-Arthur. Quoi qu'il en soit, sans nous attarder à rechercher la composition et l'emplacement exacts d'une « troisième » armée japonaise qui serait commandée par le général Nodzu, et que les journaux envoient tantôt à Port-Adams, tantôt à Takou-chan, nous constaterons qu'au point de vue stratégique, les troupes d'invasion se répartissent à l'heure actuelle en deux masses distinctes : l'une, dans la presqu'île du Kouan-toung, évidemment destinée à l'attaque de Port-Arthur; l'autre, dans le Liao-toung vers Feng-hoang-cheng et Takou-chan, et qui, renforcée peut-être par des contingents occupant la région de Pi-tsé-ouo, va devenir la masse de manœuvre des Japonais.

Il est difficile d'assigner dès maintenant un rôle précis à cette dernière masse. Restera-t-elle dans l'expectative, sans sortir de la contrée montagneuse qu'elle occupe actuellement, mais prête à s'opposer à un mouvement de Kouropatkine

dans la direction de Port-Arthur, ou se portera-t-elle au contraire à la rencontre du généralissime russe? L'intérêt japonais demanderait une offensive immédiate, puisqu'il est entendu que le temps travaille pour l'armée de Liao-yang. Mais cette offensive n'a chance de succès que si les Japonais y consacrent des effectifs sensiblement supérieurs à ceux de Kouropatkine; et ces effectifs dépendent eux-mêmes de ceux qui seront immobilisés devant les forts de Port-Arthur. Nous voici donc amenés, pour élucider quelque peu cette question, à étudier : 1° la force de résistance de Port-Arthur; 2° les ressources dont Kouropatkine doit vraisemblablement disposer à l'heure actuelle.

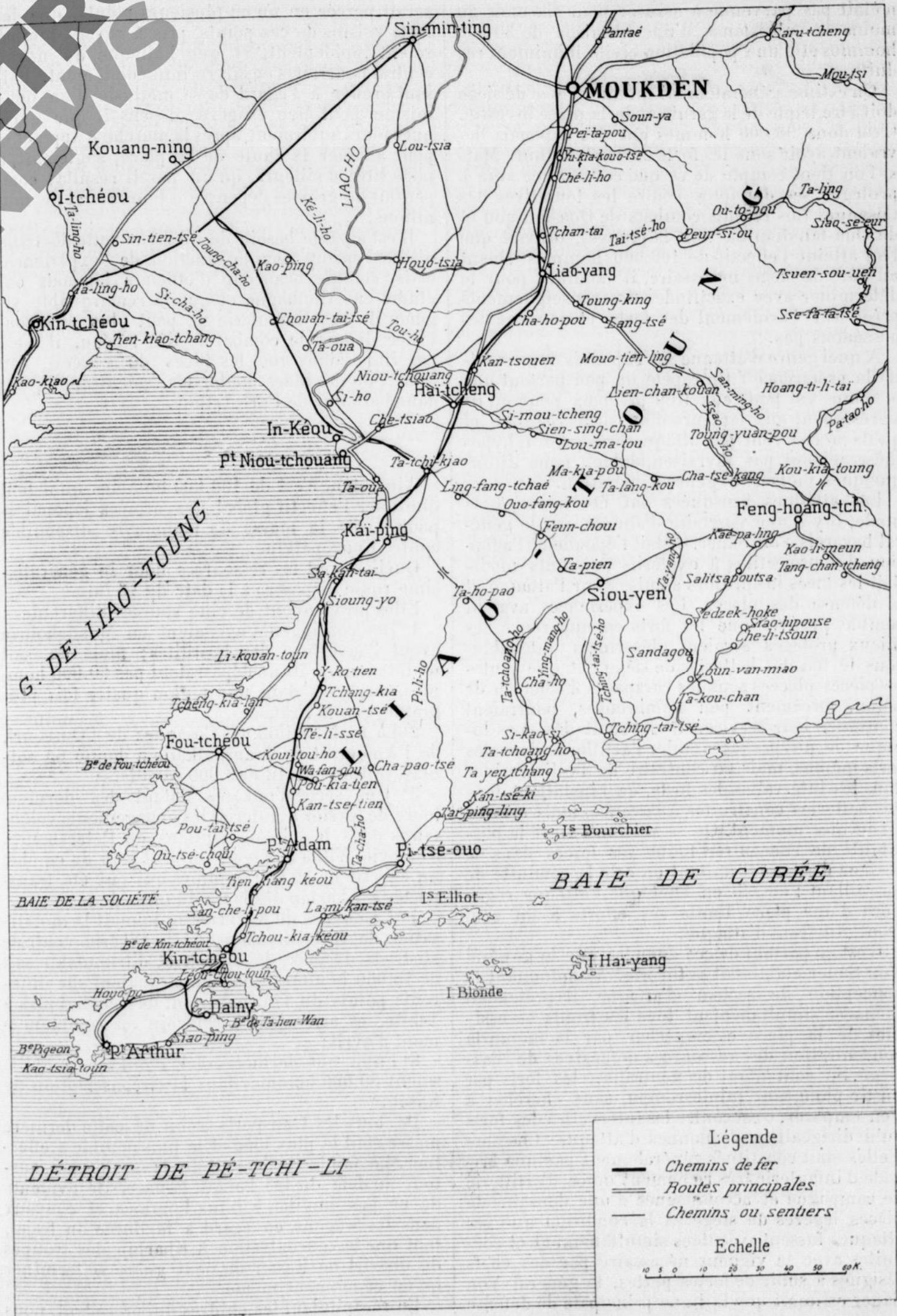
* *

Port-Arthur ne s'étant trouvé bloqué que trois mois et demi après l'ouverture des hostilités, on devrait pouvoir en conclure que la place est absolument prête à subir un siège prolongé. Il est permis néanmoins d'avoir quelque doute à cet égard, particulièrement en ce qui concerne les munitions de guerre, dont il a dû être fait une assez forte consommation depuis le premier bombardement. Le dernier train qui, grâce à l'énergie et à l'habileté du colonel du génie Spiridonoff, ait pénétré dans la place, était chargé en munitions d'artillerie. Ce serait un très mauvais son de cloche, si l'on ne réfléchissait que l'arrivée de ce convoi a coïncidé avec l'évacuation de Nioutchouang par les Russes (1). Il est possible qu'en désarmant cette position les Russes aient trouvé plus avantageux de diriger les munitions sur Port-Arthur que sur Liao-yang, et qu'il ne s'agisse pas d'un ravitaillement *in extremis*, mais d'un simple supplément d'approvisionnement. Si nous écartons ce point noir, les renseignements des sources les plus diverses relatifs à la fortification, à l'armement et à la garnison sont de nature à donner confiance. Le front de terre, assez faiblement armé en 1894, a été considérablement renforcé, les principaux ouvrages ont été bétonnés. Quant à la garnison, nous admettons qu'elle compte 30.000 hommes (22 ou 23.000 hommes de troupes de terre, et 7 à 8.000 marins); c'est la moyenne des chiffres donnés par les journaux. Or 30.000 hommes sont très largement suffisants pour défendre Port-Arthur, dont le périmètre est d'environ 22 kilomètres, comptés sur la ligne principale de défense. Une garnison de 22.000 hommes seulement serait donc nécessaire, si l'on s'en tient aux évaluations théoriques données dans les traités de fortification. Ces évaluations n'ont assurément rien d'absolu, mais elles peuvent servir à fixer les idées. Quant aux vivres destinés aux assiégés, comme ils se remplacent plus facilement que les projectiles, il faudrait désespérer de l'intendance russe si elle

(1) Par une clause bien chinoise de la convention russo-chinoise cédant à la Russie la presqu'île du Kouan-toung, la ville de Kin-tchéou restait chinoise. Le rapport du général Stössel était donc probablement véridique quand il affirmait que la grosse artillerie abandonnée à Kin-tchéou se composait de pièces chinoises.

(1) Cette évacuation a probablement été causée par une démonstration de la flotte japonaise qui a fait croire un instant à un débarquement sérieux dans le voisinage de Kai-ping. Le *Times* l'avait annoncé dans un télégramme dont il a reconnu plus tard l'inexactitude.

RETRO NEWS



Légende

- Chemins de fer
- Routes principales
- Chemins ou sentiers

Echelle

0 10 20 30 40 50 60 K.

n'était pas parvenue à assurer pour six mois au moins la subsistance d'une garnison de 30.000 hommes et d'une population civile infiniment réduite.

On estime généralement qu'une armée de siège doit être triple de la garnison de la place investie. C'est donc 90.000 hommes que les Japonais devraient avoir sous les forts de Port-Arthur. Mais si l'on tient compte de ce que cette armée aura à protéger ses derrières contre les tentatives des Cosaques (les récents combats de Oua-fan-gou et de Oua-fan-dian en sont la preuve), on voit que l'on atteint l'effectif de 100.000 hommes. Quant au parc de siège nécessaire, il faudrait, pour le déterminer avec exactitude, des renseignements précis sur l'armement des forts, et nous ne les possédons pas.

A quel genre d'attaque les Japonais donneront-ils la préférence ? On répète un peu partout que le temps est pour eux trop précieux pour qu'ils se résignent aux lenteurs d'un siège régulier et qu'ils procéderont par attaque brusquée. L'hypothèse n'étant pas invraisemblable, nous dirons quelques mots de ce genre d'opération.

Les attaques brusquées ont été mises à la mode, il y a une vingtaine d'années, par le général bavarois Von Sauer. C'était l'époque où l'adoption des projectiles à explosifs puissants modifiait les idées jusqu'alors admises sur l'attaque et la défense des places. Les expériences avaient semblé prouver que les forts en apparence les mieux protégés seraient désormais intenable sous le feu des batteries de siège, et que seules les pièces placées sous des carapaces d'acier ou de béton, forcément peu nombreuses, pourraient continuer leur service. Il devenait dès lors logique de ne pas accumuler l'artillerie dans les forts mêmes, mais au contraire de la disséminer dans les intervalles des forts, en l'installant dans des batteries construites à l'avance, mais armées au dernier moment. On se réservait ainsi la possibilité de concentrer toutes ses forces dans le secteur d'attaque, imitant en cela la conduite de l'assaillant : on sait en effet que l'attaque régulière d'une place limite ses efforts à un seul front, dit front d'attaque.

C'est en partant de ces données que le général Von Sauer établissait sa théorie. Abandonnant la conception du secteur d'attaque, il prétendait menacer simultanément tous les fronts accessibles de la place et empêcher par là même la concentration des ressources défensives de l'assiégé. Se contentant de neutraliser les forts par un tir plongeant ininterrompu, sans chercher à s'en emparer, c'est contre les intervalles des forts qu'il dirigeait ses colonnes d'attaque. Chacune d'elles était constituée généralement par une brigade d'infanterie très richement dotée d'artillerie de campagne et accompagnée d'une douzaine de pièces légères de siège. A la condition que ces attaques fussent exécutées simultanément et conduites avec la vigueur nécessaire par des chefs résignés à subir de fortes pertes, le général Von Sauer estimait que la ligne principale de défense

serait percée en un ou plusieurs points, que les forts voisins de ces points, pris à revers, tomberaient rapidement, et que l'attaque du noyau central pourrait s'ensuivre immédiatement. Faisant preuve à l'égard de sa méthode d'un optimisme peut-être exagéré, il pensait que quelques jours suffiraient, après la marche d'approche, pour amener la chute de la place, soutenant, à juste titre d'ailleurs, qu'un pareil résultat compensait de grosses dépenses d'hommes et de munitions.

Il est à peine besoin de dire que cette doctrine n'a pas encore reçu la sanction de l'expérience. Mais, comme beaucoup d'officiers japonais ont étudié en Allemagne et que la remarquable vigueur de leur infanterie ne peut plus être contestée depuis le combat de Kin-tchéou, il n'est pas impossible que les idées du général Von Sauer, ou des idées analogues, soient appliquées dans l'attaque de Port-Arthur.

Ainsi donc c'est de 100.000 hommes qu'il faut diminuer l'effectif global des armées japonaises pour avoir la masse de manœuvre disponible contre Kouropatkine.

Quelles sont les ressources dont le généralissime russe disposera à la date du 15 juin ?

Elles proviennent de cinq sources différentes :

1° Des contingents existaient en Mandchourie avant l'ouverture des hostilités; mais on sait maintenant qu'ils ne dépassaient pas 60.000 hommes, dispersés dans une région quatre fois plus grande que la France;

2° La mobilisation des Cosaques de l'Oussouri, de l'Amour et de Transbaïkalie a donné 60 sotnias, soit un effectif de 9.000 cavaliers;

3° Une série d'oukases datant des derniers jours de février a autorisé les engagements volontaires dans les circonscriptions de Pétersbourg, Varsovie, Vilna et Kiew; on a obtenu de ce chef un effectif de 40.000 hommes qui ont été transportés à Kharbin dès la fin du mois de mars;

4° Un oukase du 8 février ordonnait la mobilisation de trois divisions de la Sibérie centrale (districts d'Omsk, de Tomsk et d'Irkoutsk), soit de 45.000 hommes qui s'embarquaient sur différents points du Transsibérien, de Tchéliabinsk à Tchita, et arrivaient à Kharbin au commencement d'avril;

5° Enfin une dernière série d'oukases mobilisaient 80.000 hommes dans la circonscription de Kasan.

De tous les transports celui de cette dernière masse était le plus long et le plus pénible à effectuer. Le faible rendement du Transsibérien, surtout au delà du lac Baïkal, la nécessité évidente de ne pas empiler à refus hommes et chevaux dans les wagons, eu égard à la durée du trajet, font que la concentration à Kharbin des troupes du district de Kasan ne peut guère se terminer qu'en ce moment même.

En récapitulant les chiffres qui précèdent, nous

voyons que les effectifs russes qui se trouvent à l'heure actuelle à Kharbin et au delà de Kharbin se montent à un total approximatif de 230.000 hommes, car il faut en défalquer les quelques milliers d'hommes perdus depuis le commencement des hostilités. Diminuons encore ce total de 23.000 pour la garnison de Port-Arthur, de 10.000 pour celle de Vladivostok et de 6 ou 7.000 pour le corps cosaque qui opère d'une façon tout à fait indépendante dans le Nord-Est de la Corée, et nous arrivons à un effectif de 190.000 hommes relevant directement de Kouropatkine. Mais comment cette masse est-elle répartie entre les points extrêmes de Kharbin et de Kaïping? (N'oublions pas qu'il y a 650 kilomètres de Kharbin à Moukden, 80 de Moukden à Liao-yang, 120 de Liao-yang à Kaïping.) Et d'autre part quels sont les contingents préposés à la garde de la voie ferrée, et par conséquent indisponibles pour les opérations actives? Voilà le double inconnu du problème. Quoique nous en soyons réduits ici à des hypothèses, il est peut-être prudent de ne pas supposer à Kouropatkine plus de 120 à 130.000 hommes réellement disponibles, entre Moukden et la mer, le centre de gravité de cette masse paraissant être Liao-yang. Si les Japonais ne peuvent mettre en ligne des effectifs sensiblement supérieurs, il semble qu'il serait imprudent de leur part de prendre l'offensive et que leur intérêt bien compris serait de flanquer simplement l'armée de siège de Port-Arthur, et de rester dans l'expectative jusqu'à ce que le sort de cette place fût réglé.

En tenant pour exacte l'évaluation précédente des forces de Kouropatkine, il ne faudrait pas vraisemblablement moins de 180 à 200.000 hommes aux Japonais pour avoir des chances sérieuses de s'emparer de la vallée du Liao-ho. En y ajoutant les 100.000 hommes de l'armée de siège, on arriverait à un effectif de 300.000, c'est-à-dire à la presque totalité de l'armée de première ligne du Japon. Ces contingents sont-ils actuellement débarqués en Mandchourie? C'est ce qu'un avenir prochain nous apprendra.

* *

On voit par ce qui précède que, tout en ayant dans le cœur le culte de l'offensive comme doit l'avoir un élève de Skobelev, le général Kouropatkine a dû se résigner à laisser à ses adversaires l'initiative des opérations stratégiques. Et de fait, si on excepte la division Zassoulitch qui serait, dit-on, réorganisée sous le commandement du général Stakelberg et occuperait la région de Kaïping en soutien des Cosaques, le seul élément de l'armée russe qui ait été employé jusqu'à ce jour est l'élément cosaque. Il est vrai qu'il l'a été supérieurement et que les résultats qu'il a donnés feraient honneur à la cavalerie la plus renommée.

Les officiers européens, suivant qu'ils avaient ou non fait la guerre, ont jugé fort diversement les Cosaques. Ceux qui ne l'ont jamais faite sont parfois de l'avis du capitaine allemand Von De-

wal, professeur à l'Ecole militaire de Potsdam, qui disait naguère : « Montés sur de véritables biques qu'ils conduisent avec un simple filet, sans éperons et un fouet à la main, juchés sur un énorme paquetage, avec des étriers si courts qu'ils ont peine à enfourcher un cheval de 1 m. 50, les Cosaques, incapables de manœuvrer à rangs serrés, ne sauraient prétendre à se mesurer contre une cavalerie digne de ce nom. » Le capitaine Von Dewal n'a pas été le premier à émettre cette opinion, car de Brack écrivait déjà en 1830 : « Quelques officiers qui n'ont pas fait la guerre ont pris à tâche de ne parler de ces cavaliers qu'avec mépris. Mais demandez l'impression qu'ont conservée des Cosaques des hommes comme les maréchaux Soult, Gérard, Clausel, Maison, les généraux Morand, Lallemand, Pajol, Colbert, Corbineau, Lamarque, Préval, Daumesnil, tous les vrais officiers enfin! Ils vous diront que des cavaliers légers qui, comme les Cosaques, entourent l'armée d'un réseau de vigilance et de défense impénétrable, harassant l'ennemi, donnant presque toujours des coups et n'en recevant que fort peu, atteignent complètement le but que doit se proposer toute cavalerie légère. »

Les campagnes de Crimée et des Balkans ont prouvé que les Cosaques n'avaient pas dégénéré. Et aujourd'hui nous les retrouvons toujours pareils en Mandchourie, avec leurs mêmes procédés de combat, que non seulement ils n'ont pas modifiés, mais auxquels, petit à petit, ils ont fini par rallier, du moins théoriquement, la plupart des cavaliers européens. Nous disons théoriquement, car le mélange adroit du combat à cheval et du combat à pied, qui constitue la caractéristique de la manière cosaque, exige, pour produire tous ses effets, des hommes familiarisés avec le cheval dès leur enfance, comme le sont les Cosaques, et aussi bons tireurs qu'eux. Et c'est une race d'hommes qu'il n'est pas facile de rencontrer dans l'Europe Occidentale. Si l'on ajoute que les officiers cosaques savent merveilleusement employer l'artillerie à cheval en liaison avec la cavalerie, et que les batteries cosaques sont considérées dans toute l'armée russe comme des troupes d'élite, on comprendra quel merveilleux instrument Kouropatkine a entre les mains.

C'est principalement contre la 1^{re} armée japonaise que cet instrument a été employé jusqu'ici, et il l'a été de deux façons très différentes : 1^o à exécuter une opération de grande envergure sur les lignes de communication de l'ennemi; 2^o à assurer le contact avec les avant-gardes japonaises, et à renseigner le généralissime à la fois sur les mouvements de ces avant-gardes et sur la situation du gros. Les résultats obtenus par les Cosaques dans l'accomplissement de ces deux missions distinctes valent qu'on s'y arrête. Nous commencerons par dire un mot de la seconde, c'est-à-dire du raid dans la Corée septentrionale.

* *

Dès le 8 mars, le bruit courait que des forces russes venant de Vladivostok étaient en marche

dans la direction du Tumen-Oula. En réalité, deux colonnes cosaques s'étaient formées à Vladivostok, la première descendant la vallée du Tumen-Oula, la seconde longeant le littoral de la mer, ainsi que nous l'apprenait une dépêche *Havas* arrivée le 30 mars. La première colonne atteignait Kapsan dès les premiers jours d'avril et donnait la main aux Cosaques de Mitchenko, qui opéraient en liaison avec la division Zassoulitch et éclairaient la rive gauche du Yalou. La seconde venait occuper Pouk-tcheng et poussait une avant-garde jusqu'à Ham-heung. C'est probablement cette colonne qui était commandée par le général Rennenkampf, et sur l'effectif de laquelle nous n'avons que des renseignements assez vagues. Le *Times* a donné le chiffre de 5.000 hommes. En tout cas, elle ne se composait que de Cosaques de l'Oussouri, de l'Amour et peut-être de Transbaïkalie, et d'artillerie à cheval (1). Opérant indépendamment de la cavalerie de Mitchenko, elle ne devait cesser de faire parler d'elle depuis son arrivée en Corée. Le 25 avril, elle fait son apparition à Ouen-san, au moment même où deux torpilleurs russes viennent dans cette rade couler des vapeurs marchands japonais. Le 4 mai, elle est encore dans les environs de Ouen-san, harcelant les troupes que les Japonais se sont empressés d'envoyer sur ce point. Puis elle se porte à l'Ouest vers Phien-yang, où elle donne de nouveau la main au détachement de Kapsan qui est venu à Andjou. Depuis le passage du Yalou par le général Kuroki, nous ne pouvons avoir sur ce qui se passe en Corée que des nouvelles de source japonaise, qui ont évidemment atténué l'importance des ralles exécutées, et le désordre qui a dû en résulter sur la ligne de communication de Kuroki. Mais la fréquence même des télégrammes qui s'y rapportent prouve que l'activité des Cosaques a dû être fructueuse, et que les Japonais doivent de ce chef maintenir dans la Corée septentrionale des effectifs importants. Ce raid, dont l'histoire ne pourra être écrite que plus tard, sera certainement un des épisodes les plus instructifs de la guerre.

Ainsi les Cosaques renouvellent en ce moment les exploits qui ont illustré la cavalerie américaine, et tout particulièrement celle des sudistes, dans la guerre de Sécession (2). En réalité, ils sont, militairement parlant, les cousins de ces hardis cavaliers de Stuart, précieux auxiliaires de Lee, combattant à pied et à cheval à la façon cosaque, maniant la carabine aussi bien que le sabre, terribles destructeurs des convois et des magasins de l'ennemi, informateurs toujours diligents de leur généralissime, et qui par leur

(1) Quoique les Cosaques de Transbaïkalie comptent parmi eux des sotnias non montées, il est peu probable que le détachement en question ait comporté de l'infanterie, étant donné la rapidité de ses mouvements.

Une des particularités de ces Cosaques de la Sibérie orientale est la proportion très forte des officiers européens non cosaques qui les commandent : 60 0/0 environ.

(2) On pourrait même dire qu'ils renouvellent leurs propres exploits de 1813, car dès le début de cette funeste campagne nous avons expérimenté à nos dépens la valeur des partis cosaques composés de cavalerie et d'artillerie à cheval.

héroïsme n'ont pas peu contribué à contre-balancer pendant quatre ans la puissance du nombre!

En Russie, les tendances dont nous voyons aujourd'hui les effets ne datent pas d'hier. Dès 1876, le capitaine Soukhotin soulevait la question de l'emploi de la cavalerie russe pour opérer en grandes masses contre les communications de l'ennemi. « C'est là un problème essentiellement russe, écrivait-il, et que nous devons résoudre avec notre intelligence russe, sans nous préoccuper de ce qu'en pensera l'Occident. Là on a presque décidé que les raids américains étaient impraticables dans les guerres européennes. J'ignore l'opinion des autres ; quant à moi, je ne veux et ne peux le croire (1). »

Ce sont ces doctrines que le général Rennenkampf est en train d'appliquer au grand détriment de la 1^{re} armée japonaise (2).

..

Perpétuellement menacé d'avoir ses communications avec la Corée coupées, le général Kuroki voyait en même temps ses avant-gardes engluées en quelque sorte de sotnias cosaques, et obligées, pour se donner de l'air, de livrer des combats incessants contre un ennemi insaisissable, qui reculait un jour pour avancer le lendemain. Ces engagements presque quotidiens, que les télégrammes de Tokio amplifiaient et transformaient en succès pour les besoins de la cause, ont complètement faussé les idées sur le caractère vrai des opérations qui se sont déroulées depuis un mois dans la région de Feng-hoang-cheng. Aussitôt maître de ce point autour duquel il avait l'intention d'opérer la concentration de son armée pour la reposer et la ravitailler, le général Kuroki s'empressa d'envoyer sur les différentes routes qui aboutissent à Feng-hoang-cheng des détachements de toutes armes, nécessaires à la sécurité du gros de ses troupes. Comme ces détachements avaient été poussés assez loin, les novellistes en conclurent que l'armée entière se dirigeait à marches forcées sur Liao-yang et Niou-tchouang. Dès le milieu du mois de mai, on la faisait courir à Siou-yen, à Mouo-tien-lin, tandis qu'une de ses colonnes prenant par le Nord se mettait en devoir de couper la ligne de retraite des Russes vers Moukden. Une pareille rapidité était bien faite pour surprendre quand on se rappelait qu'en 1894, n'ayant devant lui que des Chinois, le général Nodzu n'avait pas mis moins de cinquante jours pour franchir le massif montagneux qui sépare le bassin du Yalou de celui du Liao-ho.

Au reste, la façon dont la marche de Kuroki s'était opérée après le passage du Yalou n'était pas moins extraordinaire. Les trois divisions ja-

(1) Une étude plus attentive de la guerre de Sécession a d'ailleurs changé sur ce point l'opinion de beaucoup d'officiers occidentaux.

(2) On a voulu voir dans le détachement Rennenkampf l'avant-garde d'un corps russe sous le commandement du général Liniévitch, qui aurait pour mission de prendre les Japonais à revers. Kouropatkine est trop partisan de la concentration des efforts pour consacrer une fraction importante d'infanterie à une opération aussi aléatoire.

ponaises s'étaient avancées parallèlement par des sentiers de montagne, et avaient occupé simultanément plusieurs points de la vallée de l'Outa-ho, s'étendant en cordon, depuis Feng-hoang-cheng au Nord, jusqu'à Takouchan au Sud! Nous ne voyons pas très bien des divisions entières, fussent-elles japonaises, exécuter par des sentiers de montagne des marches de 80 kilomètres!

Dès le 23 mai, parfaitement renseigné par les Cosaques, le général Kouropatkine mettait les choses au point dans un rapport clair et précis :

« On peut estimer à trois divisions, soit environ 10.000 hommes, l'armée de Kuroki; deux divisions sont autour de Feng-hoang-cheng que les Japonais fortifient; une est à Kae-pa-ling, sur la route de Siou-yen. Toutes les routes qui rayonnent de Feng-hoang-cheng sont tenues par de petites avant-gardes, dont l'effectif maximum paraît être un régiment d'infanterie, avec des canons et un peu de cavalerie, quelques-unes de ces avant-gardes ne comptant pas plus de deux compagnies. »

C'est évidemment la présence simultanée de ces détachements sur différentes routes qui a fait croire au déploiement prématuré et dans le vide, de la 1^{re} armée japonaise.

Il faut remarquer d'ailleurs que cet éparpillement de son infanterie était imposé au général Kuroki par suite de la faiblesse ou, pour mieux dire, de la nullité de sa cavalerie. Là où il aurait suffi de quelques escadrons pour faire le service d'éclaireurs, et éviter au gros des troupes une surprise, toujours possible dans un pays aussi accidenté, les Japonais ont été obligés d'employer des détachements mixtes d'infanterie et d'artillerie, et de les doter parcimonieusement de quelques cavaliers faisant vraisemblablement l'office d'estafettes. La composition même de ces détachements ne pouvait en faire que des éléments de sûreté, et non des éléments d'information, incapables qu'ils étaient de voir ce qu'il y avait derrière le rideau toujours tendu des Cosaques. On se rend donc compte que, contrairement à l'opinion répandue, la cavalerie est aussi indispensable à une armée dans un pays de montagne que dans un pays de plaine : si les occasions de charger sont plus rares en montagne, le service de reconnaissance y acquiert une importance plus considérable.

Ainsi donc jusqu'aux premiers jours de juin le centre de gravité de la 1^{re} armée japonaise est resté très voisin de Feng-hoang-cheng, ses avant-gardes (ou flanc-gardes) jalonnant un vaste demi-cercle autour de ce point central de Saï-matsé au Nord à Ta-kou-chan au Sud.

Le 10 juin nous est parvenue une grave nouvelle : l'occupation de Siou-yen par une division venue de Ta-kou-chan. Est-ce le prélude d'une marche en avant générale? C'est ce que nous saurons bientôt. Nous avons toujours cru pour notre part que l'offensive japonaise, si elle devait se produire, serait prononcée de ce côté, avec Haï-tcheng et Kaï-ping pour objectifs. C'est dire que nous attachons beaucoup moins d'intérêt à ce qui

se passe du côté de Saï-matsé. Cette localité, à 70 kilomètres au nord-est de Feng-hoang-cheng, a déjà été le théâtre de plusieurs engagements. On a annoncé pompeusement de Tokyo que les Cosaques avaient été délogés de Saï-matsé : c'est un geste analogue à celui par lequel on chasse un moustique! Cependant de récents télégrammes affirment que des forces respectables d'infanterie japonaise, une brigade au moins, sont au Nord de Saï-matsé. De là à conclure qu'un corps d'armée japonais tout entier est en marche sur Moukden, pour ôter à Kouropatkine tout espoir de retraite, il n'y a qu'un pas... Nous persistons à ne voir de ce côté qu'une flanc-garde analogue à celle qui a opéré dans la même région en 1894. L'état-major japonais ne nous a pas habitués jusqu'à présent à des conceptions téméraires : prudence dans la conception, vigueur dans l'exécution, semblent être ses deux caractéristiques. S'il a résisté, au début de la guerre, à la tentation (qui devait être grande) de faire doubler à sa flotte de transports le cap de Port-Arthur pour jeter entre Kaï-ping et Inkéou de grosses masses qui seraient à l'heure qu'il est à Moukden, économisant ainsi quatre mois de durs labeurs, ce n'est pas pour se lancer maintenant dans des aventures dont les chances de succès ne compensent pas les risques.

* *

A notre avis, les seuls ennemis qui menaceront d'ici longtemps les derrières de l'armée russe sont ces Kounkhouses dont il nous sera permis de dire un mot après avoir parlé des Cosaques, puisque les Japonais essaient de leur faire jouer le rôle de Cosaques au service de leur pays (1).

L'origine de ces bandits (Kounkhousé signifie bandit, en chinois), qui désolent depuis longtemps la Mandchourie, se rattache à la découverte des mines d'or du bassin de la Soungari et de la Chetouga (affluent de l'Amour). Ces régions, exploitées d'abord par le gouvernement chinois, devinrent bientôt le repaire d'une quantité de mineurs fugitifs qui trouvaient plus avantageux de travailler pour leur propre compte que pour celui des mandarins. D'année en année il s'y joignait des outlaws venus de Chine. Des associations ne tardèrent pas à se former, suivant l'invariable coutume chinoise, et l'une d'elles constitua bientôt un véritable petit Etat indépendant, la république de la Chetouga, qui traita de puissance à puissance avec les gouverneurs chinois. Malheureusement pour la république, l'affluence des citoyens devint telle qu'il n'y eut plus de placers à offrir aux nouveaux arrivants. Ceux-ci furent donc réduits à passer de l'état de chercheurs d'or à celui de vulgaires détresseurs de grandes routes. Leur premier soin fut naturellement de constituer une association, et pour en assurer la prospérité, ils punirent de mort immédiate tout vol commis au préjudice d'un associé. Tels furent les premiers Kounkhouses. C'est en vain que le gou-

(1) M. Francis Mury a publié dans le *Correspondant* du 25 mars un intéressant article sur les Kounkhouses.

vernement chinois essaya d'en purger la Mandchourie. Une expédition dirigée contre eux réussit bien à détruire la paisible petite république de la Chetouga, mais fut impuissante contre les Kounkhouses, cavaliers nomades, que leur parfaite connaissance du pays, aussi bien que la terreur qu'ils inspiraient aux populations, rendait insaisissables. Il faut bien dire que, dans le début de leur occupation de la Mandchourie, les Russes ne mirent pas beaucoup d'empressement à les faire disparaître. Il importait que cette contrée ne perdît pas trop tôt sa réputation d'insécurité qui légitimait la présence des troupes russes. Il n'y a pas qu'en Tunisie que les Kroumirs puissent avoir un rôle utile à jouer... Mais à l'usage, les Kounkhouses se sont révélés de terribles Kroumirs, et à l'heure qu'il est, les Russes doivent amèrement regretter de ne pas s'en être débarrassés. L'ouverture des hostilités les a rendus singulièrement entreprenants. Réunis par bandes de 2 à 300 cavaliers, ils n'hésitent pas à attaquer les postes russes isolés, sont une menace constante pour la sécurité de la voie ferrée, et immobilisent de ce fait un effectif respectable de Cosaques. Leur acharnement à détruire les rails, opération moins fructueuse en elle-même que le pillage des localités, prouve jusqu'à l'évidence qu'ils sont guidés ou tout au moins soudoyés par les Japonais.

*
* *

Pour résumer notre impression à la date où nous écrivons ces lignes (15 juin), nous dirons que ce qui fait l'intérêt capital de la période qui va s'ouvrir, c'est qu'elle mettra en relief la valeur respective du commandement russe et du commandement japonais. Les opérations préliminaires auxquelles nous assistons depuis quatre mois (du moins sur terre), étaient incapables de nous fixer à cet égard. En somme, il ne s'est agi jusqu'à présent que de mouvements stratégiques de concentration, et même, du côté russe, de simples transports stratégiques par voie ferrée. Mais ni l'esprit d'initiative des commandants supérieurs, ni l'à-propos et les qualités manœuvrières de leurs subordonnés n'ont pu clairement se manifester. Aujourd'hui seulement les masses adverses sont au contact, l'heure des graves résolutions a sonné. Mais en admettant que nous ne nous abusions pas sur l'effectif des forces en présence, la disproportion n'est pas telle que l'avantage ne doive rester au plus habile. Si donc l'instant n'est peut-être pas encore décisif pour l'issue d'une campagne d'aussi longue haleine, il l'est à coup sûr pour la réputation des grands chefs.

P.-S. — Au moment où nous posons la plume, est arrivée la double nouvelle des combats de Ouafang-ou, et de la destruction de transports japonais par l'escadre de Vladivostok. La gravité de ces deux événements est manifeste.

On connaît maintenant l'issue des quatre san-

glantes journées de Ouafang-ou (13-16 juin) : le général Stakelberg, commandant à 30 ou 40.000 hommes, sur le point d'être enveloppé par des forces supérieures, laissant sur le terrain plusieurs milliers d'hommes, quatorze pièces d'artillerie, un drapeau, se retirant vers le Nord et menacé, d'après les dernières dépêches, de voir sa ligne de retraite coupée.

La tentative de Stakelberg est en vérité déconcertante.

Nous avouons que l'annonce de sa marche vers le Sud, parvenue en Europe dans les premiers jours de juin, nous avait laissés quelque peu incrédules. On pouvait cependant imaginer qu'il ne s'agissait que d'un faible détachement envoyé en soutien des Cosaques qui opéraient déjà depuis quelque temps, et avec succès, dans les environs de Ouafang-ou. La nécessité d'un pareil détachement n'était pas évidente, parce que l'infanterie soutiendra toujours assez mal un corps indépendant de cavalerie vraiment digne de ce nom, dont la mobilité doit être la qualité maîtresse. Néanmoins cette idée pouvait se défendre. Mais nous avouons ne pas comprendre l'opportunité qu'il y avait à expédier à 80 kilomètres au Sud de Kaï-ping une masse qui représente peut-être le quart des effectifs disponibles de Kouropatkine, et qui n'en était pas moins absolument impuissante devant les contingents japonais occupant actuellement le Lia-toung. C'est dans les premiers jours de mai, au lendemain des débarquements de Pi-tsé-ouo, qu'une pareille offensive aurait vraisemblablement donné d'excellents résultats, sans avoir besoin de moyens d'action plus puissants. Ces débarquements étaient pour les Japonais une période particulièrement critique, et il y avait là un instant à saisir. Il ne l'a pas été, et il n'en faut peut-être pas chercher d'autre raison que la faiblesse des effectifs russes répartis alors entre Moukden et la mer. Quoi qu'il en soit, il paraît bien qu'il n'y avait pas à tenter le 15 juin ce qu'on n'avait pu faire le 10 mai, et l'on ne peut guère s'expliquer la tardive décision de Kouropatkine que par des suggestions ou même des ordres venus de Saint-Pétersbourg. Nous aimons mieux croire que les instructions reçues d'Europe étaient impératives : la réputation de fermeté du généralissime n'en souffrirait pas, et l'on serait en droit d'espérer que l'échec de Stakelberg imposera désormais silence aux conseils auliques de l'Empire russe.

Il est heureux pour nos alliés que les brillants succès de l'escadre de Vladivostok soient venus atténuer le fâcheux effet produit par la décevante opération du général Stakelberg. Les trois transports japonais *Izoumi-Maru*, *Hitachi-Maru*, *Sado-Maru*, d'un tonnage global de 15.000 tonnes, mis à mal par les croiseurs cuirassés à grande vitesse *Rossia*, *Rurik*, *Gromoboi*, portaient plusieurs milliers d'hommes, des approvisionnements et du matériel de chemin de fer. La perte matérielle est donc sensible pour les Japonais, mais elle est insignifiante en comparaison de l'anxiété où les plonge manifestement la menace perpétuelle de l'interruption de leurs communications

maritimes. Nous étions donc fondés, au début de cet article, à donner à la question de la maîtrise de la mer le pas sur toutes les autres questions actuellement pendantes.

Les récents désagréments survenus aux Japonais prouvent que cette question n'est qu'imparfaitement résolue. Ils prouvent encore combien il est difficile de bloquer efficacement une escadre commandée par un chef énergique. On sait que depuis longtemps déjà l'amiral Togo avait détaché une force navale importante sous les ordres de l'amiral Kamimoura pour surveiller les trois croiseurs de Vladivostok. On voit aujourd'hui le résultat de cette surveillance, quand elle s'exerce sur les mers où les tempêtes ou les brumes épaisses ne sont pas rares. Ainsi s'explique l'obstination avec laquelle les Japonais ont sacrifié tant d'équipages et de bâtiments pour assurer l'immobilisation de l'escadre de Port-Arthur en obstruant le goulet de ce port : obstination qui ne semble pas, hâtons-nous de le dire, avoir été couronnée de succès (1).

Mais combien ne doit-on pas regretter pour les Russes que leur incorrigible lenteur n'ait pas permis l'arrivée en temps utile à Port-Arthur d'un chef de la valeur de l'amiral Skrydloff ! Le désastre du *Petropavlosk* date du 13 avril, et jusqu'au 10 mai les trains ont pu circuler entre Moukden et Port-Arthur ! Mais la nomination de Skrydloff s'est fait attendre : lui-même a été obligé à de nombreuses allées et venues et à de nombreuses conférences avant de pouvoir prendre la direction de la Sibérie ; tant et si bien que nous avons assisté au fâcheux spectacle d'un amiral dans l'impossibilité de rejoindre les bâtiments dont il venait de recevoir le commandement ! Entre temps, ces bâtiments avaient défense de faire aucune sortie avant l'arrivée de leur nouveau chef !

Rien n'indique du reste que cette défense ait été maintenue. Quoique nous restions sceptiques à l'endroit des réparations du *Cesarevitch*, du *Retvisan* et du *Pallada*, il n'en est pas moins vrai que l'escadre de Port-Arthur, même privée de ces trois unités, est encore une force respectable en présence de la flotte cuirassée japonaise, dont les pertes sont incontestablement sérieuses. La marine russe n'a donc point de raison d'abandonner tout espoir de revanche tant que Port-Arthur tiendra bon. Mais il serait véritablement étrange qu'elle vit ses espérances ruinées par la chute de cette place succombant, non pas sous les coups de l'amiral Togo, mais sous ceux du général Oku ! Et pourtant tous les bons juges ont proclamé la supériorité du Japon sur mer et son infériorité sur terre ! Mais la guerre a parfois de ces vicissitudes qui mettent en défaut les bons juges...

* *

Le bruit a couru en fin de mai que le gouvernement de Washington avait discrètement fait savoir aux deux belligérants qu'il était disposé à leur prêter ses bons offices en vue du rétablis-

ment de la paix. Immédiatement cette rumeur a été démentie par les dépêches de Washington, mais elle a néanmoins causé une certaine émotion aux Japonais et surtout aux Russes. La manière dont on s'est exprimé dans ces deux pays ne laisse d'ailleurs aucun doute sur les chances que rencontreraient des médiateurs de bonne volonté. De part et d'autre, on a déclaré qu'on lutterait jusqu'au bout, qu'on ne voulait aucune aide, et que l'on ne tolérerait aucun empêchement. La presse russe, en particulier, a déclaré que la Conférence de Berlin avait trop longtemps pesé sur la politique de l'Empire pour qu'on fût disposé, à Saint-Pétersbourg, à en accepter la répétition sur un autre terrain. Il est évident que les choses n'en sont pas encore au point où l'intervention de tiers pourrait être désirée ; les ressources de l'un ni de l'autre des belligérants ne sont épuisées ni même sérieusement entamées. L'importance de l'objet pour lequel ils luttent ne permettrait pas d'y renoncer après quelques échecs, et la Russie en particulier ne saurait admettre que l'on vienne arrêter la guerre et consolider l'effet moral des succès des Japonais, ce qui serait la fin de son prestige en Extrême-Orient. A moins que le gouvernement de Saint-Pétersbourg ne soit d'une faiblesse extrême, il est peu vraisemblable que même des défaites plus graves que celles qui ont déjà été subies puissent amener la Russie à faire la paix.

Il faut que les Russes aillent jusqu'au bout, qu'ils emploient les moyens nécessaires pour avoir en Extrême-Orient des forces capables de vaincre celle des Japonais. Ils possèdent sur ces derniers l'avantage de ressources financières qui peuvent leur faire espérer d'avoir le dernier mot, et il est peu vraisemblable qu'alors même une médiation, c'est-à-dire une conférence des puissances, puisse intervenir dans le conflit ; il y aura peut-être de bons offices proposés de part et d'autres, mais il n'est pas à croire que l'ensemble des puissances soit disposé à exercer une pression sur le gouvernement de Saint-Pétersbourg. La France, l'Allemagne et les autres puissances du continent seront amenées, par toute leur politique et par l'esprit même dans lequel elles considèrent cette guerre, à ne pas faire bon accueil à des propositions qui seraient faites pour restreindre la liberté d'action de la Russie. Mais pour l'instant nous n'en sommes pas là ; les victoires russes sont encore sans doute très loin à l'horizon, et nous n'avons qu'à signaler, comme nous venons de le faire, les protestations soulevées au Japon aussi bien qu'en Russie par toute espèce de perspective de médiation.

L'opinion des tiers ne s'est pas modifiée sur le continent : elle est toujours aussi favorable à la Russie, en France et en Allemagne tandis qu'en Angleterre, et, dans une moindre mesure aux Etats-Unis, elle est favorable au Japon. Ce dernier pays sait d'ailleurs très bien employer la phraséologie nécessaire pour impressionner les nations « anglo-saxonnes ». Il continue à se présenter comme le champion du progrès et

(1) La sortie récente du *Novik* en est la preuve.

de la liberté commerciale en Extrême-Orient.

Le marquis Ito écrivait récemment à un Américain de marque une lettre dont nous extrayons la phrase suivante très caractéristique en ce qui concerne l'habile propagande faite par le Japon dans le monde de langue anglaise : « La suprématie de la Russie en Corée signifierait non seulement une menace constante pour l'existence même de notre empire insulaire, mais signifierait aussi la destruction complète de nos intérêts commerciaux et industriels, déjà constitués dans ce pays, sans parler de la perte d'un débouché pour notre peuple en voie d'expansion. La politique constante de la Russie dans cette partie du monde a constamment tendu à monopoliser les ressources naturelles des pays dont elle s'empare, et qu'elle annexe. Sa politique en Mandchourie a été la preuve irréfutable de ce que je dis. Aussi, lorsque nous combattons dans notre propre intérêt, nous combattons en même temps pour le principe de la libre et juste concurrence pour tout le monde dans ce nouveau marché du monde. » Chaque peuple a un certain langage politique rituel et est, à certains moments de son histoire, porté à croire à une certaine phraséologie politique. Les Japonais ont parfaitement su adopter celle qui convient dans les pays de langue anglaise, et à l'abri de cette attitude qu'ils y prennent, ils préparent en Extrême-Orient un régime qui ne sera pas plus favorable aux hommes de langue anglaise qu'à tous les autres Occidentaux.

LES AFFAIRES D'ARMÉNIE

A LA CHAMBRE

Ce n'est pas en vain et sans raison qu'à deux reprises déjà nous avons signalé les mauvaises nouvelles qui nous arrivaient d'Arménie, depuis le début de cette année. Elles viennent d'avoir, en effet, leur écho à la Chambre ; et le 9 juin dernier, portée à la tribune par M. de Pressensé, la question donna lieu à des déclarations officielles du ministre des Affaires étrangères. Un débat analogue s'était produit, quelques jours auparavant, au Parlement anglais, sur l'initiative de M. James Bryce. Et il semble qu'il soit possible de dégager aujourd'hui, pour l'opinion européenne, ce qu'il y avait de fondé et d'exact dans les inquiétudes qui s'étaient manifestées.

M. de Pressensé a fait des événements un récit documenté. Après s'être plaint, à trop juste titre, que l'Europe ait laissé replacer à la tête des districts arméniens, les deux chefs civil et militaire qui avaient présidé aux massacres de 1894 et 1896, il a expliqué comment les mêmes hommes ont recommencé, par les mêmes moyens, l'œuvre de mort et d'extermination entreprise une première fois. Il a montré les populations arméniennes essayant de résister par la force aux exigences iniques, et trouvant la mort dans des

combats inégaux. Et de cette résistance légitime, comme de sa répression sanguinaire, il a ainsi marqué les brefs épisodes :

Le 10 avril, c'est l'attaque brusque d'un village qui s'appelle Guellieh-Guzan par les Kurdes ; le 12 avril, ces Kurdes sont repoussés avec de grosses pertes par les Sassouniotes et les habitants de deux villages voisins ; le 20 avril, le vali arrive sur les lieux et se fait immédiatement livrer les notables, les évêques et les Arméniens d'une condition aisée ; le 23 avril, départ brusque du Sassoun du vali, des évêques et des notables qu'on emmène comme otages et qu'on enferme dans des prisons où la plupart d'entre eux, en butte à des privations et à des tortures sans nom, sont restés depuis lors ; le 25 avril on commence le siège du village de Semal, dans lequel se sont réfugiées les bandes arméniennes, sous le commandement de l'héroïque Antranik ; le 28, c'est l'investissement de Guellieh-Guzan où les Arméniens se sont concentrés en masse, combattants et population civile. Ce Guellieh-Guzan, dont je vous dirai tout à l'heure la tragique histoire, en 1894, les Turcs attaquent ce village avec 12.000 hommes de troupes régulières, 26.000 Kurdes et 15 canons.

Les Sassouniotes ont résisté pendant plus de huit jours avec un courage admirable sous les ordres d'Antranik, de Vahan et de Kevork.

Après l'assaut commencé le 5 mai, la population valide, considérant qu'elle ne peut plus prolonger utilement sa résistance, se retire en masse sur une montagne voisine, l'Autokh-dagh, qui était encore couverte de neige. Elle emmène avec elle toute la portion de la population féminine suffisamment mobile et qui pouvait s'exposer aux fatigues et aux dangers de la route. Malheureusement, elle dut laisser derrière elle une portion, un trop grand nombre des femmes, des vieillards et des enfants, et c'est alors que, dans ce village prédestiné, se sont produits une fois de plus les odieux attentats qui, en 1894, avaient déjà soulevé la conscience du monde civilisé : toute cette population a été assassinée jusqu'au dernier enfant sous les yeux, par les ordres de Zekki-pacha.

Dans ces faits M. de Pressensé voit l'exacte reproduction des événements de 1894 : Comme il s'agit des mêmes localités, des mêmes victimes et des mêmes bourreaux, n'y a-t-il pas lieu de craindre que la même impuissance de l'action européenne se reproduise aussi ? Et établissant un parallèle entre l'histoire d'hier, encore toute présente à nos esprits, et les événements d'aujourd'hui, il réclame une intervention plus énergique que les représentations diplomatiques, ou l'envoi sur place des consuls. Que fait à cette heure, a demandé M. de Pressensé, l'escadre française dans les eaux ottomanes, si sa présence ne doit pas servir à imposer le respect du traité de Berlin dans ses clauses les plus essentielles, c'est-à-dire pour la sauvegarde des nationalités opprimées ?

M. le ministre des Affaires étrangères, en répondant, n'a pas nié la gravité des derniers événements. Et s'il a mis en doute que son collègue puisse se porter garant de l'absolue véracité de son récit, dans ses détails, et de l'exactitude parfaite de ses appréciations, il a donné lecture à la Chambre d'un rapport de notre ambassadeur, qui prouve surabondamment que les craintes, sinon les faits eux-mêmes, n'étaient pas exagérées. Ce

document, daté du 31 mai, est à citer tout entier, comme la pièce capitale du débat :

Des renseignements communiqués à l'ambassade soit par notre consul à Van, soit par le gérant du vice-consulat d'Erzeroum, soit par le... — le ministre demande à faire le nom, car il s'agit d'un étranger qu'il ne veut pas désigner aux colères — il résulte, d'ailleurs qu'aucune analogie ne saurait être établie entre les événements actuels et ceux de 1894. Le mal n'affecte plus, cette fois, un caractère général et paraît avoir été déterminé par des incidents locaux. Il est certain qu'il y a eu entre la troupe et les Arméniens des combats fréquents, et que la répression a été très dure; un certain nombre de villages a été incendié, notamment ceux de Chénik, Sémal et Alian, dont les troupes se sont emparé après plusieurs combats; tous trois ont été brûlés et réduits en cendres. De même pour le village de Guellieh-Guzan qui était rempli de réfugiés des deux sexes; il a été pris après une résistance désespérée et entièrement détruit. C'est sa reddition qui a mis fin à la résistance armée des Arméniens du Sassoun.

... Toutefois, les renseignements qui sont jusqu'à ce jour parvenus à Constantinople sur les événements revêtent un caractère d'incertitude tel qu'il n'est pas possible encore d'évaluer même approximativement le nombre de villages détruits. Tandis que le grand vizir, qui pourtant aurait intérêt à ne pas grossir les faits, reconnaît que vingt-cinq villages ont été incendiés, dont douze peuplés exclusivement d'Arméniens, Grégoriens et treize à population mixte, le... — le ministre passe toujours le nom — ... ne parle que de quinze villages détruits. Il est vrai qu'il craint le même sort pour d'autres villages du district de Khian dans lequel opéraient les troupes de Saleh-pacha.

Dans les journées des 6 et 7 mai, six cents fugitifs (femmes, enfants et vieillards) provenant des villages détruits dans le Sassoun, sont arrivés à Mouch escortés par des soldats. La ville est pleine de ces réfugiés, qui vont partout demandant l'aumône, et l'on y annonce l'arrivée prochaine de nouveaux convois d'Arméniens du Sassoun, que la troupe, redevenue maîtresse de la montagne, refoulerait vers Mouch.

Le nombre des victimes de ces événements ne peut pas non plus être évalué. On a parlé de plusieurs milliers. Je crois que c'est là une exagération. Le ... ne fait aucune évaluation et constate seulement que parmi les Arméniens réfugiés à Mouch on ne voit que des vieillards, des enfants ou des femmes. Il se demande dès lors ce que sont devenus les hommes jeunes et valides capables de prendre les armes. Rien ne prouve qu'ils aient tous été tués; ils peuvent avoir fui par les sentiers de la montagne et tenter de gagner la frontière; déjà on signale le retour de quelques-uns d'entre eux dans les cazas qu'ils avaient abandonnés.

Le mal est grand, on ne saurait le contester, mais il ne faut pas l'exagérer, ni assimiler les événements actuels à ceux de 1894 (*Interruptions à l'extrême gauche*); il n'est pas douteux que la répression a eu pour conséquence la mort d'un très grand nombre de révoltés et aussi de paysans paisibles qui habitaient les mêmes villages que les Fédais.

Quant à la venue des Kurdes, on ne peut encore s'expliquer clairement à quelles circonstances locales a été due la facilité qui leur a été donnée assez souvent de précéder les troupes, quelquefois de les suivre, car je sais, et d'autres de mes collègues savent que le grand vizir a adressé, quant à lui, au gouverneur du vilayet, les instructions les plus précises et les plus fermes pour que l'action se limite à l'intervention de la troupe régulière seule, à l'exclusion de tout autre élément.

Conformément à vos instructions, j'ai donné l'ordre à notre consul de Van de rester à Mouch avec ses collègues

de Russie et d'Angleterre jusqu'au jour où le calme sera complètement rétabli dans le Sassoun.

Il ne paraît pas qu'il doive y avoir une nouvelle action militaire. Les troupes ont en grande partie quitté le pays, et la présence des consuls commence à rendre aux habitants quelque confiance. Il est d'ailleurs utile que nos agents complètent sur place leur enquête sur les faits passés pour qu'ensuite nous puissions intervenir auprès du gouvernement ottoman en toute connaissance de cause.

Ce récit de l'ambassadeur de France est conforme, d'autre part, à ceux qu'ont adressés à leurs gouvernements respectifs les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie. Il n'est point, du reste, besoin de cette confirmation pour en admettre l'exactitude, mais il importe peu d'opposer ce document officiel aux renseignements apportés à la tribune par M. de Pressensé, et de rechercher ce qui domine ou de la nécessaire atténuation diplomatique du premier, ou du pessimisme exagéré des seconds. Si les événements qui se sont produits ne présentent assurément ni la gravité ni l'étendue de ceux de 1894, ils sont encore assez sérieux par eux-mêmes, et surtout assez menaçants, pour tenir en éveil la vigilance active des gouvernements. Comme l'a dit l'honorable M. Delcassé, après sa lecture : « Même réduits dans de fortes proportions, il n'en est pas moins lamentable que de pareils faits puissent se produire. » De leurs causes et de leur dénoûment, tels que le ministre lui-même les a exposés, il se dégage, pour l'efficacité de l'action européenne, une importante leçon.

Il serait injuste de dire, en effet, que les Puissances en général et la France en particulier se sont totalement désintéressées du sort des Arméniens. Le nombre de nos consuls dans ce malheureux pays a été augmenté, en même temps que celui des consuls d'Angleterre et de Russie, alors qu'aucun intérêt économique direct et essentiel ne nécessite cette mesure. C'est ainsi qu'un vice-consulat a été créé à Van en 1903, et un autre poste à Kharpont au mois de janvier dernier. La présence de ces agents est un commencement de sauvegarde pour les populations arméniennes, car elle permet de prévoir, et par là même de prévenir dans une certaine mesure, les attentats concertés. Dans le même but, une mission française avait parcouru ces provinces, il y a deux ans, et on a été une année à en reconnaître les bons effets. Enfin, lors des derniers événements, nos agents consulaires ont été envoyés au centre des localités atteintes, et notre ambassadeur à Constantinople a reçu l'ordre de représenter à la Porte que, loin de continuer l'action militaire, il était urgent d'en secourir les trop nombreuses victimes. On peut espérer, dans ces conditions, que cette période troublée touche à sa fin.

Mais comment s'est-elle produite, et dans ses origines ne trouve-t-on pas la menace perpétuelle de son retour? C'est ici qu'il faut à tout prix insister, car les massacres périodiques, quelle que soit leur étendue, ne sont qu'une manifestation de la situation intolérable de cette contrée.

La vérité de cette peinture de M. de Pressensé est déjà singulièrement suggestive :

Le Sassoun, vous vous en souvenez tous depuis les événements de 1894, est ce district montagneux qui se trouve dans le Taurus arménien près du lac de Van, entre Mouch au Nord, Diarbékir au Sud et Van à l'Est. Il est habité par un mélange de populations arméniennes et kurdes.

Les Arméniens s'y trouvent depuis de longues années, on peut dire depuis des siècles, dans une situation tout à fait tragique. Ils sont comme entre les deux pierres d'une meule : d'une part l'oppression des autorités ottomanes, d'autre part l'anarchie féodale des chefs kurdes. Pendant quelque temps, les aghas ou chefs des tribus nomades ou sédentaires kurdes se sont contentés d'être des suzerains qui exigeaient de leurs vasseaux des prestations et des dîmes abusives et excessives, mais qui, du moins, étendaient sur eux l'espèce de protection dédaigneuse que le propriétaire d'un troupeau de moutons étend sur ses bêtes. Grâce à ce qu'on appelle les progrès de la civilisation en Orient, ils ont cessé d'être suzerains et ils sont devenus des brigands purs et simples ; à l'heure actuelle, ils exigent des Arméniens, chaque année, le paiement d'impôts de plus en plus lourds, en même temps que le fisc ottoman ne perd pas ses droits.

Sur cette population pauvre, agricole, celui-ci ne prélève pas moins de treize impôts réguliers, sans compter les impôts irréguliers. Je me contenterai de citer ici la contribution foncière de 5 p. 100, la dîme de un septième ou un cinquième que l'on ne paye pas en nature, mais d'avance et en argent, l'impôt sur les moutons, qui sont la richesse principale des Arméniens ; puis enfin la taxe militaire qui n'est pas moins de 12 fr. 50 par tête d'Arménien majeur.

Ainsi écrasés entre les violences des Kurdes et les exactions des fonctionnaires ottomans, les Arméniens sont tout naturellement amenés à chercher dans la révolte un moyen de délivrance. En remettant à la tête de leurs districts le maréchal Zekki-pacha et Férid-bey, qui avaient présidé aux excès de 1894 et 1896, la Porte n'a fait qu'exaspérer ce sentiment, et, rendant l'oppression plus lourde, que donner plus d'influence au parti révolutionnaire arménien, celui des *Fèdaïs*. Ces *Fèdaïs* poursuivis par les troupes turques s'étaient réfugiés dans le Sassoun. Ils « sont un peu aux Arméniens ce qu'étaient l'année dernière les révolutionnaires bulgares aux paysans de Macédoine : des frères, sans doute, mais à la main rude, au geste impérieux, qui dictent des lois, ordonnent des levées d'hommes, font des réquisitions en vivres et en argent et ne souffrent pas de résistance. De sorte que les Arméniens paisibles se trouvent à la fois subir et les Turcs qui les oppriment et les *Fèdaïs* qui veulent les délivrer (1) ». Toujours est-il que les troupes turques reçurent l'ordre de cerner ces *Fèdaïs* dans le Sassoun et de les y rejoindre ; et que la répression qui s'en suivit fut non seulement accompagnée des violences que l'on sait, mais confondit, dans la destruction des villages, la population paisible et les réfugiés armés. C'est toute l'histoire des troubles dont nous avons plus haut le récit détaillé.

Il en résulte assurément que la Porte avait pour

(1) Discours de M. Delcassé.

intervenir la raison d'un mouvement révolutionnaire, la nécessité de l'ordre à rétablir. Mais quelle était donc la cause de ce mouvement, sinon la situation intolérable que nous avons indiquée ; et les Arméniens n'y trouvaient-ils pas une excuse plus forte au mouvement des *Fèdaïs*, que l'excuse du gouvernement à la répression ? C'est ainsi que M. Delcassé a pu résumer ce déplorable état de choses dans cette formule qui rend la physiologie des événements du mois d'avril.

« Si l'on ne peut refuser à la Porte le droit de réprimer l'insurrection, on peut très justement lui reprocher de maintenir, en dépit de ses engagements formels, une administration telle que l'insurrection semble le seul refuge à des populations exaspérées. »

Or telle est bien la vérité qu'il faut mettre en relief. L'Europe n'aura pas grande autorité pour blâmer la répression d'une révolte, si exagérée qu'elle soit, ni grande influence pour en empêcher le retour, quelque soin qu'elle en prenne, si elle ne se préoccupe pas avant tout d'enlever aux révoltes leurs causes légitimes en tenant la main aux réformes promises et toujours ajournées. C'est là que doit porter l'effort, non celui d'un instant, ni des circonstances ou des massacres, mais l'effort permanent, dégagé des circonstances, efficace pour prévenir les massacres plutôt que tardif pour les arrêter. A cet égard, le maintien de Zekki-pacha et de Férid-bey est un défi aux Puissances, et leur révocation s'impose. Quant à la présence des consuls, elle est une mesure insuffisante, si leur rôle n'est que d'enregistrer les événements et d'avertir des menaces. Seules les réformes accomplies sous leurs yeux, et par leur intervention, constitueraient le progrès nécessaire, et l'amélioration urgente. Que si les accès de fanatisme musulman sont parfois la conséquence d'une explosion de nationalisme arménien, il appartient d'abord à la Porte par l'accomplissement de ses promesses, et aux gouvernements signataires du traité de Berlin par l'usage effectif de leur mandat, de détruire les raisons profondes ces explosions, et de leur enlever ce caractère qu'elles ont encore aujourd'hui : celui d'une délivrance et presque d'un devoir.

Là est la leçon véritable des événements récents, remis au point. Il serait oiseux dès lors de discuter sur le nombre des villages détruits et sur la statistique des morts. Derrière ces accidents tragiques, c'est le mal permanent qu'ils révèlent qu'il faut voir et atteindre. Et il vaut mieux reconnaître que les responsabilités dans les violences ont été partagées de chaque côté pour s'attacher seulement à la responsabilité première, unique celle-là, parce qu'elle réside dans le régime imposé par le dominateur à la nationalité assujettie. Sur un pareil terrain, l'action de l'Europe devrait être unanime, car le doute n'est pas permis, et délibérément ferme, car le *statu quo* n'est plus possible. Notre ministre des Affaires étrangères n'a pas caché que la France comprend ce devoir commun à tous, et ne demande qu'à s'y associer. Les mêmes dispositions semblent dominer en Angle-

terre et en Russie. Espérons que, dans la sincérité des volontés, l'accord, indispensable en fait, s'établira d'une façon effective. Si, d'ailleurs malgré les déconvenues du passé, les Arméniens en doivent profiter un jour, le bénéfice ne sera pas moindre pour l'Empire ottoman lui-même. Dans la pacification durable de l'Arménie comme de la Macédoine, ce malade trouverait un regain de santé, et cette double condition de puissance et de sécurité des Etats que nous désirons pour lui : le respect au dehors et l'ordre au dedans.

J. I. T.

Lettres de Corée

Nous avons reçu de notre correspondant les notes suivantes, et depuis rien ne nous est arrivé de Séoul, sans doute en raison de l'interruption des services postaux et aussi du « cabinet noir » qui doit activement fonctionner aujourd'hui en Corée.

Séoul, 26 mars-11 avril 1904.

Nous continuons à être livrés à toutes les fantaisies des informations japonaises. Les rares journaux que nous recevons de Changhaï ne nous donnent d'ailleurs guère plus de détails de l'autre côté. Nous attendons toujours avec une impatience fébrile les courriers d'Europe qui nous apporteront peut-être des détails plus exacts. Voici deux longs mois que nous sommes sans nouvelles d'Europe, et le premier courrier parti par voie de Suez ne pourra guère nous parvenir avant Pâques.

Séoul est très calme, entièrement débarrassée des allées et venues des troupes qui l'encombraient il y a quelques semaines. La débâcle des glaces dans le Nord a eu pour résultat de permettre l'accès du port de Chinnampo, à l'embouchure du Tai-tong-kang, le grand fleuve qui arrose Pyeng-yang. Or Pyeng-yang est le point actuel de concentration de toutes les troupes japonaises destinées aux opérations futures. Il y a en ce moment environ 35.000 hommes de troupes et un matériel énorme répartis dans la région située entre Andjou à 180 kilomètres environ du Yalou et Pyeng-yang (250 kilomètres du Yalou). C'est à Chinnampo que continuent à débarquer maintenant les contingents expédiés du Japon.

L'autorité militaire japonaise détenant les lignes télégraphiques qui desservent cette région et aboutissent à Séoul, on ne peut obtenir que de très rares renseignements, tous plus ou moins sujets à caution. Les Japonais, je l'ai déjà dit, montrent une excessive répugnance à laisser surprendre les détails de leurs opérations. Une quinzaine de correspondants de journaux anglais et américains, qui, sans attendre un sauf-conduit qu'ils ne parvenaient pas à obtenir, étaient montés de Séoul dans le Nord, ont été formellement

invités par l'état-major japonais à reprendre la route de Séoul, où ils viennent de rentrer, après un double voyage éreintant, par des routes abominables et une température atroce, furieux et déconfits, n'ayant rien pu voir ou savoir. Les différents attachés militaires eux-mêmes rencontrent tous les obstacles possibles à l'accomplissement de leur mission et se morfondent à Séoul dans une expectative exaspérante.

On prétend ici et non sans quelque raison que le mutisme et l'attitude quasi hostile des Japonais dans le Nord à l'égard des étrangers cache quelque chose. Il est certain, on le verra plus loin, que les Russes battent déjà le pays et ne paraissent pas s'y comporter comme des troupes en fuite. Il est probable, car là nous nous heurtons à l'inflexible censure, que des engagements, de peu d'importance à la vérité, ont déjà eu lieu sur divers points. Enfin, malgré plusieurs tentatives, les Japonais n'ont pu encore arriver à reconnaître le pays jusqu'au Yalou, la rive gauche de ce fleuve paraissant, au dire de plusieurs Coréens venant de la région, être occupée et fortifiée depuis Yon-ampho jusqu'à Ouidjou par les Russes.

La présence des Russes dans le Nord nous a été certifiée par plusieurs personnes de la mine américaine de Oun-san, point situé à 100 kilomètres environ du Yalou, et qui a été récemment évacuée par son nombreux personnel, à raison de l'aire dangereuse dans laquelle se trouve l'exploitation. Seuls quelques gardiens sont restés à leur poste. La caravane composée d'une quarantaine de personnes, dont neuf femmes et plusieurs enfants, a rencontré les éclaireurs cosaques à quelque distance de la mine. Très obligeamment et avec la galanterie exquise qui caractérise les officiers russes, le commandant d'un fort détachement de cavalerie donna une escorte aux réfugiés. Ceux-ci, contrairement aux racontars des journaux japonais, ne tarissent pas en éloges sur les procédés empressés et courtois des troupes russes. Ils font également ressortir leur admiration pour la belle tenue de cette incomparable cavalerie où l'homme et la bête ne paraissent faire qu'un seul corps. Les Cosaques et leurs officiers traitent très doucement et très humainement la population coréenne. Tout ce qui est acheté est régulièrement et largement payé en belle monnaie d'or. Ce témoignage venant de citoyens américains, dont la sympathie pour les Japonais n'est guère dissimulée, est précieux à retenir et à divulguer pour faire contrepoids aux histoires apocryphes d'atrocités commises par les Russes dans les régions où ils s'installent.

Celui qui nous a fourni ces détails nous a affirmé que le corps de cavalerie russe qui sillonne la région du Yalou jusqu'aux environs d'Andjou dépasse actuellement 6.000 hommes. Ce ne sont évidemment que des éclaireurs. A mi-chemin de la mine et dans les environs d'Andjou, le détachement d'escorte se sépara des réfugiés et remonta vers le Nord. Le convoi atteignit bientôt les avant-postes japonais qui fournirent également quelques cavaliers d'escorte et la comparaison entre la superbe allure des Russes

et celle beaucoup moins brillante de la cavalerie japonaise n'est pas en faveur de cette dernière. Tout le monde atteignit sain et sauf d'abord Pyeng-yang, puis Chinnampo, d'où un transport américain les amena à Chemoulpo.

On a vu également des éclaireurs cosaques dans la direction du Nord-Est près de Kyeng-syeng et de Syeng-tjin, soit à près de 200 kilomètres de la frontière sibérienne du côté de Vladivostok. Mais on doute fort que les Russes puissent songer sérieusement à pénétrer dans le pays par cette route, qui longe le littoral Nord-Est, dans une région extrêmement accidentée et montagneuse. De ce côté d'ailleurs, les Japonais ne paraissent pas redouter de surprise; il n'y a à Wonsan (Gensan), port principal de la côte Est, qu'une garnison d'environ 600 hommes et quelques avant-postes d'éclaireurs à Ham-heung et au-dessus (60 kilomètres nord de Gensan). Ces renseignements nous ont été fournis par un témoin digne de foi, vieux résident de Wonsan, qui s'étonne même du peu de cas que semblent faire les Japonais de ce point stratégique. Wonsan n'est qu'à vingt-quatre heures de mer de Vladivostok et on peut supposer que les Russes tenteront peut-être de débarquer des troupes dans cette localité, reliée à Seoul par une assez bonne route, si toutefois la voie de mer leur est laissée libre.

On rapporte de Ouidjou que les Russes ont désarmé les 500 hommes de troupes coréennes qui tenaient garnison dans ces parages. Ces hommes ont été simplement invités à évacuer le pays et non pas faits prisonniers de guerre, ce qui prouve que le gouvernement russe considère comme nul et non avenu l'arrangement coréo-japonais, dit « Traité d'alliance » par lequel le gouvernement coréen s'est engagé, bien malgré lui, dit-on, à prêter main-forte au Japon pour la défense du territoire. Les Japonais n'ont d'ailleurs pas de chance avec les soldats coréens qui ne paraissent pas soucieux de risquer leur peau. Les deux bataillons d'infanterie coréenne en garnison à Pyeng-yang ayant reçu l'ordre de coopérer aux opérations, sous la direction de l'Etat-Major japonais, les désertions se sont faites immédiatement nombreuses et près de 500 hommes sur un effectif de 1.200 sont partis en catimini, avec armes et bagages. A Séoul même, dans les régiments constituant la garde impériale, on constate chaque jour la disparition d'hommes. Tous ces réfractaires vont grossir en province le nombre des pillards et voleurs de grand chemin qui, notamment dans les riches provinces du Sud, mettent à contribution et en coupe réglée les paisibles populations agricoles de la contrée. Dans les régions occupées par les troupes japonaises et russes, la misère est grande. Des villages entiers sont évacués. Les mandarins de district donnent les premiers l'exemple et abandonnent leurs postes avec entrain. Jamais Séoul n'a compté tant de fonctionnaires en vacances. La *Gazette officielle* est pleine de révocations, de blâmes, de punitions diverses et platoniques pour abandon de postes et de nominations des remplaçants à ces

postes. Ceux-ci ne se pressent pas toutefois d'aller se fourrer dans la gueule du loup.

Séoul vient d'avoir la visite du marquis Ito, envoyé avec une suite imposante d'importants personnages, par Sa Majesté le Mikado, pour remercier son bon frère l'Empereur de Corée de « l'empressement » que ce dernier a mis à ratifier le traité spécial d'amitié et d'alliance conclu récemment entre les deux gouvernements. Les entretiens de l'envoyé japonais avec le souverain sont restés très secrets et très confidentiels; ils se sont passés en strict tête-à-tête, les eunuques eux-mêmes, personnages qui forment comme l'ombre du monarque, ayant été laissés à la porte. On dit, malgré tout, qu'il n'est rien sorti de bien saillant de ces conférences; que l'Empereur conserve, en dépit de tout, le souvenir du passé et une grosse inquiétude pour l'avenir. Il y a eu grandes fêtes et belles réceptions en l'honneur du marquis Ito, la courtoisie faite homme, mais la diplomatie faite homme aussi, car les reporters présents à Séoul n'ont pu tirer aucun renseignement précis du vieil et célèbre homme d'Etat, sur les résultats de sa mission.

Les Anglais au Thibet

A en juger par les dépêches que publie la presse anglaise, on pourrait croire à première vue que la situation ne s'est guère modifiée, au Thibet au cours des quatre dernières semaines; la garnison anglaise établie à proximité de Gyang-tsé conserve toujours l'attitude un peu particulière d'assiégeants qui sont en même temps assiégés; les communications entre l'officier qui la commande et l'Inde n'ont été interrompues que durant quelques jours, et les renforts en hommes et en approvisionnements qui lui sont expédiés sont jusqu'à présent, parvenus à destination. Il y a cependant bien des choses de changées au Thibet — nous parlons au point de vue anglais — et on s'en convainc bien vite lorsqu'on examine la situation actuelle de plus près.

Tout d'abord au point de vue « forme », si l'on peut dire. Il ne s'agit plus d'une mission diplomatique protégée par une escorte. Celle-ci s'est transformée en corps expéditionnaire et l'état de guerre existe maintenant entre l'Angleterre et le Thibet. C'est ce que déclara solennellement le comte de Hardwicke à la Chambre des Lords, au nom du gouvernement. Une dernière tentative faite le 2 juin par le colonel Younghusband pour engager des négociations ayant échoué et la lettre qu'il avait adressée aux Thibétains ayant été purement et simplement renvoyée, ces derniers ont été saisis d'un ultimatum en bonne et due forme et prévenus qu'à l'expiration du délai fixé par ce document pour la reprise des pourparlers, le corps expéditionnaire marcherait sur Lhassa.

Au point de vue militaire la situation loin de

s'améliorer ne fait qu'empirer, et l'on constate dès maintenant les effets de la propagande contre les envahisseurs que les lamas ont entreprise dans toutes les vallées du Thibet. Suivant les informations que le correspondant spécial du *Times* qualifie lui-même de dignes de foi, la hiérarchie de Lhassa n'aurait pas réuni, dans les parages où opère la mission, moins de 20.000 hommes. En même temps ces soldats, pour la plupart improvisés, commencent à s'aguerrir par la pratique de la guerre. Leur tir est plus assuré, leur discipline semble meilleure enfin leur armement est modifié et ils paraissent bien pourvus de munitions.

Le brigadier général Macdonald doit s'attendre à une très sérieuse résistance sur le chemin de Lhassa.

Les tentatives, dont plusieurs ont été couronnées de succès, que viennent de faire à diverses reprises les Anglais campés près de Gyang-tsé pour se donner de l'air, ont mis en évidence les progrès marqués des Thibétains; attaqués dans un village où ils s'étaient retranchés, ils n'ont cédé que pied à pied, après une lutte corps à corps des plus serrées. Ils étaient environ 400 dans le village de Niani, à 6 milles environ du camp anglais. Il fallut enlever presque chaque maison séparément. Des blessés, qui ne pouvaient plus charger leurs fusils, s'armaient de pierres pour cribler les assaillants; un Thibétain blessé à la tête et qui s'était accroché à un Sikh des mains et des dents, ne lâcha prise que percé de coups de baïonnettes. Nous citons ces exemples pour montrer comment ces adversaires, que l'on considérait comme négligeables, sont devenus des ennemis sérieux à qui il ne manquerait qu'un peu de direction pour être de très redoutables soldats. En même temps ils paraissent avoir compris l'importance du rôle que peuvent jouer dans la défense de leur pays les travaux de fortification, les murailles, les retranchements et de ce fait la tâche qui va incomber au général Macdonald risque de se trouver singulièrement compliquée.

Cependant en Angleterre l'opposition multipliant ses attaques contre le cabinet conservateur utilise très habilement pour ses polémiques l'aventure thibétaine. Et de fait les motifs de critique ne font pas défaut. Un homme qui s'est placé au premier rang des publicistes d'outre-Manche, tant par son caractère que par ses écrits, M. James Bryce, les résumait très justement devant ses électeurs dans une réunion tenue à Aberdeen le 23 mai: « Les Thibétains ne demandaient qu'une chose: qu'on les laisse tranquilles. Ils ne se livraient pas comme les Afghans à de farouches *razzias*. Ils estimaient à sa juste valeur leur splendide isolement; ils voulaient, tout comme M. Chamberlain, exclure les marchandises étrangères, et tout comme le gouvernement, repousser les émigrants, à l'exception des Chinois. Nous avons eu avec eux quelques incidents de frontière sans grande importance; ils s'étaient montré grossiers, peu courtois, refusant d'envoyer ou de recevoir des négociateurs.

Leur conduite avait fourni des raisons avec lesquelles ceux qui voulaient une querelle pouvaient en amener une. Mais leur faiblesse même et leur ignorance rendaient possible pour une grande puissance de traiter leur manque d'égards avec indifférence et d'examiner s'il convenait d'avoir avec des adversaires aussi insignifiants une querelle dans laquelle il y avait beaucoup à perdre et rien à gagner. Les Thibétains, dit-on, avaient entretenu des relations avec la Russie, mais le gouvernement a déclaré qu'il acceptait sur ce point les assurances de la Russie, ainsi le prétexte n'a plus de base... La mission est devenue une guerre... Les ministres continuent à nous dire qu'ils n'ont pas l'intention d'entretenir un résident à Lhassa, qu'ils ne désirent pas un protectorat, qu'ils ne veulent pas annexer le pays. Mais toutes leurs prévisions ont été démenties par les événements, et nous ne pouvons pas oublier qu'au début de la guerre du Transvaal, le premier ministre d'alors déclara que le gouvernement ne courait après aucun territoire, après aucune mine d'or, et que nous entendimes un autre ministre déclarer qu'il ne pouvait pas concevoir de plus grand malheur pour l'Angleterre que d'avoir à annexer le Transvaal et l'Orange. »

M. Balfour ayant déclaré dernièrement que l'annexion du Thibet par l'Angleterre serait un grand malheur, il serait piquant de la voir obligée de s'y résigner. Cependant, à en juger par les discours de ses ministres, il n'y aurait rien de changé aux intentions du gouvernement qui, en allant à Lhassa, ne modifierait rien à ses premiers projets. L'avenir nous dira si ce désintéressement tiendra contre une campagne qui peut être sérieuse et contre cette crainte de l'influence russe qui perce dans tous les actes du Cabinet que dirige M. Balfour.

C. M.

LA

CONSTITUTION POLITIQUE DU THIBET

Le pays thibétain — et je ne parle que de la région habitée — s'étend au nord de l'Himalaya depuis le Baltistan inclus, auprès du Pamir, jusqu'à Si-ning et Ta-tzien-lou, près des capitales des provinces chinoises du Kan-sou et du Seutchouen. Sa longueur, est d'environ 2.600 kilomètres et sa largeur, qui va s'accroissant de l'Ouest à l'Est, finit par atteindre 1.200 kilomètres sous la longitude du Koukou-nor. Cet immense espace, couvert de montagnes très élevées, est très peu peuplé et la race thibétaine tout entière ne compte pas plus de 3 millions d'individus.

Le pays thibétain ainsi entendu se divise politiquement en trois parties. Le Battistan, le Ladag, le Spiti, le Sikkim et le Bhoutan sont entre les mains des Anglais. Le reste, placé sous la domi-

nation chinoise, comprend à l'ouest le royaume de Lhassa, à l'Est un grand nombre de principautés et de tribus indépendantes les unes des autres et de Lhassa, rattachées à la Chine par un lien plus ou moins lâche. Ce Thibet oriental, qui embrasse les sources et le cours supérieur du fleuve Jaune, du fleuve Bleu et du Mékong, est un pays presque anarchique, peuplé de gens turbulents, batailleurs et pillards. C'est dans cette région que les voyageurs européens ont été attaqués, tués ou pillés : Prjévalsky, Dutreuil de Rhins, Roborovsky, Rijnhart, Holderer et Fütterer, Kozlof. Seul M. Rockhill l'a traversée indemne, non sans danger. Si M. Bower, M. Bonvalot et Henri d'Orléans n'y ont éprouvé aucun accident, c'est qu'ils ont passé par le pays des Hor-tsi qui appartiennent à la secte des Pon-bo, hostiles au bouddhisme, favorables aux Européens.

Je ne parlerai pas davantage du Thibet oriental qui est hors de question pour le moment. J'insisterai seulement sur le royaume de Lhassa. Ce royaume est limité au nord par les vastes solitudes montagneuses à peu près impraticables qui le séparent du Turkestan, à l'Ouest et au Sud par les pays anglais, à l'Est, *grosso modo*, par les montagnes qui bornent à l'Ouest le bassin du Mékong. Tous les fleuves qui l'arrosent et y prennent leurs sources, Indus, Brahmapoutra, Salouen, vont se jeter à la mer en pays britannique.

On sait que le royaume de Lhassa est ce qu'on appelait autrefois une théocratie, c'est-à-dire un gouvernement clérical dans le sens propre du terme, ou, si l'on préfère l'expression, un gouvernement ecclésiastique. La prédominance du clergé et de l'un de ses chefs, le Talé-lama, est absolue depuis 1751. A cette époque la royauté laïque a été abolie et avec elle l'aristocratie laïque a été profondément affaiblie et réduite à un rôle subalterne. La force et la prépondérance du clergé s'aperçoivent immédiatement dès qu'on entre dans le Thibet. Les moines — le clergé séculier n'existe pas — sont partout révéérés, craints et obéis. Leur puissance tient à diverses causes, à la hiérarchie et à la discipline très fortes auxquelles ils sont soumis, à leur nombre extraordinaire qui atteint 316.000, soit un sur cinq habitants, à leur richesse territoriale et mobilière qui est énorme, au quasi-monopole qu'ils possèdent du commerce et de la banque, à l'esprit extrêmement superstitieux des Thibétains qui sont élevés dans la terreur des lamas, maîtres des formules qui agissent sur les dieux et les démons.

Ce clergé ne forme pas un corps compact. Il est divisé en une vingtaine d'ordres religieux qui, de même que les ordres religieux catholiques, diffèrent entre eux par la discipline et la règle et non par le dogme. Mais ils ne sont pas soumis à une autorité religieuse commune. Ils sont indépendants les uns des autres et leur rivalité est souvent fort vive.

Il en est trois de particulièrement importants : celui des Nying-ma-pa, qui est l'ordre primitif

fondé au VIII^e siècle de notre ère, celui des Saskya-pa fondé au XI^e siècle et celui des Gélong-pa qui date de la fin du XIX^e siècle et dont le principal chef est le Talé-lama. Ce Talé-lama n'est pas du tout comparable au pape des catholiques. Il n'est pas l'unique vicaire de Dieu sur la terre, seul maître du dogme et de la discipline ecclésiastique. Il n'est pas le souverain Pontife d'une église, mais seulement le général d'un ordre religieux qui n'a point d'autorité sur les autres ordres. A la vérité, il est plus que le vicaire de Dieu puisqu'il est incarnation divine; il est l'hypostase terrestre d'un bouddha céleste ou boddhisatva nommé Avalokitesvara ou Tchang-ré-zig, qui est lui-même une manifestation, un reflet d'un bouddha métaphysique supérieur appelé Amithaba, lequel à son tour est une émanation du bouddha suprême, du Dieu-Néant Adi Bouddha ou Sang-gyé. Mais comme il a des concurrents en sa qualité de général d'ordre, il en a en sa qualité d'incarnation de Bouddha. On ne compte pas moins de cent soixante de ces images humaines de la divinité, toutes égales entre elles théoriquement, puisque toutes représentent un seul et même Dieu. Le principal rival du Talé-lama au Thibet est le grand lama de Tachilhounpo, le Pantchen rinpotché, qui appartient au même ordre que le Talé-lama ou Gyamtso rinpotché, et qui est indépendant de celui-ci au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue religieux. C'est lui qui gouverne et administre le district dans lequel il se trouve; la différence est seulement que le royaume du Talé-lama est plus vaste et plus peuplé. Une autre incarnation très importante est celle des Saskya-pa et le district où elle réside échappe absolument, en droit et en fait, au pouvoir du Talé-lama.

Ce qui fait la supériorité de celui-ci sur les autres chefs d'ordres et sur les autres incarnations de Bouddha, c'est une raison purement politique, c'est que le gouvernement chinois lui a remis la souveraineté sur la plus grande partie du Thibet. Par la grâce de l'empereur de Chine, le Talé-lama est le dépositaire suprême de l'autorité; mais il ne l'exerce point parce qu'il est élevé dès les langes à sa dignité, et parce que son caractère divin ne lui permet pas de se mêler de trop près aux affaires terrestres. Le pouvoir effectif est délégué à un vice-roi, gya-tsa (rgyal-tsa), que dans la conversation courante et vulgaire on appelle le roi du Thibet, Bod-gya-po. Il est élu parmi et par les moines des trois grands couvents voisins de Lhassa : Dépoung, Séra et Galdan. En même temps que lui, on choisit un autre lama qui doit le remplacer à sa mort, mais qui, en attendant, est rigoureusement cloîtré. Ces élections sont en général fort orageuses, donnent lieu à des intrigues, des querelles, des rixes, et presque toujours c'est le légat impérial chinois qui décide en dernier ressort.

Au-dessous du vice-roi, il y a quatre ministres appelés *kalons* qui sont des laïques. Ainsi les laïques n'arrivent qu'au second rang au point de vue de l'importance et de la dignité. L'adminis-

tration générale est confiée à seize ou dix-sept collèges de deux à trois membres chacun, et la majorité de ces collèges sont religieux. Les provinces sont gouvernées par des préfets appelés *dzong-pon*. Dans chaque département il y a deux préfets, l'un religieux, l'autre laïque, égaux en apparence, mais en réalité le religieux est le véritable maître dont le laïque ne fait que contresigner les actes.

Tel est le cadre du gouvernement thibétain que l'on appelle *débadjong*; mais si l'on veut aller au fond des choses, on découvre que l'influence dominante, l'autorité effective appartiennent aux trois monastères voisins de Lhassa, que j'ai déjà cités : Dépoung, Séra et Galdan. Partout l'on rencontre des moines de ces couvents surveillant l'administration, un moine de chacun d'eux accompagne toute mission politique envoyée par le Talé-lama. Ces monastères sont peuplés de 20.000 lamas environ, ils ont dans leur obédience directe un grand nombre de prieurés, ils fournissent presque tout le personnel administratif religieux, et presque toutes les familles de l'aristocratie thibétaine y sont représentées par un ou plusieurs de leurs membres.

Pour nous résumer, on trouve au Thibet deux aristocraties, une religieuse, une laïque affaiblie, il est vrai, subsistant néanmoins; dans l'aristocratie religieuse plusieurs ordres rivaux, un plus grand nombre d'incarnations de Bouddha capables au besoin de se contre-balancer l'une l'autre; dans le gouvernement même du Talé-lama trois monastères de la plus haute autorité se combattant l'un l'autre.

Ces divisions expliquent comment le gouvernement chinois peut maintenir sa domination au Thibet avec un nombre insignifiant de fonctionnaires et de soldats.

L'empereur de Chine est représenté à Lhassa par un « K'in-tch'a », terme qu'on peut traduire par Légat ou Commissaire impérial. C'est le titre qu'on donne aux ministres plénipotentiaires étrangers à Pékin. Les attributions de ce haut fonctionnaire sont fort étendues, beaucoup plus qu'on ne se le figure le plus souvent. Elles sont exposées dans le *Li fan yuen tse li*, livre chinois qui renferme les règlements de ce qu'on est convenu d'appeler le ministère des Protectorats. Le Légat impérial délibère sur un pied de parfaite égalité avec le Talé-lama et le Pantchen-rinpotché au sujet de toutes les affaires qui leur sont soumises. Les Kalons et les autres fonctionnaires doivent en principe le consulter sur toutes les questions. Il veille à la garde des frontières, inspecte les garnisons, contrôle les finances. Il pourvoit de concert avec le Talé-lama, ou plutôt le vice-roi du Thibet, aux vacances qui se produisent dans les hautes fonctions de l'Etat, et la nomination des supérieurs des couvents de premier ordre doit être approuvée par lui. Il dirige seul les relations extérieures. Les ministres ne peuvent, sous peine de destitution immédiate, correspondre ni avec les gouvernements étrangers

ni avec les principautés ou tribus qui sont en dehors de royaume de Lhassa. Lorsque le Légat impérial arrive à Lhassa pour prendre possession de son poste, il est reçu en très grande pompe, car il n'a de supérieur en grade que le Talé-lama et d'égal que le vice-roi du Thibet. Les ministres s'avancent à sa rencontre jusqu'à une journée de route, le vice-roi jusqu'à quatre ou cinq lieues hors de la ville.

Un certain nombre de faits montrent comment est établie l'autorité de l'Empereur de Chine sur le Thibet, comment elle se manifeste aux yeux du public. Le Talé-lama mort, les enfants candidats à la succession doivent d'abord présenter certains signes, puis le sort décide entre eux. Mais l'approbation et l'investiture de l'Empereur sont nécessaires. Au reste le K'in-tch'a s'arrange d'avance afin que le sort favorise le candidat agréable. Le sceau officiel du vice-roi lui est donné par l'Empereur, les ministres et les seize principaux fonctionnaires sont munis d'un brevet impérial, la monnaie est frappée au nom de l'Empereur, les ordres et édits du gouvernement chinois sont traduits en thibétain et sont valables au Thibet à condition que les autorités thibétaines y apposent leur sceau, mais il est entendu qu'elles ne peuvent s'y refuser quand elles en sont priées.

Les diverses dispositions que je viens de signaler suffisent amplement pour donner à l'Empereur et à son représentant un pouvoir en quelque sorte absolu. Mais les Chinois sont trop sages pour en abuser. Ils ménagent leur influence et n'interviennent qu'en cas de nécessité.

Depuis les temps les plus anciens, leur politique n'a pas varié au Thibet. Pour eux, ce pays est avant tout non pas une colonie, mais une marche destinée à les protéger contre toute invasion venant de l'Ouest ou du Sud. Par suite il n'était nullement indispensable pour eux d'y installer une administration compliquée, il suffisait d'un protectorat assez vague. Ils ont cru avec raison que le moyen le plus simple d'atteindre le but qu'ils se proposaient était d'y établir un gouvernement ecclésiastique, plus docile que le gouvernement laïque toujours prêt à revendiquer son indépendance en même temps que plus propre à tenir dans la tranquillité des populations barbares. Pour bien comprendre combien la Chine avait besoin d'un gouvernement de ce genre, il faut connaître les grands mandarins chinois, leur délicatesse dédaigneuse et leur épicurisme pétrolien. Pour de tels hommes, c'est le pire des cauchemars qu'un séjour dans un pays de montagnes horribles, couvertes de neige et de glace, parmi des gens grossiers, sales et puants. Si dès le début la Chine a suivi au Thibet cette politique favorable au gouvernement religieux, ce n'est pas du tout qu'elle ait été favorable au bouddhisme en général; au contraire, elle y a été constamment hostile, elle a fait tout chez elle, en pays proprement chinois, pour rendre le clergé de cette religion incapable de prendre la moindre influence politique et elle y a très bien réussi. Mais il était

expédient pour elle d'agir autrement au Thibet. Dans le cours de l'histoire nous voyons le clergé thibétain dominer en même temps que prospère la dynastie régnant en Chine et décliner avec elle. Au XIII^e siècle le grand empereur mongol Khoubilay confia le gouvernement du Thibet au chef de l'ordre religieux des Saskya-pa, dont j'ai parlé plus haut. A la fin du XIV^e siècle, ce fut de concert avec la dynastie des Mings que Tsong-kapa put mener à bonne fin son œuvre de réformation des couvents, fonder l'ordre actuellement dominant des Gélougs-pa, jeter les fondements de la puissance des Talé-lamas. Les Mings s'affaiblissant et tombant, le prestige des Talé-lamas diminua, leur pouvoir s'évanouit pour être rétabli plus fort et plus complet que jamais par la nouvelle dynastie des Tsing.

Dans ces derniers temps des erreurs graves se sont répandues à ce sujet. Il n'y a pas eu accord entre le gouvernement chinois et le prétendu chef de la religion bouddhique de la même manière qu'il pourrait y avoir accord entre un gouvernement européen, par exemple, et le chef de la religion catholique. Dans cette espèce de concordat qui est intervenu entre l'Empereur de Chine et le Talé-lama, c'est l'Empereur qui est resté le maître. Ce n'est donc pas un concordat, c'est tout au plus une charte octroyée. L'Empereur n'est pas seulement maître des corps, il est maître des âmes; il est maître du ciel et des dieux aussi bien que de la terre et des hommes. En 1844, un Bouddha vivant ayant fomenté une révolution, l'Empereur l'exila et prit un décret pour lui interdire de reparaitre sous la forme humaine. Ce Bouddha tapageur est désormais consigné dans le ciel. Si le Talé-lama manifestait une indiscipline dangereuse, le gouvernement chinois pourrait lui ôter le pouvoir qu'il lui a donné, interrompre la série de ses réincarnations, le remplacer par quelque autre des Bouddhas vivants. Pour plus de précautions, il a pris soin d'établir dans les environs même de Pékin quatorze de ces manifestations de Dieu sur la terre. L'Empereur a ainsi sous la main un personnel divin de rechange.

Pour atteindre plus facilement le but qu'ils s'étaient proposé en occupant le Thibet, les Chinois avaient interdit aux étrangers l'accès de ce pays. Les Lamas avaient très volontiers prêté main-forte à une défense qui leur permettait de garder plus aisément et plus complètement leur influence sur le peuple. Au demeurant, cette interdiction n'a jamais été absolue que pour les Européens et seulement depuis que les progrès des Anglais dans l'Inde ont paru dangereux à la Chine.

* *

A la fin du XVIII^e siècle, plusieurs agents britanniques sont allés officiellement au Thibet. Bogle en 1772, Turner en 1782, rendirent visite au grand lama de Tachilhoupou de la part du vice-roi de l'Inde. En 1810, Thomas Manning demeura un an à Lhasa, mais sans caractère officiel. Depuis, nul

Européen ne fut plus admis dans l'intérieur du Thibet, sauf un peu par surprise, le P. Huc qui fut expulsé après quelques semaines de séjour dans la capitale.

Pendant près d'un siècle les Anglais ont toléré cette politique de la porte fermée. Cela se conçoit parfaitement. Le Thibet isolé faisait l'affaire des Indes. C'était une sorte de compartiment à cloison étanche qui fonctionnait automatiquement et rendait aux Anglais précisément le service qu'ils en attendaient d'écarter tout voisinage dangereux. Mais les circonstances ont changé. Le Thibet a cessé d'être fermé également à tout le monde. Quelques relations ont commencé à s'établir entre la Russie et Lhasa.

En 1900 et 1901, un lama bouriate et sujet russe d'origine, haut dignitaire à la cour de Talé-lama, Agoan Dordjief, a été reçu officiellement par le tsar lui-même. De son côté, le gouvernement russe a envoyé à Lhasa un autre bouriate, M. Tsybikof, gradué de la Faculté des langues orientales de Pétersbourg, qui a pu séjourner dans la capitale du Thibet pendant presque toute l'année 1901. Je ne parle pas du lama Kalmouk Menkoudjouief, qui est allé à Lhasa en 1893, parce que son voyage non seulement n'avait rien d'officiel, mais a été même accompli malgré le gouvernement russe. Il n'y a pas lieu de citer davantage la dernière mission de M. Kozlof parce que cet explorateur ne s'est avancé que jusqu'à sept ou huit cents kilomètres de Lhasa et a été reçu à coups de fusil par les Thibétains orientaux. Quoi qu'on ait peut-être exagéré l'importance des voyages de M. Tsybikof et d'Agoan Dordjief, ils ont suffi cependant à inquiéter le gouvernement de l'Inde, qui a été ainsi appelé à intervenir afin de ne point laisser le champ libre dans le Thibet à des influences qu'il estimait dangereuses. La mission de M. Younghusband, chargée d'obtenir un traité de commerce et l'établissement à Lhasa d'un agent diplomatique permanent, n'est point le résultat d'une politique nouvelle, comme on l'a dit, elle n'est que la conséquence naturelle des anciens principes qui ont toujours dirigé la conduite des Anglais dans l'Inde. On a fait accompagner cette mission pacifique d'une expédition militaire afin de décourager, de vaincre au besoin la résistance que les lamas ne pouvaient manquer d'opposer. Mais la sagesse du gouvernement chinois qui s'est prêté à cette mission, le sang-froid, la modération, la courtoisie et l'humanité bien connus de M. Younghusband sont des garants que l'emploi de la force sera limité le plus étroitement possible. Au demeurant les moines thibétains ne paraissent pas capables de résister efficacement parce qu'ils n'ont pas de force militaire, qu'ils sont divisés entre eux, que les laïques qu'ils oppriment les verront humilier sans déplaisir, parce que les Anglais peuvent compter sur la sympathie des 500.000 adhérents de la secte non-bouddhiste des Ponbos (1).

L'intérêt pour les autres puissances et pour la

(1) A la vérité les Ponbos sont en grande partie en dehors du royaume de Lhasa. Cet élément méritait cependant d'être signalé.

Russie en particulier de cette tentative anglaise dépend surtout de l'opinion qu'on se fait de l'importance politique du bouddhisme. Or il semble évident que cette importance est à peu près nulle. Il n'y a guère de peuples vraiment bouddhistes que les Thibétains et les Mongols (1). En Chine, en Mandchourie, en Corée, au Japon, il y a des couvents bouddhistes; mais le peuple n'y est pas du tout bouddhiste et il ne voit dans les moines de cette religion que des marchands de sorcelleries, utiles à l'occasion, méprisables en principe.

D'ailleurs Lhassa n'est en aucune manière capitale de religion au même titre que la Mecque, le Talé-lama n'est nullement chef de religion au même titre que le Pape. En Mongolie, même il n'y a pas moins de soixante-seize incarnations de Bouddha qu'on peut opposer au Talé-lama, et parmi elles le grand lama d'Ourga, qui porte le titre de Rdjé-tsoum-tam-ba Taranata-lama, jouit du plus grand prestige parmi les Mongols. Il est vrai que ce Bouddha vivant ne peut renaître qu'au Thibet; mais c'est là encore une finesse de la politique chinoise. Si ce lama était choisi en Mongolie, il pourrait trop aisément être un jouet entre les mains des princes laïques qui ont conservé leur importance dans ce pays. C'est pour le soustraire à leur influence que le gouvernement de Pékin a décidé qu'on ne pourrait le trouver qu'au Thibet. Ce que la politique seule a fait, elle peut le défaire.

Telles sont les conditions générales dans lesquelles se présente la question actuelle du Thibet et qui en permettent l'intelligence. J'ai négligé volontairement le récit détaillé des faits dont l'intérêt me paraît tout à fait secondaire.

X.

LA NAVIGATION DU MÉKONG

Nous recevons la note suivante sur l'article que nous avons consacré à la navigation du Mékong dans notre numéro de décembre 1903. Nous ne nous associons d'ailleurs pas à toutes les opinions émises par l'auteur de cette note; nous croyons, entre autres choses, qu'il n'y a pas de raisons pour considérer Tourane comme étant plutôt le port du Haut-Laos que Vinh, ou toute autre baie qui pourrait être aménagée sur la côte de l'Annam septentrional. L'auteur donne comme argument en faveur de Tourane que ce port est situé plus près de la France, mais il semble que la grosse masse du commerce du Laos doive plutôt se faire avec l'Extrême-Orient qu'avec la métropole. Pour aboutir d'ailleurs et donner un chemin de fer quelconque au Laos, c'est-à-dire en faire une région économique vivante et nous assurer dans le bassin du Mékong la situation politique qui nous convient, il faut éviter de longues tergiversations sur le tracé. A l'heure actuelle, la faveur se porte vers une ligne se dirigeant du Hatinh vers le Haut-Mékong, et il nous paraît qu'il serait fâcheux d'hésiter indéfiniment, quel que puisse être le mérite de Tourane. Notre politique laotienne ne doit pas recommencer l'erreur de l'âne de Buridan, et en matière coloniale comme en toute autre, il faut savoir choisir,

(1) 2.500.000 Thibétains, 2.000.000 de Mongols, 600.000 bouddhistes en Russie à qui le pèlerinage à Lhassa a été strictement interdit jusqu'en ces derniers temps.

quitte même à ne pas adopter la solution la meilleure, du moment où l'on en prend une qui a pour elle de sérieux arguments. Il est certain que le delta du Tonkin est un autre centre d'attraction pour le Laos que les provinces médiocrement peuplées qui entourent Hué.

Ces réserves faites, nous sommes heureux de publier les informations qui nous sont envoyées: si cet organe doit suivre fermement la ligne qu'il a une fois adoptée, nous ne saurions avoir pour système de refuser notre publicité aux opinions que nous ne partageons pas entièrement.

Monsieur le Directeur,

L'étude que vous avez publiée dans votre bulletin de décembre 1903 est excellente, mais je crois qu'on pourrait opposer certaines objections à la manière dont la question de la navigabilité du Mékong y est présentée. Tout d'abord on exagère la longueur de la section non navigable appelée « rapides de Kemmarat »: 80 kilomètres seulement constituent la partie que l'on ne peut espérer franchir en chaloupe en toutes saisons qu'après des travaux formidables. On n'indique pas assez que c'est aux hautes eaux que cet étroit couloir rocheux est presque impraticable. Aux basses et moyennes eaux, la Compagnie des Messageries fluviales a fort heureusement réduit la durée du trajet en usant de la pirogue remorquée: le convoi hebdomadaire (7 à 8 grandes pirogues) s'accroche à la *Mouette*, minuscule vapeur. Il suffit pourtant pour les remorquer dans les petits biefs successifs dont se composent les « rapides de Kemmerat ». Rencontre-t-on un seuil difficile? le convoi se disloque; chaque pirogue est halée par son équipage de coolies laotiens; la *Mouette* franchit le pas en forçant la vapeur; puis le bloc se reforme et l'on repart. Cette opération se fait trois ou quatre fois entre le Keng-kaac et le Keng-yaput; et l'on franchit en un jour et demi une distance qui demandait six à sept jours en pirogue seule.

Au surplus, et pour préciser les améliorations réalisées depuis deux ans, voici les journaux de route de deux voyages exécutés par les mêmes passagers en janvier 1902 et janvier 1904, soit un mois avant l'étiage.

	JANVIER 1902	JANVIER 1904
<i>Pnom penh</i>	Vapeur : 1 jour 1/2.	Vapeur : 1 jour 1/2.
<i>Thma Kray</i> (en amont de Kratié).....	.....	.....
<i>Bou N'Kabé</i>	Pirogue : 4 jours.	Pirogue : 1 jour 1/2.
<i>Stung Streng</i>.....	.....	Vapeur : 1 jour.
<i>Khône Sud</i>	Vapeur : 1/2 jour.	Vapeur : 1/2 jour.
<i>Khône Nord</i>	Chemin de fer : 4 h. (y compris le transbordement).	Chemin de fer : 4 h. (m. o.).
<i>Dong Khié</i>.....	.....	Pirogue : 6 heures.
<i>Khong</i>	Pirogue : 2 jours.	Vapeur : 5 heures.
<i>Ban Don</i>.....	.....	.....
<i>Bassac</i>	Vapeur : 1/2 jour.	Vapeur : 1/2 jour.
<i>Keng Yaput</i>	Pirogue : 17 jours.	Vapeur : 1 jour.
<i>Keng Kalakai</i>	Pirogue : 17 jours.	Pirogue remorquée : 1 jour 1/2.
<i>Savannahet</i>.....	.....	Pirogue : 5 jours.
Total.....	26 à 27 jours.	14 à 15 jours.

Il ne faut pas trop déprécier les vapeurs du type : *Trentinian*, *Garcerie* et *Colombert*. Ils valent, il est vrai, 1 mètre à 1 m. 10 plutôt que 0 m. 70, lorsqu'ils sont en pleine charge (40 tonnes de marchandises), mais dans les rares passages où ils ne trouvent pas 2 mètres de mouillage, ils n'ont qu'à aller doucement pour naviguer d'une façon moyennement acceptable. S'il fallait changer le type du bateau selon le type du chenal, on transborderait tous les 10 ou 20 kilomètres.

L'idée du chemin de fer des rapides de Kem-maret (qu'il soit rive droite ou rive gauche) paraît aujourd'hui heureusement abandonnée dans les sphères officielles. Pourquoi en effet — outre les difficultés techniques réelles de ces 80 ou 100 kilomètres de voie ferrée — condamner les marchandises du Haut-Laos à suivre cette longue voie du Mékong, si onéreuse, si pauvre en coolies, au lieu de chercher à piquer tout droit au port de mer le plus proche? Déjà les objets de consommation indigène (allumettes, tissus, pétrole, etc.) coûtent *moins cher* à Luang-prabang — où ils arrivent par la vallée du Ménam ou le chemin de fer de Korat, puis par les charrettes à bœufs du Siam, — qu'à Savannaket ou même à Bassac.

Ce n'est pas le double transbordement d'un chemin de fer de Pak-moun à Savannaket qui diminuera le prix du fret. Saïgon semble donc tout à fait condamné comme port maritime du bief supérieur : seules des satisfactions de symétrie et d'harmonie géographique pouvaient tenter les partisans d'un long Mékong ininterrompu. La logique économique et commerciale réclame le débouché le plus pratique vers la mer.

Or — et c'est là que nous nous séparons de l'auteur de l'article de décembre 1903 — tout milite en faveur du chemin de fer Tourane-Savannaket à l'exclusion de tout tracé vers Vinh et le Tonkin. Ce dernier projet n'est explicable que par la prépondérance qu'a prise Hanoï depuis quelques années. La jeune et brillante cité est en train de détrôner sa vieille rivale Saïgon.

Tout lui sourit : on voit toutes choses de Hanoï et pour Hanoï : le Laos n'a pas eu de débouché? il s'agit de lui en créer un? — Hanoï! — Et l'on cherche les moins mauvaises routes du Haut-Laos vers Hanoï.

Or le Haut-Laos n'est pas plus tonkinois qu'annamite ou cochinchinois, et la question doit être envisagée à un point de vue plus élevé que les petites rivalités d'amour-propre ou même d'intérêt de nos deux capitales indo-chinoises.

Ceci posé, Tourane est préférable à Vinh parce que Vinh est à dix-huit heures de chaloupe d'Haï-phong et par conséquent à deux jours et dix-huit heures plus loin de la France que Tourane.

La route du col d'Ailao n'offre aucune difficulté technique sérieuse, à moins qu'on ne veuille suivre pas à pas le sentier actuel. Mais un chemin de fer irait franchir l'arête annamitique à une dizaine de kilomètres d'Ailao, sans s'élever

à plus de 250 mètres. Cette ligne aurait bien 450 kilomètres de Savannaket à Tourane, mais comme elle rejoindrait à Quan-tri le très prochain Hanoï-Saïgon, il ne resterait à construire que 300 kilomètres au lieu de 250 d'une ligne Pak-kin-boun-Vinh. Ce supplément de 50 kilomètres vaut mieux que le trajet maritime Tourane-Haïphong et Haïphong-Vinh ou même que le trajet en chemin de fer Vinh-Quan-tri.

La route en construction entre Vinh et Xiengkouang ne sera pas achevée dans quelques mois (comme il est dit dans l'article); les travaux de ce genre commencés vers le Tran-ninh sont abandonnés, au moins provisoirement. On peut donc espérer qu'après ces tâtonnements nécessaires mais longs l'opinion de la direction des travaux publics et du gouvernement général est faite, et qu'il sera bientôt proclamé, comme idée directrice des travaux futurs, que le port du Bas-Laos vers l'Europe est Saïgon; celui du Haut-Laos est Tourane.

G. M.

VARIÉTÉS

PROSPER ODEND'HAL

ADMINISTRATEUR DES SERVICES CIVILS DE L'INDO-CHINE

1867-1904

Entre les populations civilisées qui occupent à l'Est la côte du moyen Annam et à l'Ouest la vallée du Mékhong, s'étend une région montagneuse habitée par des tribus sauvages qui se sont soustraites jusqu'ici à l'influence pacificatrice de notre administration. Le groupe le plus important, qui occupe l'*hinterland* des provinces annamites de Phu-yên et de Binh-dinh, est constitué par les tribus des Sedangs, des Bahnars et des Jaraï. Dans cet océan de barbarie où règne une violence sans frein, il n'existe guère jusqu'ici qu'un îlot de paix et d'ordre : c'est la mission catholique de Kontoum; mais en dehors de la zone d'influence des missionnaires, les instincts brutaux du sauvage se donnent libre carrière. Peu à peu cependant la paix française pénètre dans le pays *Moï*; un à un des postes se créent, sentinelles avancées de la civilisation en marche. Mais combien leur action est faible encore sur ces peuplades émietées et combien courte leur zone de protection, c'est ce que prouve le tragique événement qui vient d'émouvoir douloureusement notre colonie d'Indo-Chine : l'assassinat de l'administrateur Odend'hal en pays Jaraï, à quelques lieues d'un poste français.

M. Odend'hal avait fait toute sa carrière en

Indo-Chine. Il y débarquait à vingt ans en 1888, et prenait part, comme sous-lieutenant à la pacification du Tonkin. En 1890, il échangeait les fonctions de son grade pour celles d'inspecteur de la garde civile, qui laissaient à son activité de plus libres initiatives. A ce moment, la mission Pavie opérait ce remarquable travail de reconnaissance qui a donné pour la première fois une base solide à la cartographie indo-chinoise. Rien ne pouvait plaire davantage au jeune officier que ces courses aventureuses : aussi fut-il au comble de ses vœux quand il obtint, à la fin de 1890, d'accompagner le capitaine de Malglaive de Hué au Tchépon par Ai-lao. L'année suivante, il repartait de Quinhon avec le capitaine Cogniard et parcourait avec lui le Laos qu'il semait de petits postes chargés de maintenir les droits de la France contre les empiétements des commissaires siamois. En 1893, il reçoit du gouverneur général la mission de chercher une voie de communication facile entre la côte et la rivière d'Attopeu. Il part de Hué le 10 novembre avec une petite escorte de cinq miliciens. Trois mois plus tard, après un voyage épique dont il a raconté les péripéties dans un rapport pittoresque, tout empreint de vaillance et de bonne humeur (1), il repartait au Quang-nam, mais dans quel équipage ! « Tous les notables viennent me voir : eux qui m'avaient dit que je ne pourrais arriver à traverser les régions sauvages ! Ils regardent arriver ma troupe : un par un, à la débandade, défilent tous mes éclopés, maigres, hâves, les yeux brillants de fièvre ; ils inspireraient la pitié peut-être même à des sauvages ! Quant à moi, je suis méconnaissable ; brûlé par le soleil, avec mes cheveux et ma barbe incultes, mes vêtements en lambeaux, j'ai l'air d'un parfait bandit. »

Ce voyage où il avait révélé ses qualités d'explorateur intelligent et hardi, le désigna tout naturellement au choix de M. de Lanessan, lorsqu'il s'agit de commencer l'organisation du Laos. Avec une grande sûreté de coup d'œil, il choisit sur le bief moyen du Mékhong, à la hauteur de Hué, l'emplacement d'un poste qui, dans sa pensée, était destiné à devenir la capitale du Laos. La capitale a été transportée ailleurs — et de bons esprits le regrettent. — Mais à l'endroit primitivement marqué, la brousse déserte a fait place à une petite ville florissante, qui doit à M. Odend'hal son existence et son nom : Savannakhet.

Après avoir occupé quelque temps le poste de Savannakhet, où il eut (en mai 1895) le triste devoir de fermer les yeux et de rendre les derniers honneurs à un autre vaillant explorateur, le

capitaine Rivière, M. Odend'hal passa au commissariat d'Attopeu. En 1898, il abandonna le Laos pour l'Annam, où il fut placé à la résidence de Phanrang pour collaborer avec le service des Travaux publics à la création du sanatorium du Lambiang. Comme toujours, il mit sans compter au service de cette œuvre toutes les ressources de son esprit et toute l'ardeur de son dévouement.

Pourtant d'autres préoccupations hantaient déjà cette vive intelligence qui débordait les limites un peu restreinte du travail administratif.

Dans sa résidence de Phanrang, M. Odend'hal vivait au milieu des souvenirs de l'ancien royaume de Champa. Sur les collines se dressaient toujours les vieux temples de brique où des prêtres venaient, comme autrefois, faire des sacrifices et psalmodier des hymnes aux anciens dieux de l'Inde. La plaine était parsemée de rochers et de stèles où d'antiques inscriptions proclamaient la gloire et la piété des rois du passé. Enfin il voyait vivre autour de lui, abrités sous son autorité contre les empiétements de l'Annamite dévorant, les restes du peuple Cham, débris d'une glorieuse histoire, qui parlaient à son imagination avec le charme des grandes choses proches de leur fin.

Ce fut dans ce cadre historique que le trouvèrent les membres de l'École française au début de leurs recherches. L'alliance fut vite conclue, et l'influence de l'administrateur seconda avec une chaleureuse cordialité les investigations des archéologues.

Mais, tout en aidant aux études de ses amis de l'École, M. Odend'hal se demandait s'il ne pourrait pas y apporter une contribution plus effective ; si son instruction très étendue, sa parfaite connaissance des langues indigènes, l'expérience acquise dans ses rudes courses d'explorateur, ne le désignaient pas en quelque sorte pour le rôle plus actif de pionnier de la science. Ce rôle le tentait : Quelques connaissances préparatoires lui manquaient encore : il résolut de les acquérir et, courageusement, se mit à l'étude du sanscrit. Peu après il partait pour la France où les leçons des professeurs Sylvain Lévi et Alfred Foucher achevaient d'affermir sa vocation et de l'armer pour la tâche future. A la fin de son congé, il demandait à être chargé d'une mission archéologique et philologique au Laos, et ce projet, présenté par le directeur de l'École française d'Extrême-Orient au gouverneur général, recevait l'accueil le plus bienveillant.

Le Laos n'est, au point de vue historique, guère plus qu'une *terra incognita*. On chercherait en vain une grammaire et un lexique de la langue parlée par le peuple dominant, pour ne rien dire des idiomes aborigènes. Sa littérature est ignorée.

(1) Ce rapport a été publié dans la *Revue Indo-Chinoise*, 1894, 2^e semestre.

Les chroniques locales, qui contiennent les traditions indigènes sur l'histoire du pays, sont encore inédites. Des inscriptions, seuls points de repère solides de la chronologie, un très petit nombre seulement a été publié et d'une manière qui ne répond qu'imparfaitement aux exigences de la critique. Le relevé des monuments est loin d'être complet, et les groupes ethniques sont aussi mal connus que les langues. C'était donc là un beau champ à explorer, où chaque pas devait conduire à quelque utile découverte. Aussi, fut-ce avec un joyeux espoir que, vers la fin de janvier, M. Odend'hal quitta Hanoï pour Phanrang, qu'il avait choisi pour point de départ.

Sa mission consistait principalement à faire le relevé des ruines, à estamper les inscriptions, à recueillir les manuscrits. Chemin faisant, il devait rassembler toutes les informations accessibles sur les coutumes et les idiomes des pays traversés.

Il partait de Phanrang le 7 février et s'acheminait vers le Lambiang. Il reconnaissait en passant quelques-uns de ces dépôts d'objets précieux que les Chams confièrent jadis aux villages de la montagne pour les soustraire à la cupidité des conquérants annamites, et que les dépositaires gardent scrupuleusement sans plus savoir à qui ils appartiennent. Il était le 12 février à Dalat (Lambiang), et le 23 à Ban-methuot chef-lieu de la province laotienne du Darlac. Dans cette même province, à 40 kilomètres au nord de Ban-don, par environ 13°30' de latitude, et 105°20' de longitude, il trouvait le premier monument cham du pays moï, dont on connaissait seulement l'existence par des indications du lieutenant Oum. C'était une tour de brique, assez bien conservée, mais totalement encombrée de débris. Le dégagement fit apparaître des inscriptions sur les pieds-droits de la porte et, à l'intérieur du sanctuaire un de ces « *linga visage* » (*mukhalinga*), dont celui de Phanrang est le spécimen le plus connu. Il y avait donc là jadis une communauté cham groupée autour d'un sanctuaire brahmanique. Cette ruine est aujourd'hui en plein pays sauvage. La civilisation a reculé.

De là, M. Odend'hal arriva le 21 mars au poste de Cheo-reo, fondé depuis deux ans environ au confluent du Song-ba et de l'Ayoun, et occupé par 35 miliciens sous les ordres d'un garde principal. Cheo-reo est le nom d'un chef moï mort aujourd'hui ; le propre nom du village est Palei Chu (*palei*, village). A 2 kilomètres Ouest de ce poste est un ancien temple cham, naguère signalé par le garde principal Stenger et visité par MM. Parmentier et Carpeaux : on y a trouvé des statues et des inscriptions. A 4 kilomètres plus à l'Ouest, M. Odend'hal découvrait l'emplacement d'une autre tour.

Dès ce moment, d'intéressants résultats avaient

été obtenus : les monuments chams de la région moï étaient localisés et photographiés, les inscriptions estampées ; les tribus rencontrées avait fait l'objet d'une étude sommaire, mais précise. Le voyageur devait maintenant rejoindre à Attopeu la zone des ruines cambodgiennes, en passant par la mission de Kontoum. Mais auparavant il voulut profiter de son passage pour étudier de plus près qu'on ne l'avait fait précédemment les mystérieux *sadètes* des Jaraï.

Les Jaraï sont une des plus considérables tribus sauvages. Leurs villages s'échelonnent sur 200 kilomètres environ suivant une ligne tirée d'Attopeu vers Song-cau, entre les Balmars et les Sedangs au Nord, et les Radeh au Sud. Les *sadètes* ne sont pas, malgré leur titre de « roi », des chefs politiques : ils appartiennent à l'espèce des hommes-dieux, si bien décrite par Frazer (1), qui disposent d'une puissance surnaturelle sur les éléments. Les renseignements les plus précis qu'on ait à leur sujet sont dus au capitaine Cuppet, qui traversa cette région en 1891 (2), et à M. Alfred Lavallée qui, au cours de son voyage ethnographique de Ban-muang à Quinhon, en 1900, recueillit à la chrétienté de Kontoum des données du plus grand intérêt (3). Voici en substance ce que nous apprennent ces deux voyageurs.

Le roi du Feu (jaraï : *patao apui* ; laotien : *sadet fai* ; annamite *hoa xa*) est le plus important des *sadètes*. Il préside au soleil. Il a pour fétiche un sabre dans son fourreau. En tirant la lame de quelques centimètres seulement, il fait cacher le soleil. S'il la tirait entièrement, ce serait la fin du monde.

Le roi de l'Eau (jaraï : *patao ya* ; laotien : *sadet nam* ; annamite : *thuy xa*) commande à la pluie ; il a deux fétiches : le fruit d'une liane toujours verte et un rotin toujours fleuri. Avec ces deux talismans, il peut provoquer un déluge universel. Il a usé une fois de son pouvoir : tous les hommes périrent, à l'exception du magicien qui se sauva dans un tam-tam. Resté seul pendant un très long temps, il fut pris d'un tel ennui qu'il recommanda à ses successeurs de ne jamais plus recommencer.

Le roi du Vent était jusqu'ici inconnu. Son existence a été constatée par M. Odend'hal : « Il y a bien décidément trois *sadètes* : ceux du Feu, de l'Eau et du Vent. Le dernier étant considéré comme très inférieur par rapport aux autres, est habituellement passé sous silence... C'est celui

(1) J.-G. FRAZER. *The Golden Bough*, 2^e éd. Londres, 1900, 3 vol. T. 1^{er}, p. 164 sq.

(2) *Mission Pavie Géographie et voyages*, III, p. 297-318.

(3) LAVALLÉE. *Notes ethnographiques sur diverses tribus du sud-est de l'Indo-Chine*. B. E. F. E.-O., I, p. 303.

qu'on appelle ici le *patao kateo*. Il habite dans le voisinage des deux autres (1). »

La dignité de sadète appartient en propre à une famille. Le sadète du Feu est de la famille *Xeù*, celui de l'Eau est de la famille *Rocham*.

Le « meurtre du roi » est une coutume que les Jaraï ont en commun avec beaucoup d'autres peuples non-civilisés. Un sadète ne doit jamais mourir de mort naturelle. Lorsqu'il est gravement malade, les anciens délibèrent, et s'ils jugent qu'il ne peut guérir, ils le tuent à coups de lance. (Lavallée.)

Contrairement à l'usage de l'inhumation, suivi pour les autres membres de la tribu, les corps des sadètes sont brûlés. Pendant la crémation, les parents s'enfuient et se cachent dans la forêt. On se met à leur recherche : le premier découvert est nommé sadète. « On m'a raconté, ajoute Cupet, que l'emploi était peu couru. »

M. Lavallée, qui mentionne également cet usage, a recueilli en outre deux autres versions : suivant l'une, le nouveau sadète est élu par les anciens ; suivant l'autre, « les jeunes gens de la famille dorment tous à la maison commune. Un ancien vient doucement au milieu de la nuit et interroge : « Qui sera grand prêtre ? » Un des dormeurs, suggestionné par l'Esprit, répond : « Moi ! » et est choisi. Le lendemain, il trouve, noué à son poignet, un fil de coton apporté par les dieux en confirmation de leur volonté. »

Les sadètes portent en eux une influence dangereuse. Aussi évite-t-on leur rencontre. Ils toussent pour annoncer leur venue et permettre aux gens de se cacher.

Leur autorité ne s'étend pas au delà des quelques villages qui avoisinent leur résidence ; mais leur pouvoir magique semble avoir été admis dans la plus grande partie de l'Indo-Chine dès une époque ancienne. A Phanrang, les Chams invoquent encore dans leurs prières les rois du Feu, de l'Eau et du Vent. Les rois du Cambodge, de leur côté, devaient leur envoyer tous les trois ans de riches présents qu'ils recevaient par l'intermédiaire du gouverneur de Kratié et en échange desquels ils offraient à leur tour divers objets : un morceau d'ivoire, une corne de rhinocéros, un vêtement, des pains de cire. Cette coutume remonte au moins au XVI^e siècle, comme le prouve une charte de 1601 analysée par M. Adhémar Leclère (2).

(1) En comparant une carte dressée à la résidence de Song-cau avec la correspondance de M. Odend'hal et l'itinéraire du capitaine Cupet, on est amené à conclure que ce dernier a interverti la position des deux sadètes de l'Eau et du Feu. Le premier doit être à 28 kilomètres ouest-nord-ouest du poste de Cheo-reo et le second à quelques kilomètres à l'ouest de l'autre.

(2) *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions*, 1903, 369.

Le rituel des Bakous cambodgiens nous apprend d'autre part l'usage de ces objets. Lorsque le roi voulait faire tomber la pluie, on les arrosait d'eau lustrale, pendant que quatre mandarins accroupis poussaient des cris de grenouille. Cette opération très claire de magie sympathique montre bien le véritable caractère des présents échangés entre les rois du Cambodge et les sadètes. L'échange se fit plus ou moins régulièrement jusqu'au dernier règne. A son avènement, Norodom n'envoya rien. Les sadètes firent des réclamations : le roi n'y répondit pas, et cette violation des anciennes coutumes n'a pas cessé d'être vivement ressentie par les sadètes qui ne manquèrent pas d'en faire leurs plaintes au capitaine Cupet à son passage.

Tels étaient les personnages singuliers que M. Odend'hal désirait voir dans leur résidence. Il n'ignora pas sans doute qu'il s'aventurerait sur un terrain dangereux : « Ici, écrivait-il, il faut une escorte pour aller à 20 kilomètres du poste. Malgré cela, je ne prends pas de linh pour aller chez les sadètes. Je vous ai dit par ailleurs que c'était là la condition *sine qua non* pour entrer en relations avec eux. Avec de la patience et du sang-froid, je passerai certainement sans encombre. » Il est probable que cette démarche hardie lui fut suggérée, en grande partie au moins, par le désir de ménager des relations plus confiantes entre l'administration française et la seule autorité qui pût se faire sentir dans cette région livrée à l'anarchie, désolée par la guerre et le pillage. Acceptant donc les conditions posées, il partit le 25 mars avec un interprète et trois domestiques pour le village du sadète de l'Eau (Palei patao ya), où il arriva le 27. Le 31, il expédiait un télégramme faisant part des dispositions conciliantes de ce chef. De là il se dirigea vers le village du sadète du Feu (Palei patao apui), mais sans pouvoir tout d'abord y pénétrer : il dut s'arrêter dans un village voisin, où le trouvèrent les gens de la Mission envoyés par le P. Vialleton avec des éléphants pour transporter ses bagages. A ce moment, ses pourparlers venaient d'aboutir : le sadète consentait à le recevoir dans son village, où M. Odend'hal devait lui offrir une fête avant de se remettre en route. C'est dans cette fête qu'il a été massacré avec les indigènes qui l'avaient suivi, sauf un boy qui put s'échapper et accourut prévenir le chef du poste de Cheo-reo. Quand celui-ci se porta avec ses miliciens sur le lieu du crime, il trouva les villages déserts. Il apprit seulement que les meurtriers avaient fui après avoir brûlé le corps de leur victime. Ainsi s'est close avant le temps cette vie de labeur et de dévouement : de celui qui partait, il y a trois mois, avec tant d'entrain et d'espoir, pour ses pacifiques conquêtes, il ne reste qu'un peu de cendre disper-

sée sur cette terre d'Indo-Chine à laquelle il avait donné le meilleur de lui-même.

ASIE FRANÇAISE

La défense de l'Indo-Chine. — Le ministre des Colonies a déposé sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi tendant à ouvrir des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à une somme totale de 25.122.000 francs pour l'envoi et l'entretien de contingents supplémentaires de troupes en Indo-Chine, ainsi que pour la reconstitution du magasin de munitions de Diégo-Suarez (Madagascar). A propos du premier point, voici, à titre de document, comment a été, tout récemment, organisé le commandement en Cochinchine :

Le général commandant supérieur des troupes ;

Vu l'instruction du 2 mars 1903 (Guerre), relative aux attributions des commandants de la défense dans les places de guerre points d'appui de la flotte aux colonies ;

Vu l'instruction provisoire du 26 février 1904 (Guerre), pour l'application du décret sur les points d'appui de la flotte ;

Vu l'ordre général n° 28 du 4 mars 1904 relatif à la formation de la division de Cochinchine, décide :

ARTICLE PREMIER. — Le général commandant la division de Cochinchine exerce en même temps le commandement du territoire en Cochinchine, au Cambodge et dans le Bas-Laos.

ART. 2. — Il a sous ses ordres le général de brigade commandant le point d'appui Saïgon-Cap Saint-Jacques ; il est l'intermédiaire obligé dans toutes les transmissions de correspondance entre le commandement de la défense du point d'appui d'une part et le général commandant supérieur ou les directeurs de services intéressés d'une autre.

ART. 3. — Le général commandant la division de Cochinchine est chargé d'assurer par délégation permanente du général commandant supérieur des troupes la solution des affaires courantes dans tous les cas où le droit de délégation est autorisé par l'instruction sur le service courant (Guerre). Il ne peut statuer sur les questions que le général commandant supérieur ne règle lui-même que par délégation des ministres (Guerre et Colonies), du grand chancelier de la Légion d'honneur et du gouverneur général de l'Indo-Chine.

ART. 4. — Le commandant de la défense du point d'appui Saïgon-Cap Saint-Jacques est le général commandant la 3^e brigade. Il exerce directement le commandement de la place forte de Saïgon.

ART. 5. — Le lieutenant-colonel du 5^e régiment d'artillerie a le titre d'adjoint au commandant du point d'appui pour la défense du Cap Saint-Jacques. Il exerce le commandement de la place forte du Cap Saint-Jacques sous les ordres du commandant de la place forte de Saïgon. A cet égard il a les fonctions, les attributions et les devoirs déterminés pour un gouverneur désigné, par le décret du 4 octobre 1891 sur le service des places de guerre ; ses relations avec le commandant de la défense

(1) La délégation faite au général commandant la division comprend la suite à donner aux demandes de congé et prolongation de séjour.

du point d'appui sont celles qui sont définies par ce décret entre le gouverneur désigné d'une place forte d'une part, et le commandant supérieur de la défense d'un groupe de places d'autre part.

ART. 6. — Le général commandant de la défense du point d'appui Saïgon-Cap Saint-Jacques dirige sous l'autorité du général commandant la division de Cochinchine l'instruction des troupes de toutes armes destinées à assurer en cas de guerre la défense du point d'appui, savoir :

Les deux régiments d'infanterie de la brigade ;

La totalité des batteries à pied du 5^e régiment d'artillerie ;

La batterie de montagne du groupe mixte du Cap Saint-Jacques ;

Le groupe de batteries montées ou de montagne qui est affecté en outre à la défense du point d'appui Saïgon-Cap Saint-Jacques.

Il ne peut s'immiscer, en tant que commandant de la défense, ni dans l'administration des détachements précités qui reste confiée aux chefs de corps, ni dans l'instruction technique des troupes d'artillerie qui reste dans les attributions du chef de corps et du général commandant l'artillerie.

ART. 7. — Le colonel commandant le 5^e régiment d'artillerie relève directement du général commandant la division de Cochinchine pour toutes les questions se rapportant à l'exercice du commandement territorial.

Il relève du commandant de la défense du point d'appui Saïgon-Cap Saint-Jacques pour ce qui concerne les batteries destinées à fournir en cas de guerre la garnison du point d'appui, dans les conditions prévues à l'article 5 de l'instruction du 2 mars 1903.

Il relève à tous les autres points de vue du général commandant l'artillerie en Indo-Chine.

ART. 8. — Le directeur d'artillerie en Cochinchine remplit en outre les fonctions de chef du service de l'artillerie du point d'appui.

En tant que directeur d'artillerie, il relève du général commandant l'artillerie et exerce ses fonctions dans les conditions fixées par l'instruction ministérielle du 16 octobre 1903 sur le service des directions. Il a le commandement de la 7^e compagnie d'ouvriers.

En tant que chef de service de l'artillerie du point d'appui, il exerce ses fonctions dans les conditions prévues par l'instruction du 2 mars 1903 précitée.

ART. 9. — Le sous-directeur du commissariat à Saïgon remplit en outre les fonctions de chef du service du commissariat du point d'appui.

En tant que sous-directeur du commissariat, il relève au point de vue du commandement du général commandant la division de Cochinchine, et au point de vue technique du directeur du commissariat en Indo-Chine.

En tant que chef du service du commissariat du point d'appui, il exerce ses fonctions dans les conditions prévues par l'instruction du 2 mars 1903 précitée.

ART. 10. — Le sous-directeur du service de santé à Saïgon remplit en outre les fonctions de chef du service de santé du point d'appui.

En tant que sous-directeur du service de santé, il relève au point de vue du commandement du général commandant la division de Cochinchine dans tous les cas, où, conformément aux dispositions du décret du 4 novembre 1903, le directeur du service de santé en Indo-Chine est sous les ordres du général commandant supérieur des troupes. Il relève, au point de vue technique, du directeur du service de santé en Indo-Chine.

En tant que chef du service de santé du point d'appui, il exerce ses fonctions dans les conditions prévues par l'instruction du 2 mars 1903 précitée.

ART. 11. — L'autorité du général commandant la division

de Cochinchine s'exerce en matière de mutations sur le personnel des corps et services du territoire dans les conditions ci-après :

Infanterie coloniale. — Il prononce l'affectation des officiers arrivant dans la colonie jusqu'au grade de capitaine inclus et propose au général commandant supérieur en ce qui concerne les officiers supérieurs, telle affectation jugée utile.

Artillerie coloniale. — Le général commandant la division de Cochinchine prononce l'affectation aux batteries sur la proposition du général commandant l'artillerie en Indo-Chine, des officiers désignés par le ministre pour servir au 5^e régiment.

Commissariat et santé. — Il prononce l'affectation du personnel, officiers et assimilés sur la proposition des sous-directeurs locaux intéressés qui prennent, s'il y a lieu, les instructions de leur directeur à cet égard.

Le général commandant la division de Cochinchine prononce en outre, dans l'intérêt du service ou par convenance personnelle, toutes mutations en cours de séjour dans la colonie, sur la proposition des chefs des services et de corps intéressés, sauf en ce qui concerne les officiers supérieurs au sujet desquels il prend les ordres du général commandant supérieur.

Toute mutation prononcée en Cochinchine donne lieu à un avis de mutation adressé au général commandant supérieur en double expédition dont l'une est destinée au gouverneur général et l'autre à l'état-major des troupes du groupe de l'Indo-Chine. Le général commandant la division de Cochinchine est tenu d'aviser en outre chaque corps ou service local intéressé de la mutation prononcée.

ART. 12. — Les demandes de relève de tous les corps et services de la Cochinchine et du Cambodge sont adressées au général commandant la division de Cochinchine et transmises par lui au général commandant supérieur des troupes.

ART. 13. — Le général commandant la division de Cochinchine donne l'autorisation de suivre les cours préparatoires aux sous-officiers présentés par les chefs de corps comme candidats à l'école militaire d'infanterie.

ART. 14. — Le service de la remonte en Cochinchine reste assuré par le 5^e régiment d'artillerie sous les ordres du général commandant la division de Cochinchine.

ART. 15. — Le service de la justice militaire en Cochinchine est réglé par le décret du 23 octobre 1903 relatif à l'organisation du service de la justice militaire dans les troupes coloniales.

ART. 16. — Les attributions du général commandant la division de Cochinchine vis-à-vis du détachement de gendarmerie de Cochinchine restent réglées par le décret du 4 octobre 1891 sur le service des places et le décret du 20 mai 1903 sur le service spécial de la gendarmerie.

L'outillage de l'Indo-Chine. — L'Indo-Chine adopte rapidement les divers procédés que les pays européens emploient pour faciliter les rapports des hommes entre eux. Le réseau téléphonique de Hanoï a été inauguré le 1^{er} juin pour le service urbain et déjà on a entrepris les travaux de pose d'un double fil entre Hanoï, Haïphong et Quang-yen, ainsi que la pose des lignes Hanoï-Lang-son et Hanoï-Son tay.

D'autre part, en même temps que les chemins de fer, les tramways se développent dans cette colonie. Nous en avons naguère donné la statistique. Voici que la Compagnie française des tramways de l'Indo-Chine a, sans subvention ni garantie d'intérêts, prolongé de 13 kilomètres, ce qui la porte à 27, la ligne de Cholon à Saïgon. Le

terminus est désormais non plus Govap, mais Hoc-Mon. Le paysan annamite qui se montre, comme on sait, très partisan de ce moyen de transport rapide, économisera grâce à la voie nouvelle cinq heures pour l'aller et le retour. Le prix du transport est lui-même diminué et l'Annamite appréciera fort ce double avantage.

Droit de sortie sur les bois en Indo-Chine.

— Le *Journal officiel* de la métropole du 19 mai a publié le rapport et le décret ci-joints :

Paris, le 15 mai 1904.

Monsieur le Président,

Un décret du 11 juillet 1902, en vue de faciliter l'exportation à l'étranger de certaines essences d'arbres, a créé au chapitre XI du tableau B annexé au décret du 29 décembre 1898 une cinquième catégorie au droit de 5 francs le mètre cube comprenant le teck, le chêne, le pin et les bois non compris dans la nomenclature des quatre catégories déjà existantes, tous bois présumés propres aux constructions navales. Cette création était destinée à assurer de plus grandes facilités d'exportation à nos essences indo-chinoises auxquelles le marché d'Extrême-Orient offre d'excellents débouchés.

En vue d'étendre l'application du principe posé dans le décret, M. le gouverneur général de l'Indo-Chine m'a soumis de nouvelles propositions ayant pour but, en unifiant la législation sur la matière, de diminuer dans une certaine proportion la quotité du droit afférent à chacune de ces catégories.

Ces propositions, qui ont été l'objet d'un avis favorable de la part de la commission permanente du Conseil supérieur de l'Indo-Chine, dans sa séance du 13 octobre 1903, ne soulèvent de ma part aucune objection.

L'organisation progressive du service forestier de l'Indo-Chine permet, en effet, à l'administration d'exercer une surveillance efficace et de nature à empêcher toute exploitation irraisonnée du domaine boisé de notre colonie.

D'autre part, l'emploi local des meilleures essences est restreint et l'expérience de plusieurs années a démontré qu'on ne peut espérer écouler sur le marché métropolitain qu'une faible partie des quantités disponibles pour l'exportation.

Dans ces conditions et étant donné qu'il serait fâcheux de nous exclure, par une protection outrancière, du marché d'Extrême-Orient qui s'ouvre naturellement à nous, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint que j'ai fait préparer en vue de donner satisfaction aux propositions du gouverneur général de l'Indo-Chine, et qui a reçu l'approbation du Conseil d'Etat.

Voici le texte de ce décret :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau B annexé au décret du 29 décembre 1898, fixant le tarif des droits de douane sur les produits exportés de l'Indo-Chine, est modifié comme suit :

CHAPITRE IX

Bois

Bois autres que les bois propres aux constructions navales :

Bois de 1^{re} catégorie, mètre cube, 10 francs.

Bois de 2^e catégorie, mètre cube, 5 francs.

Bois de 3^e catégorie, mètre cube, 2 fr. 50.

Bois de 4^e catégorie, mètre cube, 2 fr. 50.

Bois propre aux constructions navales :

Teck, chêne, pin et autres essences non désignées

dans les catégories précédentes du tarif spécial, mètre cube, 5 francs.

Autres produits non dénommés, *ad valorem*, 3 0/0.

Administrateurs et indigènes. — La haute administration indo-chinoise se préoccupe de plus en plus d'assurer de bonnes relations entre les indigènes et les représentants de l'administration et de protéger efficacement les indigènes. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler plusieurs indices de cette préoccupation; en voici un autre. Un récent arrêté du gouverneur général a institué une commission à l'effet d'élaborer un projet de réglementation applicable à toute l'Indo-Chine, en ce qui concerne les relations des notables ou autres autorités des villages avec les agents des divers services publics, les circonstances dans lesquelles peut être mise en cause la responsabilité pécuniaire collective des villages ou de leurs représentants et les pouvoirs spéciaux à conférer à ceux-ci, en matière de police.

D'autre part, le lieutenant gouverneur de Cochinchine, M. Rodier, a adressé aux chefs de province, au maire de Cholon et au chef de l'immigration et de l'identification une circulaire où il se préoccupe de calmer les indigènes.

On m'a signalé, dit-il, de divers côtés, que des paniques se seraient produites, sans aucune raison sérieuse, sur quelques points du territoire.

Elles étaient dues aux nouvelles fantaisistes que certains Asiatiques, notamment des Chinois, se plaisent à lancer dans un but de lucre. Les indigènes trompés, sous l'impression de la crainte, vendent précipitamment leur paddy et font ainsi le jeu d'agioteurs peu scrupuleux.

Il est nécessaire que les populations placées sous notre protection sachent que les événements actuels, qui s'accomplissent à des milliers de kilomètres de distance, ne doivent avoir aucune influence sur les affaires de la Cochinchine. Les propriétaires et les agriculteurs se tiendront en garde contre les faux bruits et se défieront de ceux qui les font circuler. Ils peuvent conserver sans crainte leur riz dans leurs greniers et ne pas le vendre à des prix dérisoires, par peur de complications chimériques. Chacun peut se livrer, en toute sécurité, à ses travaux et à son commerce, confiant en ceux qui gouvernent le pays.

Les pénalités les plus sévères que permet la loi seront appliquées aux auteurs de fausses nouvelles. Les sujets chinois, auteurs de fausses nouvelles, seront, en outre, expulsés de la colonie par mesure administrative.

Je vous prie de porter cette circulaire, que vous traduirez en *quoc-ngu* et caractères chinois, à la connaissance de vos administrés.

Le mouvement industriel. — La filature de soie créée à Nam-dinh par la Société française des filatures de soie du Tonkin a commencé à fonctionner le 2 mai. Cette filature comprend 100 bassines. D'autre part, les journaux du Tonkin annoncent, comme devant fonctionner au commencement du mois d'août prochain, une teinturerie à Thuy-khué. En dehors du travail de dégraissage et de teinturerie, apprêt des étoffes, etc., les futurs ateliers, très bien outillés, s'occuperont du blanchiment des cotonnades.

Les conditions du travail, sinon encore pour les prix, mais pour certaines dispositions qu'il ne faut pas se féliciter de voir se répandre menaçant d'être moins favorables qu'on pouvait l'espérer. La lecture des journaux du Tonkin nous a appris ces jours derniers que, sur une simple observation faite par MM. Coissandeau, Mühl et Cie, à leurs ouvriers indigènes, forgerons et carrossiers, ceux-ci se sont mis immédiatement en grève. Dans un autre cas, les saïs employés par M. Clop ayant été prévenus qu'on différerait leur paiement s'ils ne révélaient pas le voleur d'une caisse renfermée dans un bâtiment où seuls ils pénétraient, annoncèrent qu'ils refusaient de continuer à travailler, si la menace de non-paiement était mise à exécution. M. Clop s'exécuta pour ne pas désorganiser des services. Or, à peine avait-il payé que tous les saïs quittaient le travail. De semblables faits sont profondément regrettables.

Construction d'un bassin de radoub à Saïgon. — L'outillage du port de Saïgon réclame un bassin de radoub. La Chambre de commerce de cette ville s'est préoccupée de la question et elle a chargé une commission de l'étudier. Cette commission, composée de 3 membres, a émis l'avis qu'un bassin de radoub (cale sèche) serait évidemment ce qui conviendrait le mieux; mais il faut envisager que cette construction coûterait très cher, peut être plus de dix millions de francs, et qu'il serait assez difficile — au moment où le Conseil colonial de Cochinchine a déjà voté seize millions de travaux pour l'adduction d'eau et l'assainissement de Saïgon — de se procurer cette somme; que, d'autre part, cette construction demanderait beaucoup de temps, plusieurs années. Pour ces raisons, la commission s'est prononcée pour la construction d'un dock flottant, moins coûteuse (3 millions environ) et plus rapide (14 ou 16 mois).

Cette résolution prise, on a décidé de provoquer les offres des constructeurs métropolitains pour un dock de 170 mètres de longueur, 26 mètres de largeur intérieure et une puissance de soulèvement de 15.000 tonnes.

Les offres devront être faites :

1° Pour un dock entièrement établi en Europe et remorqué tout construit à son poste d'amarrage à Saïgon;

2° Pour un dock entièrement établi en Europe et expédié démonté à Saïgon, pour y être réédifié à l'endroit choisi.

Les principales exportations de l'Annam central en 1903. — Le directeur de l'agence de Tourane de la Banque de l'Indo-Chine a envoyé au *Bulletin économique de l'Indo-Chine* les intéressants renseignements suivants concernant les exportations de l'Annam en 1903.

La cannelle est le principal et le plus précieux produit de l'Annam. Les sorties, croissantes d'année en année, ont atteint, pour 1903, 368 tonnes dont 313 ont été dirigées sur Hong-kong

et 56 sur les pays de l'Indo-Chine autres que l'Annam. Ces 368 tonnes atteignent une valeur de 3 millions et demi de francs, d'après le prix de base de la douane.

L'exportation des sucres a atteint 9.700 tonnes, dont 6.900 tonnes de sucres blancs, vers les pays de l'Indo-Chine autres que l'Annam, 2.000 tonnes de sucres bruns vers Hong-kong et 1.056 tonnes seulement, dont 800 de sucres bruns vers la France.

L'Annam a encore exporté, en 1903, vers Hong-kong : 32.000 tonnes de sel, 2.205 tonnes de canao, 1.634 tonnes de rotins, 992 tonnes de légumes secs, 8 tonnes de joncs et 279 kilos de nids d'hirondelles.

Les travaux publics d'utilité agricole. — Il est institué au gouvernement général, à Hanoi, une commission chargée d'émettre des avis sur les travaux publics d'utilité agricole à exécuter au Tonkin (construction de digues, creusement de canaux, comblement de mares, construction d'écluses, établissement de machines élévatoires, barrage de fleuves, de rivières ou de canaux, aménagement de réservoirs d'eaux, coupure de digues, travaux d'irrigation, etc.), et, d'une façon générale, sur les travaux de cette nature qui représenteraient soit une dépense supérieure à 5.000 piastres, soit un déplacement de terres de plus de 25.000 mètres cubes.

Cette commission est appelée à se prononcer sur l'opportunité, le degré d'urgence et le mode d'exécution des travaux projetés, notamment en ce qui concerne l'usage des prestations en nature.

Elle pourra être chargée par le gouvernement général de faire des enquêtes sur toutes les questions que l'exécution desdits travaux viendrait à soulever.

La commission est composée ainsi qu'il suit : le résident supérieur au Tonkin, président; un inspecteur ou un administrateur de services civils; un ingénieur des travaux publics; un fonctionnaire indigène parlant le français; le résident de la province intéressée; un inspecteur d'agriculture, membres; un commis des services civils désigné par le résident supérieur pour remplir les fonctions de secrétaire.

Des membres temporaires, avec voix délibérative ou consultative, peuvent être adjoints à la commission ou appelés auprès d'elle par décision du gouverneur général ou du président de la commission suivant le cas.

La commission se réunit tous les trois mois. Elle peut, en outre, être réunie sur convocation de son président qui prévient à l'avance le gouverneur général.

La constitution de cette commission se rattache au plan que le gouverneur général a en vue et dont il a parlé à plusieurs reprises, plan qui consiste à donner aux travaux d'irrigation et d'assainissement toute l'importance qu'ils doivent avoir en Indo Chine, où grâce à eux on assurera de vastes et riches terrains à l'agriculture.

La ligne de Viétri-Yen-bay. — Le gouverneur général de l'Indo-Chine a inauguré, le 1^{er} mai dernier, la ligne Viétri-Yen-bay. Il en a profité pour visiter les concessions des environs de Yen-bay, pour se rendre à Tuyen-quang, à Dia et à Phun-doan.

L'ouverture de cette ligne était attendue avec impatience, car avec des chaloupes on mettait trois ou quatre jours pour faire le voyage de Hanoi à Yen-bay, et encore fallait-il compter avec des échouages fréquents.

Un ancien pirate fermier de l'opium. — Le gouvernement de l'Indo-Chine vient de passer un contrat pour la vente de l'opium dans la province de Thai-nguyen (Tonkin) avec M. Luong-Tam-Ky, l'ancien chef de bande qui a fait sa soumission. Jusqu'à ce jour, en effet, le territoire de Cho-chu, dans lequel les Chinois du Kouang-si sont nombreux, était le centre d'attraction des contrebandiers venus de cette partie de la Chine. L'opium de contrebande partait de Cho-chu pour se répandre dans le reste de la province de Thai-nguyen dans Tuyen-quang, Son-tay, etc.. En outre, le passage à travers les 1^{er} et 2^e territoires militaires des bandes armées, qui accompagnent habituellement les convois d'opium de contrebande, était difficile à empêcher et constituait un grave danger pour la sécurité publique. C'est pour réduire au strict minimum ces inconvénients que le gouverneur général a autorisé la direction générale des douanes à traiter avec Luong-Tam-Ky pour la vente de l'opium de la régie.

Luong-Tam-Ky n'aura plus désormais avantage à favoriser la fraude : son intérêt personnel sera le même que celui de l'administration; l'essai est intéressant.

Les irrigations au Tonkin. — Dans un de ses plus récents numéros, le *Bulletin économique de l'Indo-Chine* indiquait, d'après le rapport du chef de bataillon commandant le cercle de Moncay, que les travaux d'hydraulique agricole avaient été repris dans les secteurs de Hacoï et de Tien-yen. Dans le premier de ces secteurs, on construit actuellement un canal de 9 kilomètres de longueur, destiné à arroser près de 200 man de rizières. Deux kilomètres ont déjà été percés dans la partie la plus difficile. Ce seul tronçon nécessite 5.000 journées de coulis. Dans le secteur de Tien-yen, on construit actuellement, sur la rive droite du Song-hatrang, un canal dont l'exécution présente de grandes difficultés; il est néanmoins permis d'espérer qu'on parviendra à les vaincre et que toute la plaine de Lang-daï pourra être arrosée dans le courant de 1904.

Les difficultés qui sont signalées ici se sont retrouvées en d'autres régions et les travaux d'irrigation n'ont pu, par suite, être multipliés autant qu'il aurait fallu. Des études spéciales, que facilitera d'ailleurs le plan de nivellement du Tonkin dont l'exécution, commencée il y a plusieurs années, est, à l'heure actuelle, terminée

dans quelques provinces et très avancée dans les autres, seront nécessaires pour dégager les solutions qui devront être appliquées. En attendant que ces études aient abouti, l'effort de l'administration paraît s'être porté sur les travaux d'assèchement, qui ne présentent pas les mêmes difficultés. Ici, ce n'est pas contre la pénurie, c'est contre l'excès d'eau qu'il faut se défendre. Sur nombre de points du Delta, en effet, les terres situées en contre-bas du niveau moyen des rivières retiennent en permanence, comme dans des cuvettes, l'eau des pluies et celle des inondations et, de ce fait, sont impropres à toute culture; ou bien encore la marée y amène des eaux saumâtres qui saturant le sol de sel et le rendent infertile.

L'élevage au Tonkin. — L'amélioration de toutes les races animales utilisables des pays conquis est l'une des préoccupations auxquelles les peuples colonisateurs ne doivent point se dérober; cela fait partie, en somme, du perfectionnement de l'outillage économique du pays auquel ils ne sauraient manquer de s'appliquer sans faillir à leur mission. Parmi ces améliorations, on annonce qu'on a mis à l'étude au gouvernement général un projet de création d'un comité de surveillance de l'élevage au Tonkin. Cette commission aurait pour objet principal l'amélioration dans la colonie de la race chevaline. Elle serait composée de plusieurs fonctionnaires militaires et civils et d'un colon.

La création de cette commission pourra avoir quelque utilité, mais celle de postes de vétérinaires provinciaux aurait été peut-être plus efficace pour l'importante question de l'élevage en général. Or, malheureusement, dans une lettre récente au président de la Chambre d'agriculture du Tonkin, M. Fourès, résident supérieur, a déclaré qu'en raison de la situation financière, il ne pouvait donner suite à la demande de la Chambre relative à la création de postes de ce genre. Trois postes de vétérinaires, cependant, vont être créés cette année même à Hanoï, Thaï-nguyen et Viétri. Quand les ressources le permettront, on en établira d'autres à Haï-phong, Ninh-binh et Phulang-thuong, et on pourra de la sorte exercer déjà une action efficace sur l'état sanitaire du bétail au Tonkin.

Les territoires militaires du Tonkin. — Nous avons dit naguère qu'une commission avait été instituée pour étudier la réorganisation des territoires militaires. Elle était composée de MM. Luce, inspecteur des services civils, président, du colonel Riou, du commandant Larent, de M. Muselier, résident à Son-tay, et du commandant Leblond, représentant le gouvernement général. Cette commission, qui a travaillé rapidement, a déjà rédigé ses conclusions qui ont été transmises au ministre des Colonies. Il en ressort que la réforme paraît possible dans de bonnes conditions et par suite désirable, sans

compromettre la sécurité dans la haute région, pour Lang-son et Lao-kay qui sont ou seront reliées à Hanoï par des voies ferrées.

SIAM

Le budget. — Les prévisions budgétaires siamoises pour 1904-1905 nous apprennent que les estimations des recettes s'élèvent à 47.500.000 ticaux, soit 65.972.200 francs. C'est une augmentation de 2 millions de ticaux ou de 2.777.775 francs sur le revenu de l'année dernière.

Les dépenses seront d'environ 9 millions de ticaux, 12.500.000 francs, en excédent des recettes, mais le gouvernement siamois ne compte pas recourir à l'emprunt. Comme nous n'avons cessé de le dire, et comme le prouve la construction de ses chemins de fer avec ces excédents budgétaires, il a des ressources considérables, et ce surplus de dépenses, causé certainement par des projets dont nous devons nous préoccuper et que nous rechercherons lorsque nous serons mieux informés de la distribution du budget siamois, sera couvert par un recours aux caisses de réserve.

CHINE

La neutralité de la Chine. — Il n'a circulé pendant les dernières semaines aucune nouvelle de source quelque peu autorisée de nature à faire croire que la Chine fût portée à renoncer à sa neutralité. M. Dubail, ministre de France à Pékin, a fait plusieurs déclarations publiées par la presse, et dans lesquelles il affirmait sa confiance dans la sincérité des intentions proclamées par le Gouvernement chinois de maintenir la neutralité. On assure même que le prince Tching a envoyé une circulaire confidentielle aux vice-rois de l'Empire leur disant que la suprématie du Japon ne serait pas plus avantageuse à la Chine que celle de la Russie, et leur enjoignant en conséquence de faire tous leurs efforts pour maintenir une stricte neutralité. C'est d'ailleurs là une nouvelle que nous n'enregistrons que sous réserve, de même que tout ce qu'on dit en ce moment des dispositions très favorables que Yuan-Chi-Kai aurait pour les Japonais. Il est vrai que le vice-roi du Petchili a fait venir beaucoup d'instructeurs militaires du Japon, mais rien n'indique jusqu'à présent qu'il ait l'intention de faire servir ses armées à des visées japonaises.

Cependant, on doit conserver des inquiétudes en ce qui concerne l'avenir lointain. Dans certaines conditions, le maintien de la neutralité de la Chine deviendrait nécessairement précaire, et l'on peut se demander si le Japon ne s'efforce pas dès à présent de réaliser ces conditions en dépit de toutes les déclarations qu'il a faites pour affirmer

le désir qu'il avait de voir durer la neutralité de la Chine. Une dépêche de Tien-tsin au *Times* a dit que M. Uchida, ministre du Japon à Pékin, est venu à Tien-tsin le 5 juin pour conférer avec le vice-roi. Il s'efforcera de décider ce dernier, et les autres personnes ayant de l'influence sur le gouvernement céleste, à travailler pour que la Chine occupe immédiatement les territoires dont l'armée japonaise chasserait les Russes. Il est évident qu'il y a là une perspective très tentante pour la Chine et qui doit la porter à remettre complètement la main sur la Mandchourie; mais en même temps, on peut se demander quelle serait sa situation le jour où l'armée russe reviendrait victorieuse, si des conflits ne se produiraient pas, si la neutralité chinoise ne serait pas inévitablement atteinte, au cas où le gouvernement de Pékin céderait aux suggestions qui lui seraient faites en ce moment par M. Uchida.

Le commerce de Niou-tchouang. — Le consul britannique à Niou-tchouang (In-kéou), M. Fulford, a adressé à son gouvernement, sur le commerce de ce port en 1903, un rapport qui vient d'être publié dans la dernière série des rapports consulaires et diplomatiques anglais (n° 3169). M. Fulford dit dans ce rapport :

La valeur nette du commerce de Niou-tchouang, fait par des navires étrangers en 1903, s'est élevée à 47.632.059 haïkouan taëls, soit 456.912.900 francs, alors qu'en 1902 le commerce de Niou-tchouang n'avait été que de 42.692.135 haïkouan taëls, 138.749.425 francs. Le chiffre de 1903 est le plus haut qui ait été atteint, sauf pendant l'année exceptionnelle de 1899; mais les importations de cette dernière année sont même dépassées, si l'on met de côté les chiffres des importations de matériel de chemin de fer en 1899. C'était là, en effet, un mouvement tout à fait indépendant du commerce normal de Niou-tchouang, puisqu'il s'agissait de fournir le matériel nécessaire au chemin de fer russe alors en construction. Le commerce de Niou-tchouang doit être regardé comme particulièrement bon si l'on considère l'incertitude de la situation politique, pendant toute la saison d'avril à novembre, les fluctuations du change, et la concurrence de Dalny et de Port-Arthur qui s'est fait vivement sentir. Mais si le mouvement total des affaires a été satisfaisant, il ne semble pas que les bénéfices faits par les marchands indigènes aient été proportionnellement aussi considérables que d'ordinaire.

Les tableaux de navigation annexés au rapport du consul britannique montrent le plus grand mouvement qui se soit encore produit depuis l'ouverture de Niou-tchouang, mais une grande partie des navires entrés et sortis ont navigué sur l'Est. Ces tableaux montrent que, sur un total de 378.757 tonnes, 205.700 étaient anglaises, 245.659 japonaises et 22.228 russes. La part du Japon dans le commerce de Niou-tchouang était très considérable, surtout dans les exportations. On sait, en effet, qu'une grande quantité des tableaux résultant de la fabrication des huiles de haricot, qui est un des principaux produits de la Mandchourie, est achetée comme engrais par le Japon. Les ventes du Japon ont été proportion-

nnellement moins grandes à Niou-tchouang que ses achats.

Parlant du commerce de Dalny et de Port-Arthur, le consul s'exprime ainsi :

On pourra déduire de ce rapport que le commerce fait aujourd'hui à Port-Arthur et à Dalny n'est pas simplement affecté au commerce de ces ports. En fait, les affaires qui se font dans ces deux villes ne sont pas du commerce mandchourien tel qu'on le comprend à Niou-tchouang. A l'exception d'une certaine quantité de soie sauvage et de haricots embarqués à Dalny, les importations et les exportations des deux ports peuvent être déclarées sans relation avec le commerce ordinaire du pays. C'est pourquoi le mouvement de la navigation de ces deux ports, quoique très considérable, ne donne pas les indications que l'on pourrait croire. A Dalny, il est entré, en 1902, 1.717 vapeurs d'un tonnage total de 290.227 tonnes, et en 1903, 792 vapeurs. Les importations en 1903 ont été estimées à 82.766.600 francs, chiffre sur lequel le thé en transit vers la Sibérie a pris une part de 48.211.850 francs. Les exportations de Dalny ont été évaluées à 4.672.775 francs, chiffre sur lequel le riz, les haricots, le millet et le blé ont pris 1.465.725 francs.

A Port-Arthur, il est entré en 1901, 824 vapeurs d'un tonnage total de 657.794 tonnes; en 1902, 984 vapeurs de 760.755 tonnes et en 1903, 1.105 vapeurs d'un tonnage de 806.193 tonnes. On ne peut se procurer des statistiques de leurs cargaisons qui consistent surtout en approvisionnements pour les troupes, la marine, le chemin de fer et la population russes.

Les constatations faites par M. Fulford ne sont d'ailleurs pas très étonnantes. Dalny et Port-Arthur ne prenaient encore aucune part réelle au mouvement traditionnel de la Mandchourie, qui continuait à se faire par Niou-tchouang. Les deux ports russes sont un peu excentriques, et qui plus est, ils n'avaient pas eu le temps, avant l'ouverture des hostilités, de se préoccuper d'autre chose que d'approvisionner les machines de guerre et l'administration que la Russie avait créée en Mandchourie. En outre, il faut tenir compte de ce fait que le commerce de la province était le moindre des soucis des autorités russes qui avaient encore tout à faire pour se consolider dans le pays, et qui, d'autre part, ne sont pas généralement d'un tempérament qui les porte à se préoccuper beaucoup des choses commerciales. Les tarifs sur le chemin de fer de l'Est-Chinois n'encourageaient guère les commerçants du pays à recourir à ce moyen perfectionné de transport. On nous a dit en avril 1903, lorsque nous sommes passés à Inkéou (Niou-tchouang), que l'on considérait plus économique dans ce port d'envoyer les marchandises dans l'intérieur de la Mandchourie par les jonques du Kiao-ho et les charrettes chinoises que par le chemin de fer de l'Est-Chinois.

La révolte du Kouang-si. — A en croire la *Siam Free Press*, il y aurait de nombreux aventuriers américains venus de Manille dans les rangs des révoltés du Kouang-si. Les autorités américaines des Philippines se seraient efforcées d'empêcher leurs compatriotes d'aller au secours des insurgés, mais elles n'y auraient pas réussi, et à l'heure actuelle la présence de ces étrangers

expliquerait en partie la persistance de la révolte et les succès qu'elle a parfois remportés sur les troupes impériales. Nous ne donnons d'ailleurs cette nouvelle que sous réserves, mais il est fort possible que quelques-uns des nombreux Américains à tempérament très aventureux, qui sont allés aux Philippines au moment de la guerre contre l'Espagne ou après, cherchent maintenant à employer leur activité en se mêlant aux troubles de la Chine méridionale.

CORÉE

La Corée et la Russie. — Une des questions qui se sont posées depuis que les Japonais ont assumé en fait le protectorat de la Corée et dominent complètement le gouvernement de Séoul, est de savoir si ce dernier maintiendrait sa représentation diplomatique à Saint-Pétersbourg. On assure que les autorités japonaises ont travaillé à décider l'empereur de Corée à rappeler son ministre auprès de la cour de Russie, et à la fin de mai, le bruit a couru que ce ministre, Tchinn-Pomm-Yi, avait quitté son poste et qu'il ne rentrerait plus dans la capitale russe. La nouvelle a été démentie. On a dit que le ministre de Corée se rendait simplement à Berlin pour régler des affaires privées. On n'a pas encore annoncé son retour à Saint-Pétersbourg, et ce voyage en apparence temporaire pourrait bien être le commencement d'une absence définitive, nécessitée par la situation nouvelle de la Corée.

Les constructions de chemins de fer coréens.

— Nous avons signalé dans notre dernier Bulletin les envois considérables de personnel spécial faits par les Japonais pour activer la construction des chemins de fer coréens. Un résultat de cet effort commence à se faire sentir. Non seulement les deux extrémités déjà construites de la ligne de Séoul à Fousan s'avancent rapidement à la rencontre l'une de l'autre, mais encore le travail est mené activement sur la ligne de Séoul à Ouidjou. L'infrastructure en était terminée dans les premiers jours de juin jusqu'à une cinquantaine de kilomètres au nord de Séoul, et les ponts étaient construits sur les vingt-cinq premiers kilomètres. On se prépare à poser rapidement les rails sur cette section de manière à faciliter le transport des matériaux nécessaires à l'avancée de la ligne. D'après des prévisions japonaises, cette dernière serait achevée jusqu'à Pieng-yang dans le courant de décembre.

JAPON

La circulation monétaire à Formose.

— Une dépêche de Tokyo nous apprend que le gouvernement japonais vient de mettre fin au système monétaire à base d'argent, qu'il avait adopté

à Formose après la conquête. Ce système, d'ailleurs, ne faisait que maintenir, mais avec plus de régularité et en employant des monnaies japonaises, la circulation de métal blanc qui existe dans l'île, comme elle existe encore dans toute la Chine. A l'avenir, la circulation monétaire de Formose sera sur la base de l'étalon or. Ce changement, qui va unifier les monnaies de la colonie avec celles de sa métropole japonaise, est un résultat indirect de la guerre qui a permis au gouvernement japonais de faire bon usage du stock d'argent de Formose. On sait, en effet, que les belligérants agissant en Mandchourie, c'est-à-dire en pays chinois, sont obligés de faire de gros paiements en argent, et que le prix du métal blanc s'est élevé sur les marchés du monde depuis le commencement de la guerre russo-japonaise.

ASIE RUSSE

La valeur pécuniaire de la flotte russe du Pacifique. — Le correspondant du *Times* à Odessa vient d'envoyer à ce journal des données intéressantes sur la valeur pécuniaire de la flotte russe du Pacifique. Le journal anglais, commentant ces informations, fait observer quelle est l'importance de l'enjeu de la lutte qui se déroule aujourd'hui autour de Port-Arthur. « Le 8 février, avant le coup inattendu qui fut porté avec succès au *Cesarevitch*, au *Revitsan* et au *Pallada*, il y avait 68 unités navales russes dans le Pacifique entre Vladivostok et Changhaï. Sur ce nombre étaient 7 cuirassés, 4 croiseurs cuirassés de première classe, 5 croiseurs protégés de première classe, 2 croiseurs protégés de deuxième classe, 3 petits croiseurs, 7 canonnières, 3 transports de torpilles, 2 croiseurs torpilleurs, 13 contre-torpilleurs de grand modèle, 12 de modèle inférieur et 10 torpilleurs. La valeur minima des 7 cuirassés avec tout leur équipement était de 103.600.000 roubles, 275.566.000 francs. La valeur minima des 11 croiseurs protégés de première et de seconde classe était de 88.250.000 roubles, 232.250.000 francs, et la valeur minima des 55 autres unités était de 87.400.000 roubles, 230.500.000 francs. La valeur totale de la flotte était de 279.500.000 roubles, 747.375.000 francs. Et encore, ces calculs ne tiennent pas compte des navires envoyés par le gouvernement au service des ports, des transports militaires, des navires de la flotte volontaire qui se trouvaient dans la zone des hostilités, le 8 février, des navires de la Compagnie de l'Est-Chinois ou des Compagnies de navigation fonctionnant dans le Pacifique à cette époque.

On voit donc quelle importance, pour ne parler que de l'argent, présente la question qui se pose avec le siège de Port-Arthur, mais elle a une portée encore plus grande que sa portée pécuniaire. Il est évident, en effet, que si Port-Arthur succombe et avec la place l'escadre qui y est enfermée, ou que si cette dernière fait une sortie

désespérée dans laquelle elle est anéantie presque tout entière, il deviendra impossible pour les Russes d'espérer, dans un avenir raisonnable, reprendre la maîtrise de la mer. Tout ce que l'on dit du départ possible de l'escadre de la Baltique n'est admissible qu'à la condition que cette dernière trouve en Extrême-Orient l'aide d'une flotte suffisante pour l'aider sérieusement contre le Japon, et aussi un port où se réparer. Vladivostok étant trop loin et dans une mer pratiquement fermée par des détroits japonais, l'escadre de la Baltique ne pourrait compter que sur Port-Arthur. Cette place tombée et la flotte qui s'y abrite détruite, il devient impossible à la Russie de vaincre les Japonais sur mer pendant la guerre actuelle.

Les trains sanitaires automobiles. — Les trains sanitaires dépendent exclusivement du général Linevitch. Ils sont faits tous sur le même modèle, ils comprennent 1 wagon de 1^{re} classe, 2 de 2^e, 8 de 3^e et 2 de bagages dont l'un est transformé en cuisine. Il est défendu de prendre, au lieu de wagons de voyageurs, des wagons de marchandises.

On a construit en outre des sortes de bateaux-chalands sanitaires, qui sont de vrais hôpitaux militaires, à 200 lits. Un médecin y trouve assisté de trois étudiants qui lui servent d'aides, de 8 sœurs de charité, de 15 infirmiers et d'un économiste. Un des étudiants sert de pharmacien, un des infirmiers de cuisinier.

Le transport des blessés est encore bien primitif : on les transporte en voiture sur du foin ou de la paille, ou, ce qui vaut mieux pour eux, quand on le peut, en chemin de fer. En télègue le trajet est dur, car les routes sont épouvantables, mais cela vaut mieux encore que l'horrible voiture dont on se sert si souvent, la linéika : il est déjà pénible pour un homme bien portant de voyager en linéika, on juge ce que ce doit être pour un blessé !

Sur les derrières de l'armée, actuellement se trouve la route qui réunit Blagovestchensk, Merguene, Tsitsikar, Bodouné, Guirine et Moukden. Des lazarets ont été établis sur cette route, on y conduit les blessés qui sont transportés par bateaux sanitaires sur la Soungari. On vient d'imaginer, pour faciliter les transports, un train automobile sanitaire, dont le prix de revient serait de 80.000 roubles, qui ferait 20 verstes à l'heure et il pourrait transporter 60 hommes. Il est composé de 10 voitures automobiles, 4 pour les soldats qui sont grièvement blessés, 6 pour ceux dont les blessures sont moins graves. On croit que de tels trains pourront fonctionner avant l'automne.

Le fleuve Amour et la navigation. — La navigation sur le fleuve Amour est ouverte depuis peu. Les bateaux partent de la ville de Sretensk alors que le fleuve, avant d'avoir été grossi de l'Argoune, s'appelle encore la Chilka. La navigation a lieu entre Sretensk et Nikolaïevsk sur une distance de 3.055 verstes (3.256 kilomètres) et sur l'Ooussouri, affluent de l'Amour, qui, comme lui, sert de frontière à la Sibérie sur une distance

de 380 verstes (405 kilomètres) entre Khabarovsk et Imane. La voie ferrée, qui réunit Vladivostok et Khabarovsk passe par Imane, et c'est pour cette raison que ce village récemment créé a pris en peu de temps une importance assez grande. On y a établi une sorte de chantier de construction pour les chalands, les bateaux et les dragueuses.

L'Amour est aujourd'hui important, non seulement parce qu'il sert de voie de communication que suivent selon la saison les traîneaux ou les bateaux, mais parce qu'il reçoit la grande rivière Soungari que les bateaux peuvent remonter et qui traverse le centre même de la Mandchourie. La Soungari sort des monts Tchan-bo-chane non loin de la frontière de Corée, elle a tout d'abord le caractère torrentiel des rivières de montagnes, mais à Guirine, à 150 verstes de sa source, elle devient une rivière de 250 mètres de large, sa profondeur est déjà de 5 mètres. Près de la ville de Bodouné, elle reçoit la très large Nonni, elle atteint alors une largeur de deux verstes.

La navigation sur le fleuve Amour s'est rapidement développée pendant la seconde partie du XIX^e siècle. C'est en 1854 que l'on vit sur l'Amour le premier bateau à vapeur : on en comptait 25 en 1870 ; en 1895, 49 pour porter 116.000 pouds de marchandises, et 64 grands chalands pouvant en transporter 700.000. En 1900, il y avait 120 bateaux qui transportèrent 40.000 passagers ordinaires, 7.500 émigrants et 6 millions de pouds de marchandises.

La progression, on le voit, a été constante et extraordinaire, mais, ainsi qu'il a été dit déjà en cette même place, le chemin de fer de l'Est-Chinois fait aujourd'hui à la navigation sur l'Amour une concurrence dont les conséquences ont été malheureuses pour les compagnies de bateaux d'abord, et ensuite pour les marchands des villes de Khabarovsk, de Blagovestchensk et de Sretensk.

On peut le constater dans la note qui suit immédiatement celle-ci.

La Compagnie de l'Est-Chinois et le transport du thé. — Le Transmandchourien a amené de grands changements dans le transport du thé de Chine, les voies anciennes sont aujourd'hui moins fréquentées qu'autrefois, certains marchés ont perdu beaucoup de leur importance, et il est probable que pour eux l'avenir sera plus terrible encore que le présent.

Jadis, le thé de Chine suivait trois routes pour venir en Europe. On le transportait à dos de chameaux à travers la Mongolie pour Ourga et Kiakhta. Des affaires se faisaient, assez importantes, à Ourga, mais c'était à Kiakhta que les commerçants russes avaient établi leurs magasins : cette petite ville était en effet admirablement située, juste à la frontière qui la sépare de la ville chinoise de Maïmatchene. Les marchands russes de Kiakhta s'enrichirent vite, et c'est dans cette ville que s'édifièrent quelques-unes des grandes fortunes sibériennes. La création du Transmandchourien n'a pas beaucoup plu aux marchands de

Kiakhta, mais ils se sont consolés en pensant qu'on étudiait la question du Transmongolien, voie ferrée nouvelle qui passerait par Kiakhta et qui réunirait Pékin et Irkoutsk.

Les deux autres routes que suivait le thé étaient le fleuve Amour et la voie maritime; les bateaux de la Flotte Volontaire l'amenaient de Changhaï et de Hong-kong jusqu'à Odessa.

En 1903, la Compagnie de l'Est-Chinois commença activement à transporter le thé: rien que cette année elle en transporta 1.999.000 pouds, chiffre qui représentait la deuxième partie des marchandises transportées sur la ligne de Mandchourie en petite vitesse.

On ne saurait guère comparer le transport du thé en 1903 et en 1902. En 1902, le service des trains fonctionnait mal encore sur l'Est-Chinois; on transporta, en 1903, 1.719.000 pouds de plus qu'en 1902.

Cette énorme progression vient du fait suivant: des tarifs spéciaux pour le transport du thé, très avantageux, furent publiés et les préparateurs du thé trouvèrent le plus grand intérêt à en profiter.

Le point le plus important pour l'exportation du thé fut Dalny d'où l'on expédia par chemin de fer 1.975.000 pouds de thé; il n'en vint que 28.000 par Niou-tchouang et 26.000 par Port-Arthur. Le transport du thé sur le fleuve Amour perdit ainsi toute son importance l'an dernier, et il n'est pas probable qu'il la reprenne jamais.

Au moment où la guerre éclata, il y avait à Dalny 400.000 pouds de thé tout prêt pour la consommation, et 500.000 que l'on travaillait encore. Les marchands ne savaient pas comment écouler leurs marchandises; les assurances refusaient d'assurer le thé qui passerait par la Mongolie à cause des dangers qu'il courrait, et on ne pouvait le conduire jusqu'au fleuve Amour faute de chemins, le fleuve d'ailleurs était à cette époque pris par les glaces.

En 1903, le thé a été envoyé à trois villes principales: 67.000 pouds arrivèrent à Tcheliabinsk, 62.900 à Moscou et 37.200 à Irkoutsk. Il y avait plusieurs sortes de thé: le thé tel que nous le connaissons, et le thé en briques tel qu'on en consomme beaucoup en Russie. Ce thé est soumis à une préparation spéciale; il est pressé et on en fait des petites briquettes; le consommateur en casse un petit morceau avec son couteau et il le fait ensuite infuser comme du thé ordinaire. Le thé en briques coûte très peu cher et il sert aux soldats, aux ouvriers et aux paysans. Dans les 62.900 pouds destinés à Moscou, il n'y avait pas de thé en briques.

Aux dernières nouvelles, on nous annonçait officiellement que c'est par la Mongolie que le thé serait amené cette année en Russie, ainsi que cela se passait jadis. On évaluait, en 1900, la quantité totale du thé importé en Russie d'Europe à plus de 2.500.000 pouds par an, et dans cette évaluation on constatait que 1.720.000 pouds passaient par la frontière asiatique et principalement par Kiakhta.

Le transport des marchandises destinées à la Sibérie. — Le refus de la Compagnie du Transsibérien de prendre des marchandises privées fait couler beaucoup d'encre en Russie. On sait que la vie est devenue déjà très chère en Sibérie, et certains journalistes ont affirmé déjà que cette année les Sibériens seront privés de toutes les marchandises dont ils ont besoin.

En ce moment, les marchandises ne sont pas toutes refusées, on les admet en petite quantité, mais la plupart d'entre elles ne sont pas admises: la situation au point de vue commercial est très grave, et il n'est pas probable qu'elle puisse s'améliorer de longtemps.

On a, en février et en mars, expédié les marchandises par voiture; c'est ainsi que les produits exposés à la foire annuelle d'Irbit sont parvenus jusqu'à Petropavlovsk, Omsk et Kourgane. On pense qu'elles pourront être désormais transportées par eau. Elles iront en chemin de fer de Moscou à Nijni-Novgorod, de là elles gagneront Perm en descendant la Volga et remontant la Kama, puis par chemin de fer à Tioumène d'où elles seront dirigées par la Toura, l'Irtyche, l'Ob et la Tome jusqu'à Barnaoul, par le canal de Sibérie, dans le bassin de l'énisséi et par l'Irtyche jusqu'à Omsk et Semipalatinsk.

Perm sera donc le point central pour les transports des marchandises, et en quelque sorte l'entrepôt de la Sibérie. On voit que les transbordements seront nombreux, Moscou, Nijni, Perm, Tioumène; les retards cette année seront tout à fait excessifs.

Ces difficultés dans le transport inquiètent les marchands. Une des industries qui était le plus atteinte était celle du beurre: on étudie la question de faire passer chaque jour un train de beurre; on sait que le transport du beurre contribue pour une bonne part aux bénéfices du Transsibérien.

L'Exposition d'Irkoutsk. — La Société de géographie d'Irkoutsk, qui est une des sections de la Société de géographie impériale de Saint-Pétersbourg, avait depuis quelques années déjà l'intention d'organiser à Irkoutsk une exposition sibérienne. On n'entendait pas cependant préparer une exposition exclusivement locale, on voulait faire appel aux commerçants et surtout aux industriels de Russie et même de l'étranger en leur demandant d'exposer les instruments et les produits dont les Sibériens pouvaient avoir besoin. Cette exposition avait été fixée et reste encore fixée à l'année 1905.

Le comité directeur du Transsibérien vient de s'occuper de cette question et d'étudier la part qu'il prendrait à la première grande manifestation de ce genre qui serait faite en Sibérie. Le gouverneur général actuel avait en effet demandé au ministère des Voies et Communications le concours sans lequel l'exposition ne pouvait se constituer. On a décidé d'accorder pour les transports des marchandises exposées des conditions spéciales. Ces marchandises seront très nom-

breuses et une grande partie de l'exposition russe, jadis destinée à Saint-Louis, serait réservée pour Irkoutsk.

Il est probable d'ailleurs, quoique nul n'en eût encore voulu parler, que l'exposition d'Irkoutsk sera reculée, car la guerre menace de durer longtemps, et ce n'est pas en ce moment que la Sibérie pourrait faire l'effort qu'on exigerait d'elle pour mener à bien une tâche aussi difficile.

La récolte sibérienne en 1903. — *Le Messager des finances* n'a publié que les chiffres concernant la Sibérie Occidentale, la Sibérie Centrales et les provinces d'Asie Centrale.

PROVINCES DE	Blé.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
	poids			
Iénisséï.....	1.871.800	4.036.000	5.387.800	98.251
Irkoutsk.....	1.647.800	1.082.000	1.383.300	37.964
Tobolsk.....	9.209.400	19.642.000	31.893.900	466.486
Tomsk.....	14.508.000	26.235.235	42.022.400	673.536
Akmolinsk...	2.654.100	5.200.800	14.909.000	217.473
Sémipalatinsk	710.400	1.917.600	3.203.000	48.341
Sémiretché...	9.559.900	16.177.300	10.786.500	155.079
Tourgai.....	2.851.800	2.916.800	5.764.900	143.918
Total...	43.013.300	77.209.200	115.351.400	

PROVINCES DE	Seigle.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Iénisséï.....	1.779.300	3.981.000	5.080.300	91.202
Irkoutsk.....	3.615.100	2.404.500	4.054.900	104.448
Tobolsk.....	1.527.100	2.790.800	4.416.700	74.990
Tomsk.....	2.414.400	3.291.700	6.715.100	121.026
Akmolinsk...	58.100	78.000	154.400	2.317
Sémipalatinsk	33.200	80.300	161.900	2.934
Sémiretché...	353.800	646.100	449.900	6.700
Tourgai.....	0.100	2.200	6.800	199
Total...	9.780.200	13.474.600	21.040.000	

PROVINCES DE	Avoine.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Iénisséï.....	1.700.600	3.277.200	4.457.600	77.387
Irkoutsk.....	2.498.000	2.102.900	2.670.500	64.129
Tobolsk.....	8.295.800	12.477.600	22.531.900	351.655
Tomsk.....	6.618.100	12.338.900	24.018.400	343.136
Akmolinsk...	1.030.500	1.068.000	2.916.300	39.793
Sémipalatinsk	354.200	712.800	1.179.000	15.895
Sémiretché...	3.809.400	5.720.800	4.633.800	53.919
Tourgai.....	893.800	856.900	1.321.500	41.230
Total...	15.190.200	38.455.100	63.529.000	

PROVINCES DE	Orge.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Iénisséï.....	477.600	318.900	530.800	9.285
Irkoutsk.....	798.900	722.800	814.400	17.021
Tobolsk.....	1.077.500	1.198.400	1.991.500	30.100
Tomsk.....	607.800	1.252.600	2.262.600	33.946
Akmolinsk...	348.800	222.700	772.400	40.430
Sémipalatinsk	36.900	119.900	172.500	2.315
Sémiretché...	2.400.200	3.602.500	2.619.100	33.799
Tourgai.....	76.200	52.500	103.500	3.578
Total...	5.524.300	7.480.300	9.266.800	

PROVINCES DE	Sarrasin.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Iénisséï.....	85.400	156.100	244.200	7.199
Irkoutsk.....	107.700	13.200	98.100	4.510
Tobolsk.....	98.900	428.900	393.800	15.790
Tomsk.....	373.300	564.600	995.300	25.073
Akmolinsk...	26.700	29.600	71.800	2.103
Sémipalatinsk	0.100	100	700	22
Sémiretché...	10.200	10.000	8.100	217
Tourgai.....	3.200	9.000	29.700	1.591
Total...	705.600	1.211.580	1.841.700	

PROVINCES DE	Maïs.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Sémipalatinsk	100			
Sémiretché...	10.700	2.800	43.600	362
Tourgai.....		300		
Dans les cinq autres pro- vinces.....	Néant	Néant	Néant	Néant
Total...	10.800	3.100	43.600	

PROVINCES DE	Millet.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Iénisséï.....	50.100	143.200	115.000	3.349
Irkoutsk.....	14.500	1.400	12.900	409
Tobolsk.....	99.300	260.500	424.500	11.350
Tomsk.....	488.000	1.211.200	1.654.100	37.129
Akmolinsk...	166.000	326.500	481.700	12.230
Sémipalatinsk	206.700	587.900	1.358.600	20.613
Sémiretché...	3.091.100	6.059.300	4.734.000	57.047
Tourgai.....	3.207.500	3.718.300	2.573.000	94.199
Total...	7.322.300	12.508.300	11.353.800	

PROVINCES DE	Pois.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Iénisséï.....	26.700	42.600	50.900	1.030
Irkoutsk.....	36.400	38.500	19.600	817
Tobolsk.....	64.800	265.300	436.800	10.350
Tomsk.....	90.100	77.300	255.600	5.808
Akmolinsk...	28.800	29.800	79.400	1.699
Sémipalatinsk	1.100	5.700	4.700	19
Sémiretché...	202.400	208.100	122.600	2.173
Tourgai.....	4.500	5.300	13.300	580
Total...	454.300	672.400	982.900	

PROVINCES DE	Pommes de terre.			DESSIATINES CULTIVÉS EN 1903
	1901	1902	1903	
Iénisséï.....	3.325.600	2.788.000	3.563.500	8.422
Irkoutsk.....	2.346.800	1.783.100	2.498.600	5.270
Tobolsk.....	8.040.300	7.050.500	9.099.000	22.639
Tomsk.....	8.148.500	6.961.800	12.654.000	28.073
Akmolinsk...	1.013.000	1.931.000	2.474.100	6.898
Sémipalatinsk	226.800	331.700	592.800	1.393
Sémiretché...	387.000	653.600	869.000	1.500
Tourgai.....	155.300	234.400	265.900	1.259
Total...	23.644.200	21.738.100	31.997.600	

On voit que, parmi les provinces sibériennes, c'est celle de Tomsk qui tient le premier rang. Les récoltes de la province de Tobolsk, qui vient ensuite, sont toujours de beaucoup supérieures à celles des provinces d'Iénisséï et d'Irkoutsk.

Parmi les provinces dites de l'Asie centrale, la province de Semiretché a pris en quelques années le premier rang, et les récoltes deviendront plus importantes encore si l'on continue à faire des travaux d'irrigation dont le résultat a été très heureux.

La région de Tcheremkhovo. — Nous avons parlé dernièrement des centres houilliers principaux de la Sibérie et certaines personnes nous ont demandé quelques renseignements sur les mines de Tcheremkhovo. Tcheremkhovo est aujourd'hui une ville de la province d'Irkoutsk, dans le district de Balagansk. Dans les terres mêmes sur lesquelles sont construites les habitations, se trouvent de très riches gisements de houille, et leur situation leur donne une grande importance : ils sont en effet assez proches de la rivière Angara et ils sont traversés par la voie ferrée.

Les résultats de l'analyse chimique de la houille ont été très satisfaisants; ils ont été faits lorsque l'ingénieur Markévitch a entrepris l'exploitation des gisements dans le but de donner des combustibles minéraux à la ligne de Sibérie.

On trouve beaucoup de coke à Tcheremkhovo; il se présente sous l'aspect d'une masse fondue et refroidie.

Aux gisements de Tcheremkhovo succède, à Golovina, des riches gisements d'argile réfractaire. L'argile se trouve à une profondeur de quatre mètres environ; il est remarquable par sa qualité; très blanc et très gras, c'est du véritable kaolin, et il rappelle l'argile d'Anden près de Namur qui est le meilleur de Belgique. C'est là que fut fondée en 1869, la première fabrique de porcelaine et de faïence en Sibérie. Les produits annuels de la fabrique de Khaïtinsk sur la rivière Khaïta près de son confluent dans la Biélaïa, sont évalués à plus d'un million de francs.

La toundra. — Plusieurs personnes nous ont demandé des renseignements sur la région sibérienne, appelée région des toundras. Cette zone polaire est infiniment plus étendue dans la Sibérie centrale que dans la Sibérie occidentale. En Sibérie centrale, elle a une étendue de 1.444.000 kilomètres carrés. Il ne saurait y être question de végétation, car la saison estivale y est si courte qu'il est impossible de songer à entreprendre en ces régions la moindre culture. La toundra ne peut être exploitée que pour l'élevage des rennes, ou pour la chasse, ou pour la pêche. Un groupe de marchands de Krasnoïarsk y exploitent activement les rivières; leurs représentants vivent dans des huttes, ils conservent le poisson dans de la glace, sur un chaland qui est remorqué ensuite sur Flénessé; les poissons sont transportés ensuite en Russie dans des wagons-glacières.

La flore de la région est pauvre en espèces, cela va sans dire. Middendorff n'a trouvé sur la presqu'île de Taïmyr que 124 phanérogames, parmi lesquels figuraient les buissons les plus bas des espèces polaires, des bouleaux nains, des saules polaires et des mélèzes. Parmi les 124 espèces que nous venons de citer, 30 seulement n'étaient pas du type exclusif des plantes polaires, toutes les autres étaient endémiques à la région. Les arbres de la région sont rabougris et étiques; ils perdent leurs caractères d'arbres de haute futaie.

Parmi les mammifères de la région, citons l'ours polaire (*Ursus montanus* L.) qui est un habitant des îles de l'océan Glacial et qui est apporté dans la région par les glaces flottantes, le renard blanc (*Canis lagopus* L.), le renne, etc.

Au nord d'Iakoutsk, la toundra est couverte de pousses ligneuses basses et rampantes, alternant avec des marais découverts. En été, elle n'est pas couverte de neige, mais à 35 centimètres de sa surface on trouve un sol glacé dont les couches alternent avec des couches de glace pure, où l'on trouve, outre des coquilles marines ou fossiles, des mollusques encore vivant aujourd'hui dans l'océan Glacial, des ossements d'animaux disparus ayant habité le Nord sibérien, tels que le mammoth, le rhinocéros, le bos et quelquefois les cadavres de ces animaux sont en entier. Dans cette partie de la toundra, la végétation n'est représentée que par des mousses et des buissons très bas, de l'herbe assez rare, le tout formant parfois un épais gazon; le plus souvent cette herbe pousse en touffes ou en plaques sur un sol dénudé de couleur boue sale. La terre est souvent friable et molle, le pied enfonce profondément, et le voyage est difficile dans ces régions désolées.

P. L.

TURQUIE

Une escadre française dans le Levant. — Comme il arrive toujours, l'escadre française qui se trouve actuellement dans les eaux d'Asie Mineure, reçoit de la population l'accueil le plus sympathique, pour ne pas dire le plus enthousiaste. A Constantinople, où s'est rendu l'amiral Gourdon avec ses officiers, le Sultan s'est montré particulièrement aimable. Selamlık, revue, audience cordiale, rien n'a manqué à la réception. L'amiral a reçu le cordon de l'Osmanié. Un grand dîner a eu lieu à l'Ambassade française, auquel assistait le ministre des Affaires étrangères, Teufik Pacha. Mais c'est à Smyrne, où sont mouillées les dix-huit unités navales, que les manifestations ont été les plus touchantes, à cause de leur caractère populaire et spontané. Elles se reproduisent, d'ailleurs chaque fois qu'une escadre française vient visiter ce port, si français à tant d'égards. Lors de la dernière arrivée de nos vaisseaux, les quais superbes étaient noirs de monde. A l'intérieur de la ville les enseignes s'étaient francisées, et chacun parlait français le plus possible. C'était fête pour tous, une véritable réjouissance publique que cette apparition de nos trois couleurs.

Nous sommes heureux d'enregistrer ce sympathique hommage rendu à notre marine, surtout sur ces côtes où depuis si longtemps le cœur des populations a appris à aimer la France, et où nous devons tenir à conserver intact, pour notre grandeur et notre influence, un pareil sentiment.

ASIE ANGLAISE

L'industrie du coton dans l'Inde. — On sait que la création et le développement dans l'Inde anglaise, à la fin du siècle dernier, d'une industrie de la filature et du tissage du coton ont été considérés et sont considérés encore par quelques-uns comme un des symptômes les plus inquiétants de la concurrence économique que la vieille Europe est appelée à soutenir contre les peuples asiatiques. Cette initiative a même alors provoqué en Angleterre de très vives alarmes qui se sont traduites par l'imposition sur les usines indiennes de taxes qui devaient aider l'industrie de la métropole à lutter contre celle de la colonie. Dans quel état se trouve actuellement l'industrie du coton dans l'Inde, à quels obstacles s'est-elle heurtée dans le passé? Quelles sont ses chances d'avenir? Autant de questions de très haut intérêt auxquelles vient de répondre notre consul général à Calcutta dans un rapport qu'a tout dernièrement publié le *Moniteur officiel du commerce*. Nous n'hésitons pas à reproduire ici les passages principaux de M. Pilinski dont on appréciera certainement la précision et la documentation :

On comptait dans l'Inde en 1903 :

201 fabriques représentant 43.676 métiers et 5.164.360 broches.

84 de ces fabriques faisaient concurremment le filage et le tissage.

113 ne faisaient que le filage.

4 ne faisaient que le tissage.

Peu de ces fabriques peuvent payer un dividende raisonnable aux actionnaires qui sont presque exclusivement des indigènes, Parsis, Mahométans ou Hindous, mais il est très remarquable qu'il n'y a cependant que très rarement des faillites déclarées; cela tient à ce que les actionnaires ont d'autres ressources, qu'ils font, lorsqu'il est nécessaire, de nouveaux sacrifices et attendent patiemment des temps meilleurs.

Dans les moments les plus difficiles, les usines exécutent la somme de travail indispensable, même à perte, pour conserver le matériel en bon état; les bâtiments sont entretenus et soignés et n'ont pas l'apparence d'abandon et de détresse où l'on devrait s'attendre à les voir après des séries de crises qui auraient sûrement ruiné complètement une industrie dans un autre pays.

L'association des filateurs et tisseurs est très disciplinée, les membres prennent des mesures en commun dans l'intérêt général sans chercher à se faire une concurrence dangereuse qui, si profitable qu'elle puisse être pour quelques individus, amènerait des désastres pour cette industrie en général. Sauf en ce qui concerne quelques mécaniciens européens, on n'emploie que des indigènes pour toute la main-d'œuvre et lorsqu'il est nécessaire d'arrêter le travail ou de le diminuer, on licencie les ouvriers pour ne garder que le nombre strictement indispensable, sans que cette mesure entraîne les conséquences de misère qu'elle comporte en Europe où un ouvrier industriel n'a aucune ressource que le produit de son travail à l'usine, sans pouvoir s'employer autre part en cas de chômage prolongé. Les ouvriers indigènes forment une population flottante dans les villes, ils n'y viennent que provisoirement pour gagner un salaire plus

élevé et retournent fréquemment dans leurs villages où généralement ils laissent leur famille établie. Leur ambition et leur but sont de devenir agriculteurs, ils ne sont ouvriers que par accident et, lorsque l'usine ne les emploie plus, ils retournent plus rapidement chez eux, mais ils ne sont pas complètement réduits à la misère sans aucun recours. Il était même d'usage, à Bombay, de ne leur payer leurs gages qu'en retard, laissant toujours un mois de réserve à l'usine pour les empêcher de retourner chez eux en temps inopportun. Les usiniers ne sont donc pas tenus de s'imposer la charge de conserver un personnel provisoirement inutile, ainsi que doivent le faire leurs confrères européens, soit par humanité, soit par nécessité, en prévision du retour de l'activité de leurs usines. Ce sont ces conditions particulières qui expliquent comment l'industrie cotonnière des Indes n'est nullement ruinée et peut encore supporter pendant longtemps des alternatives de fortes crises sans être aucunement empêchée de rentrer rapidement en activité aux premiers symptômes plus favorables.

Les causes qui ont nui à la prospérité de l'industrie du coton ont été principalement pendant ces dernières années :

La hausse rapide du change de la roupie;

La concurrence subite du Japon;

Le droit d'excise de 3 1/2 0/0 sur les cotonnages fabriqués aux Indes;

Les prix élevés des cotons;

Et il faut, enfin, ajouter une dernière cause très importante dont les intéressés sont uniquement responsables et qui est la mauvaise organisation administrative des usines.

J'ai souvent indiqué les conséquences désavantageuses de l'élévation du change pour les exportateurs indiens; il n'est pas non plus nécessaire de faire ressortir de nouveau le préjudice causé aux Indes par l'apparition sur les marchés chinois des produits des nouvelles filatures japonaises, et j'ai expliqué, ainsi que l'a fait également M. Vossion dans son rapport sur l'état de l'industrie cotonnière au 31 mars 1903 (supplément au *Moniteur officiel du Commerce* du 17 décembre 1903, n° 295), que le droit d'excise de 3 1/2 0/0 sur les cotonnades fabriquées aux Indes était en réalité un droit protecteur au profit des industriels anglais, au détriment de l'industrie locale; on reconnaît facilement, d'autre part, que l'élévation des prix du coton causée par contre-coup des spéculations américaines et par les demandes plus nombreuses des usines européennes, a été préjudiciable à l'industrie locale. Il ne reste donc qu'à expliquer les conditions défavorables qui résultent de la mauvaise organisation administrative des usines.

Les créateurs des premières filatures, de nationalité Parsi en général, ont voulu se conserver des avantages et une sorte de contrôle dans les sociétés qu'ils avaient pris l'initiative de former et se sont attribué à eux-mêmes ou à un petit groupe d'actionnaires privilégiés, le droit de rester commissionnaires des usines pour l'achat des matières premières et pour la vente du produit manufacturé. Cette attribution qui pouvait avoir une utilité au début et qui leur rapporte une double commission, ne leur impose plus aucune responsabilité ni même aucun travail, ils n'ont qu'à ordonner les achats au prix courant du marché et les ventes de filés dans les mêmes conditions. Cette coutume a été continuée pour les usines successivement construites et elle constitue un régime très onéreux sans aucune utilité. Dans la pratique actuelle les commissionnaires se bornent à recevoir une double commission sur tout ce qui entre et sur tout ce qui sort de l'usine sans s'en occuper autrement que pour contrôler le versement de leur commission qu'ils touchent même lorsque l'usine travaille à perte. Cette

charge qui grève parfois de 2 0/0 le produit (1 0/0 à l'entrée de la matière première et 1 0/0 à la sortie du filé ou du tissu) était supportée facilement pendant les périodes prospères, mais elle soulève maintenant les protestations unanimes des intéressés qui demandent avec instance la révision des statuts des sociétés.

Les conditions désavantageuses qui ont été énumérées peuvent-elles se modifier?

En ce qui concerne le change de la roupie, il n'y a pas à prévoir qu'il puisse être maintenant abaissé sans danger. Le système financier établi par le gouvernement a gagné la confiance publique qui a été pendant les premiers temps hésitante, il est accepté, quoique toujours onéreux au commerce d'exportation, et il n'y aurait qu'une grave révolution économique qui pourrait le renverser; cet événement n'est pas impossible, mais tout le monde est d'accord maintenant aux Indes pour vouloir l'éviter. En effet, si le système s'effondrait, le change ne baisserait pas progressivement comme il est monté, mais descendrait brusquement au taux de la valeur de l'argent et causerait de tels désordres dans l'économie générale du pays que personne ne peut le souhaiter.

En ce qui concerne les taxes de protection en faveur des cotonnades anglaises, elles ont été critiquées dès le début de leur imposition et forment toujours le thème des réclamations des orateurs, aussi bien en Angleterre qu'aux Indes, qui parlent au nom des intérêts indiens; il n'est pas à présumer qu'on veuille en exonérer l'industrie locale, surtout en ce moment où les régions industrielles anglaises sont si durement éprouvées, mais les défenseurs des intérêts purement indiens ont pris depuis plusieurs années assez d'importance pour que l'on craigne de les irriter en prenant d'autres mesures de ce genre au préjudice de ce pays. Il faut d'ailleurs remarquer que ces taxes ne frappent que les usines de tissage qui sont les moins nombreuses et les moins maltraitées, puisqu'elles placent la majeure partie de leurs étoffes dans le pays même et ne supportent conséquemment pas au même degré les pertes résultant de l'élévation du change qui ne sont sensibles que pour les relations avec l'étranger.

Quant à l'obligation imposée aux usines de payer des commissions pour l'entrée du coton et la sortie du produit manufacturé au profit de quelques-uns, c'est une charge reconnue inutile et onéreuse, résultant d'une coutume trop souvent critiquée et universellement condamnée pour qu'elle ne soit pas réformée prochainement; il suffira que quelques administrateurs d'usines abandonnent ce profit injustifié dans l'intérêt général de l'industrie pour qu'il soit imposé aux autres de suivre cet exemple.

Je pense avoir démontré, dit en terminant M. Pilinski, que la situation de l'industrie cotonnière aux Indes, bien que critique, n'est nullement désespérée, que toutes les usines sont en bon état et se tiennent en réserve, prêtes à reprendre un essor d'activité dès que des circonstances que l'on peut déjà prévoir, se présenteront moins défavorables. Loin d'être menacée dans son existence, elle est destinée, au contraire, à se développer surtout au point de vue du tissage et à employer de plus en plus la matière première qu'elle trouve sur place. La rareté du coton fera forcément hausser le prix des cotonnades anglaises contre lesquelles les produits indiens lutteront avec plus de succès malgré le droit d'excise.

PILINSKI,

Consul général de France.

NOMINATIONS OFFICIELLES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'exequatur a été accordé à MM. :
 Pedro Durel, *consul* du Nicaragua à Cherbourg;
 Le comte Maurice de la Fargue, *agent commercial* de Bulgarie à Paris;
 Carlos Americo Lera, *consul* du Mexique à Lyon;
 Adolphe George, *vice-consul* d'Espagne à Toulon;
 L. Tilman, *consul* de Belgique à Givet avec juridiction sur le département des Ardennes;
 Paul Morin-Pons, *consul* d'Autriche-Hongrie à Lyon.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Troupes métropolitaines.

INFANTERIE

Crète. — M. le *colonel* Nicolas est désig. pour exercer les fonctions de commandant supérieur des troupes françaises en Crète.

SERVICE VÉTÉRINAIRE

Indo-Chine. — M. Gillet, *vétér.* en 2^e, est affecté à l'artillerie coloniale en Indo-Chine.

Tonkin. — M. Léger, *vétérin.* en 2^e, est affecté aux batteries de la brigade de réserve de Chine.

Chine. — M. Szewczyk, *vétérin.* en 2^e, est affecté à l'artillerie coloniale en Chine.

GENDARMERIE

Nouvelle-Calédonie. — M. le *lieut.* Lorette est désig. pour servir à Koné.

Tonkin. — MM. le *lieut.* Déroche est désig. pour servir à Haiphong.

Troupes coloniales.

INFANTERIE

Chine. — Sont désig. pour servir au 16^e rég. :

MM. les *capit.* Giamarchi, Vaudescal, Vacher, Coup et Héquet; les *lieut.* Monniot, Charvet et Monerie de Cabrens; les *sous-lieut.* Médan et Deutschmann.

Cambodge. — M. le *chef de bat.* Bullier est affecté au bataill. des tirailleurs cambodgiens;

M. le *capit.* Du Bois de la Villerabel est placé à la 1^{re} comp. du bataill. de tirailleurs cambodgiens.

Cochinchine. — M. le *colonel* d'Albignac est nommé au command. de la 4^e brigade en Cochinchine.

Sont affectés au 11^e rég. :

MM. le *lieut.-col.* Le Camus, le *capit.* Cousin et le *lieut.* Nicolas à la 6^e comp.; le *capit.* Géré, à la 8^e comp., et le *capit.* Thiéry, comme trésorier.

Sont affectés au 12^e rég. :

MM. le *lieut.-colonel* Adam de Villiers, le *capit.* Casaux, à la 5^e comp.; le *lieut.* Fabre, à la 4^e comp., et le *sous-lieut.* Langlois à la 7^e comp.

Sont placés au 1^{er} annamites :

MM. le *colonel* Dain, le *chef de bat.* Lansard, au 1^{er} bataill.; le *capit.* Nazaret, comme major; le *capit.* Serre, à la 10^e comp.; le *capit.* Lambla, à la 11^e comp., et le *lieut.* Estève, à la 12^e comp.

Sont affectés au 2^e annamites :

MM. le *lieut.-colonel* Péchillot, le *capit.* Legrand, à la 6^e comp.; le *lieut.* Jolicler, à la 12^e comp.; les *sous-lieut.* Rousset, à la 2^e comp., et Verdier, à la 11^e comp.

Sont désig. pour servir en Cochinchine :

MM. le *lieut.-colonel* Boutrois, le *chef de bat.* Hubert, le *capit.* Wolf, les *lieut.* Muller, du Guiny, Coiscaud, Mourey, Lenglet et Estève, les *sous-lieut.* Barbet, Allard et Paschal;

M. le *chef de bat.* Legros est placé au 2^e bat.; M. le *capit.* Baudoin à la suite et M. le *lieut.* Detchebarne à la 7^e comp. du 12^e rég.

Sont affectés au 1^{er} annamites :

MM. les *capit.* Lamy, Héral et Vidalenc à la suite; M. le *sous-lieut.* Salel à la 6^e comp.;

M. le *capit.* Saillard est placé à la suite et le *lieut.* Leborgne à la 5^e comp. du 2^e annamites.

Tonkin. — Sont désig. pour servir au Tonkin :

MM. le *chef de bat.* Berger, les *lieut.* Dauriat, Keime, Combeau, Maurice, Guillot, Boissonneaux de Chevigny et de Loverdo, les *sous-lieut.* Laval, de Solère et Leblanc.

Sont désig. pour servir au 18^e rég. :

MM. les *capit.* Lepetit et Peigné, les *lieut.* Pigeon, Bourchet et le *sous-lieut.* Loyer.

M. le *chef de bat.* Thoreux est nommé à l'emploi de major au 9^e rég. et M. le *sous-lieut.* Beaumont est placé à la 12^e comp. du même régiment.

M. le *chef de bat.* Porion est placé au 10^e rég. comme major, et M. le *sous-lieut.* Petitjean est affecté à la 7^e comp. du même régiment;

MM. le *capit.* Rivier et les *lieut.* Raymond et Baulmont sont placés au 1^{er} tonkinois;

MM. les *lieut.* d'Alverny et Schwartz sont désig. pour servir au 2^e tonkinois.

Sont affectés au 3^e tonkinois :

MM. les *capit.* Roure, comme major; Martin, à la 1^{re} comp.; les *lieut.* Tirveillot, comme trésorier; Peignot, à la 12^e comp.; Vigon et Simonet, à la 15^e comp.; et les *sous-lieut.* Pierlot, à la 9^e comp.; Fassin, à la 10^e comp., et Cattet, à la 11^e comp.

MM. le *capit.* Marx et le *sous-lieut.* Lhote sont placés à la suite du 4^e tonkinois.

Sont placés à l'état-major partic. des troupes de l'Indo-Chine :

MM. le *chef de bat.* Friquignon, comme chef du service géog.; le *capit.* Raffin, comme offic. d'ordonn. du général command. la 1^{re} brigade; le *capit.* Cibaud, comme offic. d'ordonn. du général command. la 2^e brigade; les *capit.* Marty, Roy-Roux, Dou-doux, Martelly et le *lieut.* Lestel.

Sont affectés au 9^e rég. :

MM. le *colonel* Ytasse, le *capit.* Roy, à la suite; les *lieut.* Pierlot, à la suite, et Bailly, à la 2^e comp.; le *sous-lieut.* Marc-kert, à la 6^e comp.

Sont placés au 10^e rég. :

MM. le *lieut.-colonel* Mayeur, les *capit.* Ducharne, à la 5^e comp., et Chrétien, à la 7^e comp.; les *lieut.* Dubois, comme adjoint au trésorier, et Ringue, à la 2^e comp. et les *sous-lieut.* Charpentier, à la 1^{re} comp., et Chabert-Ostland, à la 7^e comp.

Sont affectés au 1^{er} tonkinois :

MM. le *chef de bat.* Kopff, au 1^{er} bat.; les *capit.* Frantz et Savin, à la suite, le *lieut.* Aurard, comme trésorier.

Sont placés au 2^e tonkinois :

MM. le *colonel* Jeannin, le *lieut.-colonel* Diguët, le *chef de bat.* Lamarche, comme major; les *lieut.* Mallarmé, à la 4^e comp.; les *sous-lieut.* Bouchet, à la 8^e comp., et de Luxer, à la 13^e comp.

Sont affectés au 3^e tonkinois :

MM. le *colonel* Privé, le *lieut.-colonel* Pollacchi, le *capit.* Ollivier-Henry, à la suite; les *lieut.* Frœchen, comme offic. d'habil., et Latapie, à la 3^e comp.; les *sous-lieut.* Javelier, à la 8^e comp., et Coppey, à la 14^e comp.

M. le *lieut.* Levavasseur est désig. pour servir au bataill. de tirailleurs chinois;

M. le *chef de bat.* Morel est désig. pour servir au Tonkin.

ARTILLERIE

Chine. — MM. les *lieut.* Lenfumé de Lignières et Gouin sont désig. pour servir au corps d'occupation.

Cochinchine. — MM. le *chef d'escad.* Doré et le *sous-lieut.* Chourrot sont désig. pour servir en Cochinchine;

M. le *capit.* Chérier est désig. pour servir à Rach-Dua;

Sont affectés :

MM. les *capit.* Collomb, à la 2^e batt. et Méléart, à la 4^e batt. du 5^e rég.

MM. les *chefs d'escad.* Delestre et Boucherie sont désig. pour servir au cap Saint-Jacques;

MM. les *chefs d'escad.* Ponsignon et Thiéry, et le *capit.* Nicaise sont désig. pour servir à l'état-major à Saïgon.

Sont désig. pour servir au 5^e rég. :

MM. le *capit.* Chérier, à la 1^{re} batt.; le *capit.* Blaquièrre, à la 2^e batt.; le *capit.* Carriat et le *lieut.* Niollet, à la 6^e batt.; le *capit.* Violland, à la 8^e batt.; les *lieut.* Chantreau et Virolleaud, à la 9^e batt.; le *capit.* Trémolières et le *lieut.* Renault, à la 10^e batt.

Tonkin. — M. le *capit.* Cayrade est désig. pour servir à la sous-direction d'artillerie de Haïphong;

M. le *capit.* Bierlé est placé à la suite du 4^e rég.;

M. le *capit.* Le Bronze est désig. pour servir à la 5^e batt. à Quang-tchéou-wan;

M. le *lieut.* Madec est désig. pour servir au Tonkin.

M. le *lieut.* Baud est désig. pour servir au Tonkin;

M. le *sous-lieut.* Guyot de la Hardrouyère est désig. pour servir à la brigade de réserve de Chine au Tonkin;

M. le *capit.* Lambert est nommé adjoint au command. de l'artill. à Hanoï.

CORPS DU COMMISSARIAT

Indo-Chine. — M. le *commis. de 1^{re} cl.* Lacouture est désig. pour servir en Indo-Chine.

Cochinchine. — MM. les *commis. de 1^{re} cl.* Deydier et de 2^e cl. Morin sont désig. pour servir à Saïgon.

Tonkin. — MM. les *commis. ppaux de 3^e cl.* Guyho et Lit-taye, les *commis. de 1^{re} cl.* Jouannet, Véron et Le Conte, le *commis. de 2^e cl.* Copin et le *commis. de 3^e cl.* Buchalet sont désig. pour servir à Hanoï;

M. le *commis. de 2^e cl.* Pajard est désig. pour servir à Ha-Giang.

Officiers d'administration.

Indo-Chine. — MM. l'*offic. d'admin. ppal* Reveillère et les *offic. d'admin. de 1^{re} cl.* Vergé et Secco sont désig. pour servir en Indo-Chine;

M. l'*offic. d'admin. de 3^e cl.* Le Clinche est désig. pour servir en Indo-Chine.

SERVICE DE SANTÉ

Indo-Chine. — MM. Dardenne, *méd.-maj. de 2^e cl.*, et Ma-naud, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, sont désig. pour servir en Indo-Chine.

Annam. — M. Marque, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, est attaché au service de la vaccine en Annam.

Cambodge. — M. Imbert, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, est attaché au poste médical de Kampot;

M. Tardif, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, est attaché au service de la vaccine à Pnom-penh.

Cochinchine. — Sont désig. pour servir en Cochinchine :

MM. Talbot et Marotte, *méd.-maj. de 2^e cl.*; Cadet, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, et Lefebvre, *pharm. aide-maj. de 1^{re} cl.*;

MM. Bernard et Lenoir, *méd. aides-maj. de 1^{re} cl.*, sont affectés à l'hôpital milit. de Saïgon;

M. Ferrand, *pharm.-maj. de 2^e cl.*, est désig. pour servir en Cochinchine.

Laos. — M. Rouffianis, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, est affecté à l'ambulance de Vien-tiane.

Siam. — M. Pannetier, *méd.-maj. de 2^e cl.*, est attaché au vice-consulat de France de Battambang.

Tonkin. — MM. Buisson, *méd.-maj. de 1^{re} cl.*, et Dupuy, *méd.-maj. de 2^e cl.*, sont désig. pour servir à la brigade de réserve de Chine au Tonkin;

M. le *méd.-maj. de 2^e cl.* Toché est affecté au 4^e d'artill. coloniale à Hanoï.

Sont affectés :

Au 3^e tonkinois, à Thaï-Nguyen, M. Léger; à l'ambulance de Moncay, M. Gaïmard; à l'hôpital milit. de Hanoï, M. Laurenti; à l'hôpital de Haïphong, M. Duran, *méd. aides-maj. de 1^{re} cl.*

MINISTÈRE DE LA MARINE

ÉTAT-MAJOR DE LA FLOTTE

Extrême-Orient. — M. le *capit. de frégate* Chevalier est nommé au command. du *Pascal*. M. le *mécan. ppal de 2^e cl.* Martin est désig. pour embarquer sur le *Montcalm*.

M. l'*enseig. de vaiss.* Welfel est désig. pour embarquer sur la *Décidée*.

Tonkin. — M. l'*enseig. de vaiss.* Portier est nommé au command. de l'*Henri-Rivière*;

M. le *lieut. de vaiss.* Le Coroller est nommé au command. du *Jacquin*.

CORPS DU COMMISSARIAT

Agents.

Cochinchine. — M. le *commis de 2^e cl.* Lelicoq est désig. pour servir à Saïgon;

MM. Surcouf et Hervé, *commis* du personnel des comptables, sont désig. pour servir à l'arsenal de Saïgon.

SERVICE DE SANTÉ

Cochinchine. — M. le *méd. de 2^e cl.* Parrenin est désig. pour servir à la défense mobile de Saïgon.

Extrême-Orient. — M. le *méd. de 2^e cl.* Le Maître est désig. pour embarq. sur le *Châteaurenault*.

Madagascar. — M. le *méd. de 2^e cl.* Bertaud du Chazaud est désig. pour embarquer sur la *Nièvre*.

MINISTÈRE DES COLONIES

Par décret en date du 10 mai 1904, ont été nommés à l'emploi d'administrateur de 4^e classe des services civils de l'Indo-Chine : MM. Gaillard (Gaston-Pierre), Galy (Albert), Galuski (Louis-Marcel), Mir (Henri-Joseph-Léon), commissaires du gouvernement de 3^e classe au Laos.

Par décret en date du 25 mai 1903, M. Girardot a été nommé présid. du tribunal sup. de Papeete (établissements français de l'Océanie).

Par décret en date du 27 mai 1904, ont été nommés :

Procur. de la République à Karikal (Inde), M. Spielmann (Eugène);

Juge au tribunal supér. de Papeete (établissements français de l'Océanie), M. Garnier;

Conseiller auditeur à la Cour d'appel de l'Inde, M. Jardon (Bertrand-Auguste-Paul-Pic).

Par décret en date du 27 mai 1904 :

M. Lanzerac (Victor), gouvern. de 3^e cl. des colonies, a été nommé gouverneur des établissements français de l'Océanie;

M. Lemaire (Jean-Baptiste-Philémon), gouvern. de 2^e cl. des colonies, a été nommé gouverneur des établissements français dans l'Inde;

Par décret en date du 2 juin 1904, ont été nommés :
 Procureur de la République à Chandernagor (Inde), M. Gros ;
 Juge suppléant de la justice de paix à compétence étendue de
 Rach-Gia (Indo-Chine), M. Mathieu.

Par arrêté du ministre des Colonies en date du 2 juin 1904,
 M. Noyer (Marie-Benoît-Antoine-Eudore) a été nommé attaché
 au parquet du procureur général de l'Indo-Chine.

Bibliographie

La Culture du cotonnier, par C. FARMER.
 1 vol. illustr. 5 fr. (J. André, éditeur.)

Jusqu'ici les Etats cotonniers de l'Amérique du Nord avaient le monopole de la production de la précieuse fibre, mais voici que plusieurs gouvernements européens ont essayé de vulgariser dans leurs possessions asiatiques et africaines la culture du cotonnier. En Asie, sans parler de l'Inde anglaise qui a toujours fourni un coton apprécié, le Turkestan russe est devenu un centre important de culture cotonnière et notre Indo-Chine commence à donner de sérieux résultats aux hommes d'initiative qui ont entrepris de développer dans notre colonie les plantations de coton. Le livre de M. Farmer vient donc à son heure pour donner à ceux qui s'occupent de la question des notions pratiques sur les variétés culturales, sur les qualités des fibres, les conditions climatériques et les genres de sols favorables au coton. L'auteur qui est un spécialiste ayant fait de longs séjours aux pays de production étudie les façons culturales, les anglais, les types de plantations en terrains irrigués ou non irrigués, les parasites et les maladies du cotonnier, l'égrenage et l'emballage de la fibre.

L'Annuaire du ministère des Colonies.

Quoique de création récente, et peut-être à cause de cela, l'*Annuaire du ministère des Colonies* se place au premier rang des publications du genre. Ainsi qu'il est d'usage, l'édition de 1903 s'est augmentée d'un certain nombre de feuillets : c'est chose inévitable. Mais il importe de signaler deux innovations d'une haute importance, qui seront grandement appréciées des intéressés directs et du public.

En une centaine de pages, l'*Annuaire* condense les états de service ou plus exactement il donne une notice biographique succincte de chacun des membres du personnel de l'administration coloniale. Il y a là une mine de références extrêmement précieuses qu'exploiteront largement les publicistes, au fur et à mesure que les événements mettront un nom en vedette.

Un second perfectionnement tout à fait original et d'une valeur inestimable consiste dans l'introduction de nombreuses cartes en couleurs hors texte, représentant à une grande échelle toutes nos possessions d'outre-mer. Dressées par le service géographique, ces cartes sont d'une exactitude scrupuleuse ; leur réunion suffirait à constituer un véritable atlas, le plus digne de confiance, parce que le mieux au point.

Nous devons ajouter que ce gros volume est d'une exécution typographique parfaite. Malgré la profusion des tableaux et l'accumulation des renseignements, on voit clair, très clair dans ces 800 pages, ce qui n'est pas toujours le cas dans les travaux de cette nature.

L'*Annuaire du ministère des Colonies* pour 1903 est en vente à la librairie Lavauzelle au prix de 6 francs broché (franco 6 fr. 85) et 7 fr. 50 relié (franco 8 fr. 35).

Nos Missions et nos Missionnaires, par J.-B. PILET. — Sommaire : *Nos Missionnaires*. — *Leur nombre*. — *Leur recrutement*. — *Leur budget*. — *Leur vie*. — *Nos*

Missions et leurs résultats. — *Nos Missions et la France*. — *Conclusion*. 1 vol.

Pour défendre nos Missions et nos Missionnaires avec autorité, il importe de les connaître. Le présent travail, dû au très distingué directeur de la grande publication *Les Missions catholiques françaises au XIX^e siècle*, est une contribution modeste sans doute, mais documentée, à l'étude de cette très actuelle question.

Atlas universel de géographie moderne, par RICHARD ANDRÉE, 4^e édition revue et augmentée par A. SCOBEL. Prix : 40 francs relié en cuir. Librairie Velhagen et Klasing, Brelefeld et Leipzig. Librairie H. Le Soudier, 174, boulevard Saint-Germain, Paris.

Cette nouvelle édition de l'atlas Andrée, qui reçut du public un si bon accueil dès sa première apparition, contient 126 cartes générales et 138 cartes de détail, imprimées en couleurs, le texte des cartes étant d'ailleurs en allemand ; mais la préface, la table des matières, les abréviations et explications des noms géographiques et un index alphabétique complet des mots sont en français. Un certain nombre de cartes nouvelles ajoute singulièrement à l'intérêt de cette édition sur celles qui l'ont précédée. A signaler les nouvelles cartes spéciales de la presqu'île des Balkans, de la France, de l'Amérique et de l'Asie orientale. En outre, de nombreuses cartes nouvelles donnent la répartition des peuples et des religions sur le globe, les températures, les pressions barométriques, les vents, les pluies, la végétation, la diffusion des plantes et des animaux les plus importants. Cette quatrième édition dépasse, grâce à ces adjonctions qui répondent aux besoins scientifiques de notre époque, de un tiers la troisième édition, et du double la première.

Gazali, par le baron CARRA DE VAUX. Un volume in-8^o de la collection « Les grands Philosophes ». Prix : 5 francs. Paris, Félix Alcan, éditeur.

Le baron Carra de Vaux ajoute un volume aux études qu'il avait déjà consacrées aux philosophes de l'Islam. Dans son ouvrage sur Gazali, l'auteur étudie les théologiens orthodoxes et les théologiens spéculatifs de l'Islam, les moralistes et les mystiques Oussoufi. Dans son ouvrage précédent sur Avicenne, le baron Carra de Vaux avait montré comment la philosophie grecque avait passé dans l'Islam, mais cette fois, à propos des mystiques de cette religion, il démontre que c'est à un apport chrétien que l'Islam a dû de connaître des sentiments qui avaient été d'abord développés par la religion du Christ. Mais, chose inattendue, l'Islam aurait en échange donné au christianisme un mode nouveau de philosophie, et la religion la plus jeune aurait pénétré à son tour la plus ancienne, alors que jusqu'ici on croyait généralement que seul des deux le christianisme avait contribué à la formation de l'autre.

L'œuvre du baron Carra de Vaux présente un intérêt pratique pour tous ceux qui ont à s'occuper à traiter des questions politiques et sociales intéressant le monde oriental. Ce n'est pas en effet un philosophe oublié qu'il a exhumé dans Gazali ; cet écrivain est encore un des classiques de l'Islam, ses livres sont très répandus, ils sont enseignés dans les écoles et dans les mosquées et c'est par eux en partie que se forme encore de nos jours l'élément musulman. L'intérêt scientifique de l'œuvre du baron Carra de Vaux est donc doublée d'un intérêt pratique qui rend son ouvrage encore plus recommandable.

Le Gérant : A. MARTIAL.

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.